

DE LA LÉSION

DANS

LE CONTRAT DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 25 Mai 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Eugène PÉRIN

Docteur en droit (sciences juridiques)

Lauréat de la Faculté de Droit de l'Université de Paris

3^e mention de Droit civil (1900), 1^{er} Prix de Droit civil (1902)

1^{er} Prix de Droit civil (1903), 2^e Prix de Droit commercial (1903)

Mention honorable. Thèse : Doctorat juridique (1905)

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. PERREAU, professeur
CAPITANT, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA LÉSION

DANS

LE CONTRAT DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ès sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 25 Mai 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Eugène PÉRIN

Docteur en droit (sciences juridiques)

Lauréat de la Faculté de Droit de l'Université de Paris

3^e mention de Droit civil (1900), 1^{er} Prix de Droit civil (1902)

1^{er} Prix de Droit civil (1903), 2^e Prix de Droit commercial (1903)

Mention honorable. Thèse : Doctorat juridique (1905)

Président : M. JAY, professeur

Suffragants { MM. PERREAU, professeur
CAPITANT, chargé de cours



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA LÉSION

DANS

Le Contrat de Travail

INTRODUCTION

L'une des idées directrices qui ont le plus souvent guidé les législateurs modernes dans la confection des lois ouvrières, c'est cette opinion que le travailleur, quel qu'il soit, ne loue plus ses services, ni sa personne, ni son activité, mais vend son travail. Le travailleur ne doit pas mettre sa personnalité à la disposition de celui au profit de qui il engage son travail, il ne se loue pas. Il dispose de son travail comme d'une marchandise, comme d'une valeur qui lui appartient librement. Sa personne reste entièrement à lui ; celui envers qui il s'engage n'acquiert aucun droit sur sa personnalité. Mais

aussi le contrat de travail, qui lie l'ouvrier envers le patron, et qui doit être la source de la subsistance de celui qui le conclut, implique l'absorption de toute l'activité du travailleur et l'emploi de tout son temps ; et cependant l'ouvrier ne doit pas abdiquer sa personnalité. « Il y a un petit cercle d'indépendance qui doit lui rester, sinon il cesserait d'être un individu ; il y a quelques heures de son temps qui doivent lui appartenir, sinon il serait incapable d'avoir un foyer, de veiller aux intérêts de sa famille, à ses affaires personnelles (1). » « L'ouvrier a le droit de vivre, et nous n'entendons pas par là seulement le droit de ne pas mourir de faim, dit M. Jay, mais aussi le droit de mener une vie humaine (2). »

Ce sont ces idées qui expliquent et justifient les lois et décrets sur le travail des femmes et des enfants, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, sur la liberté syndicale, la responsabilité des accidents du travail, le repos hebdomadaire, la saisie-arrêt des salaires, etc. Mais, pour mener une vie humaine, il ne faut pas que l'ouvrier soit obligé d'accepter des conditions de travail telles que, pratiquement, il soit à la merci d'un entrepreneur ; « il arrive par exemple qu'un travail excessif

1. Observations présentées par M. Saleilles, au sujet de la communication faite par M. Blondel sur le Code civil allemand et les ouvriers, à la Société de Législation comparée. *Bull. Soc. Lég. comp.*, 1900-1901, p. 228 et suiv.

2. M. R. Jay. *La protection légale des travailleurs*. Paris, Larose, 1904, p. 10, avant-propos.

et ininterrompu, qu'un salaire insuffisant ne permet pas à l'ouvrier la réparation de ses forces physiques, rend impossible l'exercice des droits, l'accomplissement des devoirs qui découlent pour lui soit de sa qualité d'être intelligent doué d'une âme comme d'un corps, soit de la situation qu'il occupe dans la famille, dans la société civile et politique » (1).

Les lois ouvrières existantes ont déjà amélioré dans une très large et très heureuse mesure la situation faite aux humbles et aux petits, mais il est un domaine qui, jusqu'ici, est resté en dehors de leur application ; de droit commun, il ne paraît pas exister de disposition légale prohibant — sauf dans certains cas réglementés par des textes précis — l'exploitation de l'ouvrier dans le contrat de travail : exploitation consistant dans le fait d'abuser de sa misère, de son besoin, de son inexpérience pour lui imposer des conditions usuraires léonines, ou lui payer en échange de son travail un salaire ridiculement bas, etc. Est-ce que, dans ce cas, la justice sociale n'exige pas impérieusement l'intervention de la loi ? Est-ce que le Code civil ne devrait pas déclarer nul, rescindable, le contrat qui impose à l'ouvrier un travail excessif, ou ne lui donne pas dans les conditions normales un salaire suffisant à le faire vivre ? Est-ce que la parole impérative du législateur ne devrait pas limiter la liberté des contrats pour empêcher les

1. M. R. Jay, *op. cit.*, p. 10.

abus que le contractant le plus fort commet souvent vis-à-vis du plus faible ?

Nous pensons que l'intervention du législateur est nécessaire pour remédier aux abus dont le contrat de travail peut être la source, et nous ne croyons pas que, pour justifier cette intervention, il soit besoin d'affirmer — comme on l'a fait trop souvent que, dans le contrat de travail, l'ouvrier est toujours économiquement le plus faible — ou que le contrat de travail n'a presque aucun trait de ressemblance avec les contrats de droit commun. Il suffit de constater que, dans certains cas extrêmes qui ne sont pas niables, l'ouvrier est certainement exploité pour qu'une sanction, la nullité pour cause de lésion s'impose à tout esprit non prévenu (1) ; nous verrons d'ailleurs que l'introduction de la lésion dans la matière du contrat de travail n'aboutit pas au bouleversement de toutes les conventions entre patrons et ouvriers. De même, on peut dire que le contrat n'a pas modifié même aujourd'hui son type réel tel qu'il nous a été transmis par le droit romain ; « le mouvement réformiste ne tend pas à modifier la structure élémentaire du

1. On pourrait encore concevoir deux autres mesures pour remédier aux abus de l'exploitation : ce serait soit le système de la fixation d'un minimum légal des salaires, soit le système de la validité des contrats collectifs entre d'autres que les individus mêmes qui y interviennent personnellement. Voir Chate-lain. « Rescission pour cause de lésion et tarification à propos de l'article 11 du projet de loi sur le contrat de travail. » *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, p. 59 et suiv.

contrat, mais à renforcer la position réciproque des contractants et spécialement celle des contractants économiquement plus faibles, grâce aux contrats conclus par les collectivités plus ou moins manifestement agissantes » (1). D'ailleurs, de jour en jour, et pour des causes multiples, la théorie de la lésion dans les contrats prend une importance marquée (2) ; la reconnaissance de la lésion, qui avait jusqu'ici toujours été écartée dans les ventes de meubles, à raison de difficulté d'appréciation de la valeur des choses, vient d'acquiescer droit de cité (3) ; le principe de l'autonomie absolue de la volonté est contesté, de telle sorte que la théorie des obligations qui, de tous temps, semblait peu faite pour les révolutions sociales, subit des changements progressifs.

L'hypothèse que nous nous proposons d'envisager dans la présente étude est celle où l'une des parties, normalement l'ouvrier, le travailleur, se trouvant par le fait de sa misère, de son inexpérience, ou même de sa légèreté dans un état de détresse ou de faiblesse caractérisé, l'autre partie, économiquement plus forte, abuse

1. Vivante : « La pénétration du socialisme dans le droit privé. » Discours prononcé à la séance inaugurale de l'Université de Rome. *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1903, p. 38.

2. Voir M. J. Perrin. *De la réductibilité des obligations excessives*. Thèse Paris, 1905.

3. Voir la loi du 8 juillet 1907 concernant la vente des engrais (art. 1^{er}) S. 1907. 5. 538.

de cet état de faiblesse pour imposer à son co-contractant des conditions léonines ou usuraires, c'est-à-dire des conditions qui sont en désaccord choquant avec les conditions en usage dans la profession ou la région, ou avec la valeur, l'importance des services engagés. La lésion dans le contrat de travail est donc constituée par la réunion de ces trois éléments nécessaires : 1° la disproportion des équivalents ; 2° l'état de faiblesse, d'infériorité chez la partie lésée ; 3° l'exploitation chez l'auteur de la lésion. De ces trois éléments le premier revêt un caractère objectif, et les deux autres un caractère subjectif ; mais tandis que l'un est envisagé chez la victime de la lésion (état de faiblesse), l'autre est envisagé par rapport à celui qui a tiré profit de la lésion (exploitation).

Notre étude sera limitée au contrat de travail, mais il faudra entendre cette expression avec la portée que lui ont donnée la société d'études législatives dans son projet sur le contrat de travail (art. 1^{er}) et le gouvernement lui-même, dans son projet de loi du 2 juillet 1906 (art 1^{er}) ; le critérium de la définition du contrat de travail autrefois cherché dans le mode de calcul du salaire, et dans la nature du travail fourni, repose maintenant sur la nature du lien qui existe entre l'employeur et l'employé et il n'est plus fait de distinction entre les différentes formes de l'activité personnelle. La lésion pourrait donc être recherchée et réprimée dans tout contrat par lequel un individu met habituellement au

service d'un autre, sous une forme quelconque, son activité personnelle.

Nous devons maintenant dire quelques mots sur le plan que nous avons adopté. Nous exposerons brièvement l'état de la législation, — en réservant toutefois l'étude des ressources que peut contenir le Code civil de 1804 — jusqu'aux fameux arrêts de cassation du 20 décembre 1852 et du 12 décembre 1853 qui ont refusé d'annuler un contrat de travail pour cause de lésion. Avant de poursuivre plus avant et reprenant l'étude du Code civil, nous nous demanderons s'il n'est pas possible, sans recourir à une législation nouvelle, de trouver dans le Code de 1804 des principes ou des textes permettant de sanctionner la lésion dans le contrat de travail. Cet examen en quelque sorte préjudiciel est nécessaire, car c'est de lui que dépend le sort des développements ultérieurs ; d'autant plus que, lors de la discussion au Reichstag allemand de l'article 138 du Code civil qui consacre la nullité de tout acte contraire aux bonnes mœurs et des stipulations usuraires en général, les partisans de la nullité pour cause de lésion usuraire dans les contrats ont invoqué l'article 6 de notre Code civil. On conçoit que les résultats auxquels nous serons amené après l'examen des ressources que pourrait fournir à notre étude soit l'article 6 (nullité du contrat de travail usuraire pour violation de l'ordre public) soit l'article 1111 (nullité pour vice du consentement : violence morale) seront négatifs, puisque la société d'étu-

des législatives et le gouvernement français ont élaboré deux projets pour frapper de nullité les stipulations usuraires dans le contrat de travail. Il nous faudra alors analyser les éléments constitutifs de la lésion ; comparer les deux projets, non sans avoir exposé au préalable l'évolution des idées et de la jurisprudence depuis les arrêts de cassation de 1852 et 1853 et cherché dans les législations étrangères, particulièrement dans la législation allemande (Code civil, article 138) les principes directeurs de la nullité pour cause de lésion usuraire.

Après avoir, paresprit de justice, envisagé l'hypothèse de la lésion du patron dans le contrat de travail, nous rechercherons le caractère de la nullité pour cause de lésion usuraire, les conséquences directes ou indirectes de cette nullité d'un nouveau genre ; nous pourrons ainsi prévoir l'application pratique de la réforme projetée et formuler un jugement éclairé sur son utilité et son opportunité.

CHAPITRE PREMIER

Etat de la question jusqu'aux arrêts de Cassation de 1852 et 1853

On sait que le droit romain admettait la rescision pour cause de *lesio enormis* dans la vente en vertu de la loi 2 au Code : *de rescindenda venditione*, et l'on se demandait s'il fallait étendre cette loi aux autres contrats de bonne foi. L'équité seule dictait aux auteurs leurs décisions ; car, ni les lois, ni les coutumes romaines ne tranchaient cette question délicate ; de là des solutions disparates. En ce qui concerne le louage d'industrie, le contrat de travail, un passage d'Harménopule semble le soumettre à la rescision pour cause de lésion (1), mais le sens de ce passage est très controversé. Cujas accordait à l'artisan, mais à lui seul, l'action rescisoire (2).

1. Harménopule, *Manuale legum sive hexabiblos cum appendicibus et legibus agrariis*. Leipzig, 1851, édition d'Heimbach, lib. 3, tit. 8 *in fine*.

2. Cujas : *Controversiarum*, lib. 2, cap. 14.

L'opinion générale des auteurs était qu'on devait refuser l'action en rescision à l'entrepreneur qui n'avait fourni que sa main-d'œuvre. On trouve bien dans d'Olive (1) un arrêt du Parlement qui entérina des lettres de rescision en faveur d'un entrepreneur lésé ; mais, dans l'espèce, l'entrepreneur s'était engagé en même temps à fournir les matériaux et la main-d'œuvre, et ce fut en considération du contrat de vente, et non du contrat de travail, que les lettres de rescision furent accordées (2).

1. D'Olive : *Questions Notables du Droit*, décidées par divers arrêts de la Cour du Parlement de Toulouse. Nouvelle édition, 1682. Livre IV, ch. 2, p. 593 et suiv.

2. Voir Abraham Lapeyrère. *Arrêts du Parlement de Bordeaux*. 1749, 6^e édit., lettre L, p. 224. Il s'agit d'un arrêt de 1602 qui débouta de ses lettres de rescision l'entrepreneur des murs de Pézenas. Lapeyrère rapporte qu'un entrepreneur, fils de famille et mineur, s'étant obligé de faire un ouvrage moyennant certaines sommes et se voyant lésé par cette convention, se pourvut par lettres en restitution fondées 1^o... 2^o... 3^o sur la lésion d'outre-moitié. A cet égard on cita l'arrêt du Parlement de Toulouse rapporté par d'Olive (liv. IV, ch. 12), qui entérina des lettres en restitution fondées sur la lésion prise contre un traité à prix fait. Un jeune avocat plaida l'appel et les lettres. Denis disait, au contraire, pour l'intimé... que la lésion n'a lieu *in simplici locatione operarum* ; ajoutant qu'au cas de l'arrêt rapporté par d'Olive, le maçon fournissait les matériaux ; c'était une espèce de vente. Par arrêt prononcé par M. le président de Gourgue sur l'appel et les lettres, les parties furent mises hors de cour et de procès avec quinze livres de dépens. Voir aussi Jean de Catellan. *Arrêts remarquables du Parlement de Toulouse*, nouvelle édition, 1723, lib. 5, cap. 6, t. II, p. 222,

Nous n'avons pu trouver dans l'ancien droit d'autres traces de la lésion dans le contrat de travail ; et ce manque de documents n'étonnera pas si l'on songe à la nature des rapports qui existaient alors entre patrons et ouvriers ; d'ailleurs les règlements corporatifs, à côté d'abus évidents, avaient au moins cet avantage de fixer le taux du salaire et d'empêcher la concurrence à outrance, cause fréquente de lésion. Pothier reconnaît bien que toute lésion, quelle qu'elle soit, rend les contrats iniques et vicieux, que le for intérieur oblige à suppléer le juste prix ; que, dans le for extérieur, les majeurs sont écoutés à se plaindre de leurs conventions pour cause de lésion énorme (1) ; mais rien dans les auteurs ou les arrêts du temps ne permet d'affirmer qu'il ait été fait application de ces idées au contrat de travail usuraire (2).

La doctrine de nos anciens auteurs n'était d'ailleurs

1. Pothier. *Traité des obligations*, nos 33 et 34.

2. Il convient de mentionner ici une antique institution anglaise qui fait partie de tout un ensemble de règlements sur le salaire et qui a été l'objet d'une communication de M. R. Jay à une réunion d'étude sociale de l'Œuvre des cercles ; c'est un statut d'Elisabeth de 1563 autorisant les juges de paix à fixer chaque année, de concert avec de discrètes et graves personnes, le taux des salaires en tenant compte de la disette ou de l'abondance du moment. La question de savoir si cet édit a été réellement appliqué est d'ailleurs fort controversée. — Voir Et.-Martin Saint-Léon. « Note sur le minimum du salaire à travers l'histoire. » *L'Association catholique*, 15 janvier 1908, p. 13.

pas fermement établie en ce qui concerne la lésion en général. On s'accordait généralement à reconnaître que les mineurs pouvaient se faire restituer pour cause de lésion dans leurs conventions, non seulement au cas de lésion énorme, mais pour quelque lésion que ce soit. En ce qui concerne les majeurs, il y avait assez d'incertitude. Pothier, comme nous l'avons vu, enseignait que, dans le for extérieur, les majeurs n'étaient point écoutés se plaindre de leurs conventions pour cause de lésion, à moins que la lésion ne soit énorme, c'est-à-dire d'outre moitié du juste prix. Cette règle comportait toutefois deux exceptions. D'abord, la lésion était une cause de rescision même lorsqu'elle n'excédait pas la moitié du juste prix dans certaines conventions où l'égalité des parties était plus particulièrement recherchée : ainsi les partages entre cohéritiers ou copropriétaires étaient rescindables pour lésion du tiers ou du quart suivant les cas. D'autre part, la lésion n'était pas une cause de rescision dans certaines conventions, même lorsque la lésion excédait la moitié du juste prix. Ainsi dans l'édit de 1560 (avril 1560), les transactions n'étaient pas rescindables pour cause de lésion ; il en était de même de la vente des droits successifs et d'une manière générale de tout contrat aléatoire.

Après la suppression temporaire de la rescision de la vente pour lésion d'outre moitié par la loi du 14 fructidor an III, qui était uniquement fondée sur les nécessités de l'époque, la question de la lésion dans les

contrats ne devait se poser au législateur que lors de la préparation du Code civil. On se demanda si l'on devait maintenir ou supprimer l'action en rescision pour cause de lésion. Nous ne reproduirons pas les discussions sur ce point, qui durèrent pendant trois séances. Berlier et Réal soutinrent, pour écarter la lésion dans les contrats, qu'il fallait s'en rapporter à l'appréciation des parties plutôt que de céder à une imaginaire équité ; qu'il faudrait autrement s'en rapporter à une expertise et à des documents dont rien ne peut garantir l'infailibilité. Cambacérès, Portalis et le premier Consul soutenaient au contraire que la rescision pour lésion peut être incontestablement telle qu'on ne puisse l'expliquer que par une erreur, une surprise ou une déception du consentement ; que les choses ont une valeur réelle commune, et que les expertises sont des moyens d'appréciation très praticables (1). A la suite de ces discussions, l'action en rescision pour cause de lésion fut maintenue dans notre droit, mais à titre d'exception. Les deux exceptions annoncées par l'article 1118 du Code civil à la règle que la lésion ne vicie pas les conventions sont relatives, l'une à certaines personnes, l'autre à certains contrats. L'exception relative aux personnes concerne les mineurs (art. 1305 et suiv. du Code

1. Loqué. *Recueil des discussions et travaux préparatoires du Code civil*, t. XIV, p. 63 et suiv. — Voir Fernand Hayem. *De l'idée de lésion dans les contrats entre majeurs*. Thèse Paris, Cerf éd., 1899.

civ.) ; l'exception relative à certains contrats s'applique : 1° dans les partages (rescision pour cause de lésion de plus du quart, art. 887 du C. civ.) ; 2° dans les ventes volontaires d'immeubles (rescision pour cause de lésion du vendeur de plus des sept douzièmes, art. 1674 du C. civ. et suiv.) (1).

En dehors de ces cas expressément déterminés par la loi, la règle générale reprend son empire, et la lésion, quelle que soit son énormité, ne peut entraîner la nullité de la convention, à moins qu'elle ne se complique d'un vice caractérisé du consentement, comme le dol, la violence, le défaut de liberté en la personne du contractant ; et nous verrons ultérieurement tout le parti que les auteurs et la jurisprudence ont su tirer de cette dernière idée en ce qui concerne spécialement le contrat de travail. En résumé, il résulte de ce bref exposé sur la lésion que le Code civil ne reconnaît pas et ne sanctionne pas, du moins expressément, la lésion dans le contrat de travail.

Presque cinquante ans s'écoulaient depuis la rédaction du Code civil sans que la question de la lésion dans le contrat de travail préoccupe le législateur ou les tribunaux. Le principe de la liberté des conventions règne en maître. « Les conventions, dit Laurent, tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites (art. 1134) ; il n'est pas

1. Voir aussi l'hypothèse spéciale prévue par l'article 783 du Code civil.

permis au juge de les rompre ni de les modifier, sauf pour les causes prévues par la loi ; or la lésion ne vicie pas les conventions (1). » C'est à peine si l'on peut relever dans la loi des 29 novembre 1849-29 janvier, 7 et 15 mars 1850 trace des abus dans le contrat de travail, abus que l'on cherche déjà à réprimer. Cette loi sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, présente, dit M. Sauzet, un intérêt doctrinal considérable, car elle constitue dans notre législation contemporaine une tentative originale pour écarter d'un contrat très pratique des manœuvres frauduleuses courantes (2). « Cette loi a pour but, dit le remarquable rapport de Cunin Gridaine, de faire cesser cet état de choses et d'établir la régularité des rapports entre les patrons et les ouvriers en matière de tissage et de bobinage... Nous n'avons pas perdu de vue, ajoutait le rapporteur, que la base actuelle du contrat de louage de travail entre les patrons et les ouvriers est le prix de la façon et que la détermination de ce prix doit être laissée à la volonté des parties. Mais nous avons voulu prévenir les abus qui pourraient être commis au préjudice de l'ouvrier ; nous avons voulu qu'il arrêât librement, en connaissance de cause, les conditions de son travail. Nous avons cherché à constater d'une

1. Laurent. *Principes de Droit civil français*, 1877, t. XXV, n° 506, p. 560.

2. Sauzet. *Le livret obligatoire des ouvriers*. Paris, Pichon, 1900, p. 11, note 2.

manière nette et précise les éléments constitutifs du contrat de manière à ne laisser d'aucun côté place à la surprise ni à l'erreur (1). »

Les économistes citent souvent cette loi de 1850 comme un exemple des essais impuissants du législateur de s'immiscer dans les rapports entre patrons et ouvriers pour écarter toute tentative d'exploitation de l'homme par l'homme. Nous avons cependant tenu à la mentionner, car elle témoigne déjà du souci de protéger l'ouvrier contre une lésion possible de la part du patron.

Cette même année 1850, soit qu'on doive remarquer dans ce fait une simple coïncidence, soit qu'on veuille y découvrir une des premières conséquences des idées dont s'inspirait la loi des 29 novembre 1849-29 janvier, 7 et 15 mars 1850, la question de la lésion dans le contrat de travail se posa et en termes précis devant les tribunaux.

Un sieur Durand, ouvrier, s'était chargé envers le chef d'une maison de confection, nommé Hébert, de la façon de deux paletots moyennant la somme convenue de 6 fr. 50 pour chaque paletot. Le jour de la livraison, l'ouvrier tailleur refusa le prix convenu et assigna le patron devant le conseil des prud'hommes de Paris pour l'industrie des tissus, demandant que le patron fût condamné à lui payer un prix plus élevé. L'ouvrier ne niait pas les termes de la convention arrêtée, mais il soute-

1. Sirey 1850. *Lois annotées*, p. 49, 1^{re} colonne.

nait qu'il n'avait été amené à accepter le prix ridicule-
ment bas de 13 francs que poussé par la misère.

Le conseil des prud'hommes, par sentence du 27 septembre 1850 (1), accueille la prétention de l'ouvrier avec des attendus qu'il importe de rappeler puisqu'ils visent des principes sur lesquels s'appuieront plus tard les législateurs pour sanctionner la lésion : « Attendu, relevons-nous dans ce jugement que Laurent qualifie « d'étrange » (2), qu'il n'est pas permis de payer le travail moins qu'il ne vaut ; qu'une convention verbale de ce genre est contraire à l'ordre public, et que le conseil doit en prononcer l'annulation lorsqu'elle est demandée ; — Attendu que le prix de 6 fr. 50 pour façon d'un paletot donné par le défendeur au demandeur ne saurait être maintenu, lorsqu'il est constant et ce, sur l'estimation des prud'hommes à ce connaissant, que le travail n'est pas trop élevé en le fixant à la somme de 12 francs ; — Attendu que la convention verbale intervenue entre les parties est contraire à l'ordre public en ce qui touche le prix. — Par ces motifs ; le Bureau général, jugeant en dernier ressort, déclare nulle et de nul effet la convention verbale relative au prix de 6 fr. 50 pour chaque paletot façonné ; fixe le prix à 12 francs par paletot ; en conséquence, condamne le

1. Voir le texte en tête de l'arrêt de Cassation du 20 décembre 1852 ci-après rapporté. D. 53. 1. 95 ; S. 53. 1. 101 ; P. 54. 1. 351.

2. Laurent, *op. cit.*, t. XXV, n° 506, p. 560.

sieur Hébert à payer avec intérêts la somme de 24 fr. au sieur Durand pour le prix de la façon de deux pale-tots, plus une indemnité de 6 francs pour perte de temps. »

Les décisions rendues en dernier ressort par les conseils des prud'hommes pouvant être déferées à la Cour de cassation pour toutes les causes d'ouverture à cassation autorisées par le droit commun, le jugement du 27 décembre 1850 fut déferé à la Cour suprême par le patron et cassé par arrêt du 20 décembre 1852 (1). La Cour de cassation se fonde sur les principes de la liberté des conventions et de la liberté du commerce et de l'industrie.

Cette même année 1852, le même conseil des prud'hommes de Paris pour l'industrie des tissus fut saisi d'une affaire identique à celle solutionnée par l'arrêt de Cassation du 20 décembre 1852. Fidèle à sa jurisprudence et par jugement rendu par défaut le 3 septembre 1852, le conseil déclara illicite la convention intervenue entre un patron et un ouvrier qui s'était engagé à con-

1. Dans la séance de la Chambre des députés du 15 mars 1892, lors de la discussion d'un projet de loi sur l'organisation des conseils de prud'hommes, un député, M. Mège, rappelant cette affaire Durand-Hébert, déclara que la Cour de cassation avait très mal jugé. Lorsqu'un patron a profité de la situation misérable d'un ouvrier pour lui donner un salaire dérisoire, les prud'hommes ont le droit de dire : « Vous avez abusé de la situation de cet homme ; donnez-lui le salaire auquel il a droit. »

fectionner trois paletots au prix de 5 fr. 50 chaque. Sur l'opposition formée par le patron, le conseil par jugement du 24 décembre 1852 (1) confirma sa première décision tout en diminuant le chiffre de la condamnation (54 fr. au lieu de 75 francs.) La décision est fondée sur des motifs que nous retrouverons à la base de l'article 11 du projet de la Commission d'Études législatives et du projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail. On peut résumer ces motifs sous les formules suivantes : 1° le prix stipulé dans la convention intervenue entre le patron et l'ouvrier étant hors de proportion avec le prix ordinaire payé par tous les marchands honnêtes pour la valeur réelle du travail et avec le taux nécessaire pour assurer la vie de l'ouvrier, il est de toute évidence qu'une convention de cette nature est faite dans un but de fraude de la part des confectionneurs ; l'exploitation fait présumer la fraude ; 2° cette convention n'est subie par l'ouvrier que par suite d'un état de détresse et d'une contrainte morale qui vicie son consentement ; 3° elle est contraire à l'ordre public.

Sur pourvoi intenté par les patrons, la Cour de cassation, par arrêt du 12 décembre 1853 rendu sous la présidence de Troplong, cassa la décision du conseil des prud'hommes de Paris du 25 décembre 1852 sur ce motif que « se fonder uniquement sur la quotité d'un

1. Voir arrêt de Cassation du 12 décembre 1853 ci-après rapporté. D. 54. 1. 20 ; S. 54. 1. 333.

salaire pour déclarer frauduleuse et contraire à l'ordre public la convention qui l'a déterminé, alors qu'aucun fait spécial de fraude n'est constaté, c'est violer la liberté des conventions et de l'industrie et exposer le règlement du prix du travail à des rétractations et des incertitudes aussi périlleuses pour les ouvriers que pour les maîtres » (1). Il convient de remarquer qu'il est inexact d'affirmer, comme le fait la Cour de cassation, que le jugement du Conseil des prud'hommes du 24 décembre 1852 se soit appuyé uniquement sur la quotité du salaire. Le conseil avait également invoqué l'ordre public et le vice du consentement chez l'ouvrier. Il y avait donc là des éléments de fait qui, appréciés souverainement par les juges du fond, auraient dû s'imposer sans doute à la Cour de cassation et lui suggérer le rejet du pourvoi ; mais on sait que nos tribunaux, surtout au début du XIX^e siècle, répugnent à se servir de l'article 6 du Code civil comme d'une arme dangereuse.

Depuis les arrêts de 1852 et 1853, la Cour de cassation n'a pas eu l'occasion de statuer expressément sur le cas de lésion dans le contrat de travail. Cependant à côté de décisions nombreuses qui ne considèrent plus le principe de la liberté des conventions comme absolument intangible et en dehors de toute discussion, nous trouvons la même doctrine consacrée dans un arrêt du 20 novembre 1906. Statuant sur trois pourvois formés

1. Cass., 12 décembre 1853. D. 54. 1. 30. S. 54. 1. 333.

contre un jugement du conseil des prud'hommes de Mascara du 14 août 1906, la Cour suprême a déclaré nettement que le juge ne peut se fonder uniquement sur des considérations d'équité pour condamner un entrepreneur à payer à ses ouvriers pour travaux à l'heure ou à la tâche un prix non prévu par le contrat (1).

On a cherché à dégager les raisons pour lesquelles la Cour de cassation n'a pas été appelée à se prononcer plus souvent sur la lésion, entendue du moins dans un sens très restreint — car nous verrons ultérieurement quelle conception large l'on doit se faire de la lésion. Et cette pénurie de décisions judiciaires de la part de la Cour suprême peut surprendre, puisque la plupart des décisions de conseils des prud'hommes, sur ces questions de salaires ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation. Si les conseils de prud'hommes continuent à user de leur liberté, cela tient à l'éloignement de la Cour de cassation et au coût élevé des procédures de pourvoi. « Les industriels, dit M. Hubert Valleroux, sont des gens pratiques, occupés, calculant toutes choses et cherchant peu le triomphe de la pure

1. Cass. 20 novembre 1906. *Bul. arr. C. de cassation civ.* 1906 p. 195. *Le Droit* : 26 novembre 1906. Il convient également de citer, à raison même des tendances contraires que l'on rencontre dans la juridiction prud'homale, un jugement du conseil des prud'hommes de Toulon du 29 janvier 1904 aux termes duquel « le taux du salaire dû à l'ouvrier résulte essentiellement de la convention intervenue entre lui et son patron. » *Rev. cons. prud'h.* 1904, p. 272.

doctrine. Des victoires à la Pyrrhus, telles que peut seulement leur en offrir une justice aussi coûteuse et lente qu'est la nôtre, ne sont point du tout leur affaire » (1).

1. Hubert Valleroux. *Le contrat de travail*, p. 186.

CHAPITRE II

Les solutions du droit commun

Une question préjudicielle se pose au seuil d'une étude sur la lésion dans le contrat de travail : ne pourrions-nous pas trouver dans notre Code civil sinon des textes formels, du moins des principes qui permettent de réprimer les abus dont le contrat de travail est trop souvent l'occasion ? Le droit commun ne peut-il pas suffire à atteindre ce but ? Deux conceptions sont en présence auxquelles on peut avoir recours. On peut tout d'abord s'attacher, pour sanctionner la lésion, au caractère objectif d'immoralité de l'exploitation dont la partie lésée a été victime, envisager moins la faiblesse de la victime que la faute et l'abus commis par l'autre partie ; le contrat de travail usuraire serait ainsi annulé pour violation de l'ordre public, l'ordre public étant évidemment intéressé à ce que le contractant économiquement plus fort ne spéculé pas impunément sur la faiblesse, la légèreté et l'inexpérience de son co-con-

tractant. Dans cette conception, le recours à l'article 6 du Code civil est tout naturellement indiqué.

Si, au contraire, l'on prend en considération le côté subjectif, si l'on pose comme principe qu'à raison de telles ou telles circonstances, notamment à raison du besoin ou de la misère, la volonté de la partie lésée, pratiquement du travailleur, n'a pas été libre, qu'il y a eu contrainte morale, on sera tenté de faire appel à la théorie des vices du consentement ; surtout si l'on suit la doctrine de certains auteurs d'après lesquels la lésion dans les cas prévus et sanctionnés par la loi ne procède en réalité que d'un vice du consentement.

Il nous faut donc rechercher si l'une ou l'autre de ces deux conceptions suffirait à réprimer les abus du contrat de travail et donnerait pleine satisfaction à la partie lésée (1).

1. La théorie de l'abus du droit (voir notamment Jossérand. *De l'abus des droits*, Paris, 1905, p. 17 et suiv. — Reynaud. *L'abus du droit*. Thèse, Paris, 1904) et celle de la réduction par le juge des obligations excessives (voir la thèse remarquable de M. Jean Perrin. *Essai sur la réductibilité des obligations excessives en dehors des questions de réserve, de sûreté et de garantie*, Paris, 1905) bien qu'inefficaces à solutionner à elles seules la lésion dans le contrat de travail pourraient cependant compléter utilement le système de protection organisé en faveur de la victime de stipulations usuraires, lorsque les conditions d'application du texte de loi à créer viendraient à faire défaut. Voir sur ce point. Gerlier. *Des stipulations usuraires dans le contrat de travail*. Thèse, Paris, 1907, p. 66, note.

SECTION I

*De la nullité du contrat de travail usuraire pour
violation de l'ordre public*

Le Code civil français, dans son titre préliminaire, contient un article dont il a été fait grand état au Reichstag lors des travaux préparatoires qui ont précédé le vote de l'article 138 du Code civil allemand, et dont on a pu dire justement qu'il donnait aux tribunaux le plus redoutable pouvoir qu'ils aient reçu de la loi (1). C'est de l'article 6 qu'il s'agit : « on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs (2). N'est-il pas contraire aux bonnes mœurs, et par conséquent nul de nullité absolue, le contrat de travail où le plus fort a abusé de

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 1^{re} édit. t. I, n° 275.

2. On pourrait croire à première vue que cet article doit être écarté du débat précisément parce que, en notre matière, nous sommes à la recherche d'un texte de loi sanctionnant la lésion dans le contrat de travail. Malgré les termes restrictifs de cet article 6, il n'est pas nécessaire qu'il y ait une loi pour qu'une convention, évidemment contraire aux bonnes mœurs, soit déclarée nulle et considérée comme illicite. En admettant même que l'article 6 ne puisse s'appliquer, les articles 1131 et 1133 du Code civil suffiraient pour faire déclarer la nullité ; l'article 1131 dispose que l'obligation sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet, l'article 1133 dit que la cause est illicite quand elle est contraire aux bonnes mœurs.

son autorité pour dicter la loi au plus faible, lui imposer des clauses usuraires et exercer sur lui « une sorte de prise comme sur un vaincu, par extorsion » (1) ? Et le juge ne pourrait-il pas pour rétablir l'équilibre des intérêts et des volontés « trouver une arme merveilleuse dans cet article 6 qui pourrait donner à notre jurisprudence une liberté d'allure, une largeur de vues, une initiative d'action qui lui permettraient de faire une œuvre sociale admirable » ? (2)

Ce système qui fait reposer la nullité du contrat de travail lésionnaire non sur un vice du consentement, mais sur l'immoralité de l'acte, n'est cependant pas suffisant. En effet, puisqu'on s'attache au caractère objectif d'immoralité de l'exploitation dont est victime la partie lésée, puisque l'élément subjectif est indifférent, il se trouvera nécessairement des hypothèses où la victime de la lésion ne sera point protégée. Et cela arrivera toutes les fois que la preuve de tous les éléments objectifs, constitutifs de la lésion : disproportion des équivalents, état de faiblesse, exploitation ne sera point rapportée (3). Par contre, si les éléments constitutifs de la lésion tels que nous les avons définis se trouvent réunis, la vic-

1. Jastrow. *Wucherische arbeitsverträge*, *Das gewerbegericht*, n° du 1^{er} avril 1901.

2. Ripert. *Revue critique de législation et jurisprudence*, 1907, p. 202 et 206.

3. D'après le texte rédigé par la commission du contrat de travail (M. Chambon, député rapporteur), la disproportion des équivalents suffit pour entraîner la nullité du contrat de travail

time pourra obtenir satisfaction, n'y eut-il dans sa volonté, dans son consentement aucun vice d'erreur, de violence ou de contrainte morale.

Ces conséquences mécaniques et quelque peu simplistes découlent de deux chefs qu'il nous faut maintenant envisager, car ce sont eux qui supportent tout l'édifice : ce sont les bonnes mœurs ou plutôt l'interprétation qu'on en donne, et le caractère de la nullité qui sanctionne l'article 6.

Qu'entend-t-on ici par bonnes mœurs ? D'après les termes d'un arrêt déjà ancien de Turin du 30 mai 1811 (1) qui nous paraît avoir bien dégagé la conception courante que l'on se fait habituellement des bonnes mœurs, il faudrait considérer comme contraire aux bonnes mœurs ce qui est contraire « à la morale coutumière », c'est-à-dire à ce que l'opinion publique répute illicite pour tous et même pour telle ou telle classe de personnes. Les bonnes mœurs seraient cette honnêteté publique aux prescriptions de laquelle le législateur n'attache pas une sanction pénale proprement dite, mais qu'il fait respecter en ne donnant aucune force à ce qui est fait contre elles.

Mais précisément parce qu'il s'agit de morale coutumière, d'honnêteté publique, il est des contrats de travail usuraires qui ne seront point rescindés pour cause

1. Dalloz. *Nouveau Code civil annoté*, art. 6, n° 76. — Beudant : *Explication du titre préliminaire du Code civil*, n° 125.

de lésion parce que souvent, dans telle profession, existe à titre d'usage courant de véritables abus tolérés par l'opinion publique ; de telle sorte que, comme nous le verrons plus tard, le législateur allemand qui a fondé la nullité des stipulations usuraires sur le critérium tiré des bonnes mœurs, a dû dicter au juge les principes sur lesquels il doit se baser pour reconnaître les bonnes mœurs. L'étude de la jurisprudence allemande fera ressortir que, malgré l'intention contraire du législateur, l'excuse du salaire et des usages courants suffit aux yeux des juges des tribunaux industriels pour rendre inattaquable une clause normalement usuraire.

D'ailleurs la nullité qu'édicte l'article 6 nous paraît constituer une sanction trop énergique et dépassant le but. Il est dangereux d'accorder à toute personne intéressée le droit de se prévaloir de la nullité (1), de prohiber la confirmation tacite ou expresse de la nullité, de laisser même aux mains de la partie lésée le droit indéfini à l'action en nullité ; ce sont là autant d'inconvénients que nous nous réservons de mettre en relief en étudiant les effets de la nullité.

Il convient enfin de faire remarquer qu'annuler un contrat de travail usuraire par ce motif qu'il viole l'ordre public, cela suppose que l'on sait ce qu'il faut entendre par ordre public ; or, aucune conception n'est plus flottante ni

1. Ainsi on pourrait imaginer des hypothèses où le bénéficiaire de la lésion, y ayant ensuite intérêt, invoquerait la nullité d'un contrat de travail devenu usuraire par son fait.

plus imprécise que celle de l'ordre public. L'immoralité d'un contrat de travail usuraire fondée sur cette conception devient nécessairement une question de fait appréciée par le juge ; et l'on sait avec quelle réserve nos tribunaux, sauf les conseils de prud'hommes, ont recours à la notion de l'ordre public.

SECTION II

De la nullité du contrat de travail usuraire fondée sur un vice du consentement

Les raisons qui nous ont fait écarter l'article 6 du Code civil comme fondement exclusif de la nullité, nous ramènent logiquement à la théorie des vices du consentement, puisque aussi bien, il s'agit de la protection d'une volonté faible, d'une volonté qui tout au moins n'a pas eu toute la spontanéité désirable. Et l'on conçoit aussitôt les différences considérables qui séparent le système d'une nullité fondée sur un vice du consentement de celui d'une nullité pour violation de l'ordre public. La considération de l'immoralité de l'acte au regard du bénéficiaire, qui avait une importance prépondérante et presque exclusive dans la théorie d'une nullité d'ordre public, passe maintenant au second plan ; on s'attache ici à la volonté de celui qui subit la lésion.

Dès lors tout se ramène à l'analyse subjective du consentement de l'exploité, la disproportion des équivalents est en elle-même inopérante et l'on a cité des hypothèses, d'ailleurs plus théoriques que pratiques, où la nullité pourrait ne pas être prononcée « la même où la disproportion des équivalents existerait, s'il venait à être établi que l'acceptation de conditions léonines, et spécialement d'un salaire minime, ne procède pas en réalité de la pression, de l'état de gêne du contractant, mais s'explique au contraire par de tout autres raisons » (1).

L'appréciation du juge pourra également être plus large que dans la conception qui fonde la nullité sur l'idée de violation d'ordre public. Le juge ne sera pas nécessairement lié par cette « morale coutumière » qui en réalité tolère ou même approuve un grand nombre d'abus et de clauses léonines dans le contrat de travail. Telle lésion consacrée par l'usage qui n'aura pu tomber sous l'application de l'article 6 du Code civil pourra, à raison de sa gravité, faire présumer le vice du consentement et se trouver ainsi frappée de nullité.

Enfin et surtout, s'il était possible de construire une théorie de la lésion sur celle bien connue des vices du consentement, on peut affirmer — et ce n'est pas un avantage négligeable — que les tribunaux qui manifestent à l'égard de l'article 6 une répugnance et une méfiance injustifiées se montreraient plus enclins à met-

1. Voir exemples dans Gerlier. Thèse précitée, p. 89-90.

tre en œuvre une théorie familière et à leurs yeux moins subversive que celle de l'ordre public. Il convient donc de se demander, ainsi que nous l'avons fait pour la nullité du contrat de travail usuraire basée sur une violation d'ordre public, si le recours à la théorie traditionnelle des vices du consentement est pleinement satisfaisant, et répond exactement au but que nous poursuivons.

Mais d'abord la lésion procède-t-elle d'un vice de consentement à proprement parler ? Ne peut-on pas dire que dans les cas où la loi reconnaît la lésion comme cause de rescision d'une convention passée entre majeurs, c'est de cette lésion seule qu'elle se préoccupe ? Cette conception est exacte ; cependant on peut soutenir que s'il est tenu compte de la lésion, c'est en réalité parce que la loi présume que le consentement de la partie lésée a été vicié, qu'il y a eu dol, erreur ou violence morale. C'est là l'opinion de Pothier et de la majorité des commentateurs du Code civil (1), opinion qui a été, il est vrai, contestée par de sérieux arguments (2). D'ail-

1. Voir notamment Marcadé. *Explication théorique et pratique du Code civil*, 8^e édit., 1892, t. IV, art. 1118, n^o 425. — Laurent, *op. cit.*, t. XV, n^o 485. — Huc. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VII, n^o 40. — Baudry-Lacantinerie et Barde. *Des obligations*, n^o 124. — Planiol, *op. cit.*, t. II, 4^e édit., n^o 1588.

2. Aubry et Rau. *Cours de Droit civil français*, 5^e édit., t. IV, § 343 bis, p. 509. — Demolombe. *Cours de Code Napoléon*, t. XXIV, n^o 202. — F. Hayem. *De l'idée de lésion dans les contrats entre majeurs*. Thèse, Paris, 1900, p. 90 et s. — Pascaud. « Du principe que les contrats entre majeurs ne sont pas res-

leurs, en notre matière, cette discussion peut paraître oiseuse puisque, si la lésion, l'inéquivalence des prestations entre employeur et employé joue un grand rôle, il s'en faut qu'on la considère exclusivement. Ce que l'on veut réprimer, c'est l'abus, c'est l'exploitation dont est victime la partie lésée ; on envisage la contrainte morale et le côté subjectif de la lésion. C'est donc bien de vice du consentement qu'il s'agit et à ce titre il est intéressant d'étudier si, comme le faisait déjà Portalis lors de la discussion du Code civil, la lésion dans le contrat de travail peut être fondée tantôt sur l'erreur, tantôt sur le dol, tantôt sur la crainte ou la violence.

§ 1. — *De la lésion fondée sur l'erreur*

On n'a pas été sans faire remarquer relativement aux causes de la lésion actuellement reconnues par notre droit combien il était puéril de vouloir les fonder sur l'erreur. A part l'exemple de l'héritier pur et simple lésé par suite de la découverte d'un testament inconnu au moment de son acceptation et absorbant la moitié de la succession (art. 783 du C. civil), on peut dire que, dans presque tous les autres cas, la partie lésée connaît le plus souvent la lésion dont elle est, peut-on dire, la victime volontaire. Il en est de même dans le contrat de

cindables pour cause de lésion. » *Rev. gén. de droit et de lég.*, 1895, p. 486.

travail ; la partie lésée, pratiquement l'ouvrier — quelquefois aussi le patron — qui accepte une clause, une stipulation usuraire, un salaire ridiculement bas, un règlement d'atelier contenant des pénalités excessives, etc., se rend le plus souvent compte de la lésion qu'elle subit ou s'apprête à subir. L'ouvrier sait très bien le plus souvent qu'on lui impose des conditions désastreuses pour sa santé, pour sa famille qu'il sera dans l'impossibilité de faire vivre, que ce qu'il reçoit ne vaut pas ce qu'il donne. Si cependant il accepte de telles conditions, ce n'est donc pas qu'il se trompe sur la valeur de son travail ; mais il y est contraint par la misère, par le besoin. Il y a peut être contrainte morale, mais il n'y a pas erreur.

§ 2. — *De la lésion fondée sur le dol*

Voici comment on raisonne pour fonder sur le dol la lésion dans le contrat de travail. La modicité de la valeur fournie serait une preuve de la fraude probable, ce qui revient à dire que la lésion fait présumer le dol. On peut réfuter d'un mot cette conception en se basant sur les termes mêmes de l'article 1116 du Code civil. Le dol ne se présume pas, il doit être prouvé. Faire reposer la lésion sur le dol présumé, c'est se mettre en contradiction formelle avec l'article 1116 *in fine* du Code civil. Dira-t-on que l'on ne fera reposer la lésion sur le dol que si cette lésion est énorme ? Ce ne serait alors

qu'une question de plus ou de moins. Ajoutons enfin que le dol n'est une cause de nullité du contrat que lorsque les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par le contractant, et lorsqu'il est évident que sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté. Or le prétendu dol que la lésion ferait présumer, autorise la personne lésée à agir dans tous les cas et sans aucune distinction. Sans nous attarder plus qu'il convient à cette conception erronée, nous avons hâte d'arriver au troisième fondement possible de la lésion, à la contrainte morale ; les développements que nous avons à y consacrer ayant un rapport très étroit avec la solution que nous cherchons à dégager.

§ 3. — *De la lésion fondée sur la contrainte morale*

Pour qu'un contrat quelconque soit susceptible d'être annulé pour cause de violence ou de contrainte morale, il faut que le consentement de l'une des parties ait été extorqué par violence. Il faut en réalité que la violence résulte d'un fait actif du co-contractant (art. 1109 du C. civ.). Mais les termes de l'article 1109 du Code civil ne comprennent pas tous les cas où la volonté peut n'avoir pas été émise en toute liberté. Il est en effet des cas où la volonté peut être viciée par la crainte, sans que cette crainte ait été inspirée ou provoquée par l'une des parties. Nous ne citerons que pour mémoire les exemples des anciens auteurs sur les attaques de brigands à

maines armées, et la promesse de sommes considérable à celui qui délivrera un captif ; de nos jours, ce sont les exemples plus modernes d'engagements lésionnaires contractés à l'occasion d'accidents de mer (1).

Dans ces cas, le danger d'où naît la crainte, vice du

1. Voir cass., 27 avril 1887. D. 88.4.263 ; S. 87.1.372. L'espèce sur laquelle a statué l'arrêt de cassation précité était la suivante : un capitaine de navire sur le point de se perdre avec sa cargaison avait dû accepter le prix de 18.000 francs auquel le capitaine d'un remorqueur fixait la valeur du sauvetage, et n'avait échappé à une perte totale qu'en promettant de lui payer cette somme en échange de ses services. Poursuivi en paiement de cette somme, le capitaine de navire invoqua la nullité de la convention par suite du défaut de liberté dont son consentement avait été vicié. Le 30 octobre 1886, le tribunal de commerce de Rouen accueillit ce système, et condamna le capitaine du navire à payer à l'armateur une somme de 4.190 francs seulement pour indemnité de remorquage. Sur appel la Cour de Rouen, par arrêt du 10 décembre 1886 a confirmé le jugement de 1^{re} instance par ce motif « que le capitaine du remorqueur avait abusé de la situation désespérée dans laquelle se trouvait le capitaine du navire. » La Cour dit que le consentement du capitaine du navire n'ayant pas été libre, la convention viciée dans son principe n'était pas seulement rescindable, mais annulable pour le tout ; il convenait seulement de rémunérer le capitaine du remorqueur de ses services. La Cour de cassation par arrêt du 27 avril 1887, rejeta le pourvoi formé contre l'arrêt précité de la Cour d'appel de Rouen en adoptant les motifs des premiers juges. Juridiquement, dans cette espèce, le consentement n'avait pas été extorqué par la violence comme l'exige l'article 1109 du Code civil. La formule de cet article donne clairement à entendre, comme nous l'avons déjà dit, que la violence doit être l'œuvre d'une personne qui l'exerce en vue d'obtenir le consentement, et ce n'était

consentement n'est pas l'œuvre d'un tiers ; c'est l'œuvre des éléments ; « c'est un danger physique causé par une force de la nature, il a donc une origine purement matérielle et non humaine » (1). Les auteurs sont très divisés sur la solution de cette difficulté : les uns valident les engagements contractés dans ces conditions, sauf possibilité de les réduire à un taux raisonnable s'ils atteignent un chiffre excessif ; c'est généralement en ce sens que se prononce la jurisprudence (2). D'autres au contraire frappent ces engagements de nullité et arrivent par une voie détournée, qui ne donne pas toujours

pas le cas. La crainte avait été causée par l'échouement et n'émanait pas du capitaine du remorqueur. Il n'y avait même pas violence, car la force des éléments ne constitue pas une violence au sens légal du mot. Cet arrêt a cependant fait jurisprudence, et à ce titre il était intéressant de le citer à l'appui de la théorie qui voudrait fonder la lésion en général et particulièrement la lésion dans le contrat de travail sur la violence ou la contrainte morale. Voir toutefois en sens contraire trib. com. Marseille, 21 juillet 1891. *Rec. de Marseille*, 1891. 1. 246. Voir en ce qui concerne les conventions conclues en mer et la promesse d'une rémunération pour sauvetage ou assistance d'un navire en détresse les paragraphes 740, 741, 753 du Code de commerce allemand qui accordent au promettant le droit de demander la réduction du salaire excessif promis. J. Perrin. Thèse précitée, p. 276. Un avant-projet international sur l'assistance en mer, accepté en principe par les représentants de la plupart des grandes nations, proclame la nullité des pactes usuraires conclus dans les conditions que nous venons de rappeler.

1. Planiol, *op. cit.*, tome II, n° 1076.

2. Voir arrêt de Cass. du 27 avril 1887 précité et note de la page 39.

satisfaction aux intéressés, à rétablir le droit à une rémunération par le moyen de la gestion d'affaires (1). C'est alors que des auteurs, comme M. Pic (2), se sont demandés si les tribunaux ne pourraient pas annuler pour cause de vice du consentement la convention par laquelle un ouvrier, sous l'empire de la misère, s'engagerait à travailler pour un salaire dérisoire, notablement inférieur au salaire usuel. N'y aurait-il pas, dans ce cas, une contrainte morale suffisante pour justifier l'annulation du contrat de travail usuraire ? « Ne pourrait-on pas dire que, si le tribunal constate qu'en fait, l'ouvrier était, au jour où il a contracté, dans un état de misère tel qu'il a dû sous l'empire d'une nécessité absolue qui lui enlevait la conscience de ses actes ou du moins la liberté du consentement, accepter les conditions léonines que le patron lui a imposées, cette constatation lui donnera le droit d'annuler le contrat pour cause de violence et de fixer, d'après les usages locaux, le taux du salaire dû par le patron à l'ouvrier » ? (3)

Le droit criminel tient compte, dans l'inculpation, de l'état de nécessité et de la contrainte morale auxquels peut être soumis le prévenu, et le souvenir du jugement du tribunal correctionnel de Château-Thierry, acquittant

1. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. IV, § 343 *bis* et note 16 *bis*, p. 501.

2. Paul Pic. *Traité élémentaire de législation industrielle*, 2^e édit. Paris, 1902, n° 921.

3. Paul Pic, *op. et loc. cit.*

une femme poursuivie pour vol d'un pain à raison de la faim pressante qui la tenaillait et de l'état de détresse de son jeune enfant, est encore présent à tous les esprits (1). Les arguments qui militaient en faveur de l'acquittement de la prévenue de Château-Thierry ne pourraient-ils pas, *a fortiori*, être invoqués en faveur de l'annulation d'un contrat de travail contracté sous l'empire de la contrainte morale ? Certains auteurs l'ont pensé (2).

Mais il importe de voir de plus près si l'on peut s'en tenir au droit commun ; ou s'il ne faudrait pas apporter au droit commun, sinon une exception formelle, du moins un élargissement. L'exception expresse contenue dans l'article 1114 du Code civil (3) montre bien que la contrainte morale est admise en principe comme susceptible de constituer la violence visée par l'article 1111 ; mais on sait que la violence, cause de nullité, s'entend d'une violence provenant soit du contractant, soit d'un

1. Sur les éléments constitutifs de la contrainte morale, consulter notamment le jugement du tribunal correctionnel de Château-Thierry (M. Magnaud prés.) du 4 mars 1898, confirmé sans adoption de motifs par la Cour d'Amiens le 22 avril 1898. D. 99. 2. 329 et la dissertation très complète de M. Jossierand. V. aussi Garraud. *Traité de droit pénal*. 2^e édit. t., I., n° 271.

2. Notamment MM. Pic., *op et loc. cit.* Thaller. *Bull. soc. ét. lég.*, 1906, p. 160. Perreau. *Bull. soc. ét. lég.* 1906, p. 171. Berthélemy. *ibid.* Saleilles. *ibid.* p. 224.

3. « La seule crainte révérentielle envers le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat. »

tiers, et il est permis de se demander dans quelle mesure un fait d'exploitation usuraire peut être considéré comme un fait d'intervention ou de pression personnelle au sens de l'article 1111. Même si l'article 1111 est susceptible de cette interprétation, on peut dire qu'un droit commun dont on ne sait pas user est comme s'il n'existait pas, et d'ailleurs M. Saleilles fait très justement remarquer que si la jurisprudence interprétait l'article 1111 du Code civil de façon à annuler par ce moyen les contrats de travail usuraires, les juristes ne manqueraient pas de se scandaliser de cette liberté d'appréciation, comme ils ont été les premiers à se scandaliser de l'interprétation que le tribunal de Château-Thierry donnait de l'article 64 du Code pénal (1).

Or, la jurisprudence est très éloignée d'adopter cette interprétation large de l'idée de violence. Bien plus, elle se montre en fait très rigoureuse, même sur les caractères que doit présenter la violence de droit commun pour être une cause de nullité du contrat de travail. Si l'on excepte un arrêt de la Cour de Bastia du 6 août 1892, qui annule les engagements d'employés contraints, sous menace de révocation par le directeur d'une compagnie, de souscrire des billets destinés aux créanciers personnels de ce directeur, en se basant sur ce que leur volonté a été annihilée par une sorte de violence morale (2), nom-

1. Saleilles. *Bull. soc. ét. lég.*, 1906, p. 219.

2. D. 93. 2. 359. L'arrêt ajoute que l'engagement pris par des

breuses sont les décisions judiciaires qui témoignent de la répugnance et de la difficulté qu'ont les tribunaux à prononcer la nullité d'un contrat de travail pour cause de violence ou de contrainte morale. Nous citerons comme exemple caractéristique de cette tendance regrettable un jugement du tribunal civil de Bruxelles du 14 mai 1906 (1). Bien qu'émanant d'une juridiction étrangère, il rend assez bien compte, à raison de la similitude de législation, des idées qui animent la jurisprudence française.

Un employé de la société du grand bazar du boulevard Anspach à Bruxelles entré au service de cette société en 1899 avait accepté, le 16 décembre 1902, une convention aux termes de laquelle ladite société avait le droit de le congédier sans aucun préavis et sans qu'il pût réclamer aucune autre indemnité que le salaire des journées de travail accomplies. Congédié le 16 décembre 1905, Delhaas (c'était le nom de l'employé) prétendit que la convention intervenue le 16 décembre 1902

employés au profit de leur patron est également nul comme sans cause à son égard.

1. *La Loi* 30 octobre 1906.—*Moniteur de Lyon*, 12 novembre 1906. Il n'est pas inutile de faire remarquer que l'espèce tranchée par le tribunal civil de Bruxelles réalise bien l'hypothèse de la contrainte morale, fondement possible de la lésion dans le contrat de travail. On verra dans l'exposé des faits que la violence morale invoquée par l'ouvrier n'émanait pour partie ni du patron ni d'un tiers, mais bien de circonstances extérieures : du besoin et de la misère dans lesquels il se trouvait au moment du contrat.

était nulle par ce motif que son consentement avait été l'effet d'une violence morale, qu'on lui avait imposé la convention litigieuse sous peine d'être renvoyé sur le champ, et qu'enfin il n'avait accepté cette convention léonine que poussé par le besoin et la misère, ayant à cette date à sa charge son vieux père, ses deux enfants, et sa femme depuis longtemps gravement malade et en traitement pour une tuberculose. Par jugement du 14 mai 1906, le tribunal civil de Bruxelles repoussa l'exception de nullité fondée sur la violence morale par des attendus qu'il est permis de trouver empreints d'un rigorisme excessif : « Attendu, y est-il dit, qu'il n'y a violence morale au sens de l'article 1111 du Code civil que lorsqu'une des parties contractantes ou un tiers amène l'autre à consentir par la menace d'un mal grave et imminent, mais non lorsque quelqu'un abuse du malheur dans lequel son contractant se trouve pour lui faire donner un consentement que peut-être il n'eût pas donné, s'il se fût trouvé dans une situation moins malheureuse : que l'article 1112 du Code civil ne laisse aucun doute à ce sujet ; — Attendu que, dans l'espèce, la seule menace a pu consister dans le renvoi sur l'heure ; — Attendu que ce seul fait n'était pas de nature à enlever au demandeur sa liberté, puisqu'au cas où la société défenderesse eût mis cette menace à exécution, le demandeur avait le droit incontestable d'exiger le paiement d'une indemnité lui permettant de chercher un

nouvel emploi (1) ; — Attendu qu'il s'ensuit que, si la défenderesse a abusé de l'infériorité du demandeur, elle n'a point été jusqu'à lui extorquer un consentement forcé. »

Plus récemment encore, un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 24 janvier 1907 confirmant un jugement du tribunal civil de Montdidier du 25 mai 1906, a de nouveau expressément déclaré qu'une menace de renvoi ne constituait pas une violence juridique viciant le consentement de l'employé et pouvant entraîner l'annulation du contrat de travail (2).

1. Juridiquement et en soi, il n'est pas douteux que l'employé avait, au cas de renvoi, droit à des dommages-intérêts, mais dégager ce droit pour l'ouvrier et le rendre indépendant de ce qui précède, c'était méconnaître la réalité. En fait l'ouvrier n'était pas libre de choisir entre une convention usuraire et la possibilité d'une action en dommages-intérêts au cas de renvoi, il lui fallait pour les raisons que nous avons exposées accepter cette convention usuraire ; c'est en cela que consiste l'abus du malheur dans lequel un contractant se trouve ; c'est là l'exploitation qu'il faut réprimer soit à l'aide de l'article 1111 du Code civil modifié et complété, soit plutôt, comme nous le verrons, à l'aide d'une disposition nouvelle à insérer dans notre Code civil.

2. Voir *Le Droit*, 26 avril 1907. Cet arrêt contient en outre un exemple de clauses restrictives de la liberté du travail (interdiction de concurrence pendant un temps déterminé) qui peuvent, dans certains cas, être empreintes d'usure et à ce titre être déclarées nulles. — Il a été décidé en outre que l'ouvrier ne peut se plaindre d'avoir contracté sous l'empire de la violence, par cela seul que le patron a subordonné l'engagement à la participation de cet ouvrier à une association de secours

On voit donc que sur le terrain du droit commun de la violence, la difficulté est sérieuse. Dans ces conditions « puisqu'il y a doute, et non seulement doute, mais protestation générale contre un système de large interprétation de l'article 1111 du Code civil » (1), il faut bien que la loi intervienne pour trancher l'hésitation des tribunaux.

Car en admettant même qu'une disposition nouvelle, en modifiant dans le sens que nous avons indiqué la lettre et l'esprit de l'article 1111, pose en principe que la violence et la contrainte morale cause de nullité du contrat de travail puisse consister dans ce simple fait d'avoir abusivement profité, pour stipuler des conventions usuraires, du besoin et de la misère de l'ouvrier, cette innovation, cet élargissement du droit commun de la violence morale serait encore insuffisant pour protéger efficacement la partie lésée. Et, en effet, de droit commun, c'est à la partie lésée qu'incombe le fardeau de la preuve de la contrainte morale qui l'a déterminée à accepter une clause usuraire. Sans doute, la preuve des faits constitutifs de cette violence morale pourra être fournie par témoins et par présomptions et, malgré les termes en apparence restrictifs de l'article 1353 du Code civil, qui n'autorise ces moyens de preuves que lorsqu'un acte est attaqué pour cause de dol ou de

d'ailleurs organisée dans l'intérêt des sociétaires. (Trib. civ. Seine, 30 décembre 1892. *La Loi*, 4 juillet 1893.)

1. Saleilles. *Bul. soc. ét. lég.*, 1906, p. 219.

fraude, on s'accorde à reconnaître qu'il ne saurait être fait d'exception pour la violence ; mais la partie lésée devra articuler des faits précis, et l'on sait que le juge ne manquera pas de se montrer très exigeant à ce point de vue (1), se retranchant d'ailleurs derrière les termes de ce même article 1353 qui veut que le juge n'admette que des présomptions graves, précises et concordantes.

Il y aurait aussi, semble-t-il, à tenir compte, toujours dans le système d'un droit commun élargi de la contrainte morale, de la fin de non-recevoir tirée de l'article 1115 du Code civil. La partie actionnée en nullité du contrat de travail pour cause de lésion ne manquerait pas, dans le cas où l'exécution du contrat se serait quelque peu prolongée, d'opposer à la victime de la lésion l'exception tirée d'une approbation tacite du contrat de travail usuraire. En réalité, l'une des conditions d'application de l'article 1115, à savoir que la violence ait

1. Dans les espèces ci-dessus rapportées, tranchées par les deux arrêts de cassation du 20 décembre 1852 et 12 décembre 1853, les ouvriers qui arguaient de la nullité de leur convention usuraire avaient bien prouvé et les conseils de prud'hommes de Paris pour la section des tissus avaient considéré comme établi : 1° la disproportion manifeste entre le travail fourni et le salaire reçu ; 2° l'état de gêne et de misère qui les avaient contraints à accepter la convention prétendument usuraire ; 3° la volonté chez les patrons de tirer un profit abusif de ce besoin et de cette misère. La Cour de cassation a cependant refusé de prononcer la nullité, prétextant qu'il n'était constaté aucun fait spécial de fraude. Voir, *supra*, p. 20 et suiv.

cessé, manquerait le plus souvent (1) ; il n'en est pas moins vrai que cette fin de non recevoir constituerait une arme de résistance, le plus souvent artificielle, mais très impressionnante à première vue contre l'annulation (2).

1. Nous étudierons avec plus de détails l'application de l'article 1115 dans le contrat de travail usuraire quand nous examinerons les effets de la nullité prononcée. Est-il exact de dire comme le prétend M. Gerlier (thèse précitée, p. 105, note) que l'intérêt d'écarter ici l'application du droit commun apparaîtrait encore, bien qu'avec une moindre importance au sujet de l'article 1115 dont on ne manquerait pas de tirer parti pour échapper à la nullité lorsqu'elle n'aurait pas été poursuivie immédiatement, puisque le fait même de la demander impliquerait souvent en apparence du moins, une amélioration dans la situation de « l'exploité ». Il nous semble que c'est là détourner l'article 1115 de son domaine naturel d'application. Le fait même que la victime de la lésion s'adresse aux tribunaux pour voir déclarer nul un contrat de travail usuraire et témoigne ainsi d'une amélioration dans sa situation d'exploité ne peut la rendre irrecevable dans son action par suite d'une exception tirée de l'article 1115, car pratiquement, il est bien évident que c'est seulement dans le cas où la victime de la lésion n'est plus sous l'empire d'un besoin pressant qu'elle pourra agir en nullité ; avant, c'est-à-dire, pendant que l'état de détresse qui l'avait incitée à souscrire à des conventions usuraires persistait, l'action en nullité théoriquement était ouverte à la partie lésée, mais pratiquement elle n'était pas libre moralement de s'en prévaloir devant les tribunaux.

2. Nous verrons d'ailleurs dans la partie consacrée à la nullité et aux effets de cette nullité pour cause de lésion, que l'une des conséquences les plus importantes que la partie lésée puisse tirer de la lésion, c'est de rompre le contrat de travail à sa guise. L'exception de l'article 1115 appliquée à ce droit incontestable et le paralysant dans bien des cas serait encore plus injuste.

En résumé, une loi est nécessaire ; la lésion n'est pas fondée sur l'un des vices du consentement, erreur, dol, violence que nous avons étudiés (1). La lésion a plutôt cette qualité de faire présumer tous les vices du consentement ; elle est le plus souvent la marque matérielle d'un de ces vices. Même le vice du consentement sur lequel on ait essayé avec le plus de vraisemblance de fonder la lésion dans le contrat de travail : la violence ou la contrainte morale, constitue une base trop étroite et ne satisfaisant pas l'équité.

1. On a cherché aussi parfois à rattacher la notion de la lésion à celle de la cause en soutenant que la cause lésionnaire était fausse dans la mesure où elle était insuffisante ou que le contrat lésionnaire était nul parce qu'il manquait de cause ; et qu'alors le vice pouvait être réparé par un supplément qui le parfit. (Larombière. *Traité théorique et pratique des obligations*, Paris, 1857, t. 1, article 1131, n° 14.) Sans entrer dans des discussions oiseuses pour la clarté de notre sujet sur le point de savoir si la cause doit être distinguée ou non de l'objet du contrat, nous repousserons d'un mot cette théorie. Portalis a dit que toute obligation devait avoir une cause raisonnable et proportionnée, or la proportionnalité est une qualité étrangère à la cause ; la cause existe ou n'existe pas : c'est un élément purement juridique qui ne comporte pas de mesure. D'ailleurs l'obscurité traditionnelle qui s'attache à la théorie de la cause, paralyserait le pouvoir du juge si l'on voulait fonder sur elle la lésion dans le contrat de travail. (Voir Saleilles. *Déclaration de volonté*, p. 263 et 268.) D'autre part, si l'on veut soutenir que le contrat de travail usuraire doit être annulé comme ayant une cause illicite, nous ne pourrions que renvoyer aux développements que nous avons donnés sur la nullité fondée sur l'idée de violation d'ordre public, sur l'article 6 du Code civil auquel l'article 1131 se relie étroitement.

La commission du travail chargée d'examiner le projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat du travail, propose donc de compléter ainsi qu'il suit l'article 1313 du Code civil relatif à la rescision pour cause de lésion des contrats entre majeurs : « Le contrat de travail peut être rescindé avec allocation de dommages-intérêts, lorsqu'il est en désaccord flagrant soit avec les conditions habituelles de la profession ou de la région, soit avec la valeur ou l'importance des prestations fournies. » (1). C'est un élargissement de la théorie de la lésion ; la rédaction primitive constituait un élargissement de la théorie de la violence ou contrainte morale ; la commission avait élaboré le texte suivant qui modifiait l'article 1112 du Code civil : « Il y a violence en matière de contrat de travail, lorsque l'une des parties a abusé du besoin, de la légèreté ou de l'inexpérience de l'autre pour lui imposer des conditions en désaccord flagrant avec... etc. » Le texte auquel s'est arrêté la commission d'études législatives, sans parler expressément de violence morale, et qui a inspiré l'article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906, peut être considéré ainsi que la première formule de la commission du travail comme se rattachant à l'article 1112 du Code civil. Quoi qu'il

1. Voir le rapport de M. Chambon, rapporteur de la commission du travail chargée d'examiner le projet de loi sur le contrat de travail. M. Millerand, président. — Chambre, séance du 27 déc. 1907, annexe n° 1409, p. 21. — Voir aussi *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, janvier 1908, p. 29.

en soit de ces différences de rédaction, ces réformes ont pour but d'exonérer la partie lésée de la preuve directe de la contrainte et de faire considérer comme présomptions suffisantes de lésion et d'usure pouvant entraîner la nullité du contrat de travail : la disproportion manifeste des prestations, l'état de gêne et de misère et la volonté chez le contractant de mettre à profit cet état de misère (1). C'est ce système qui a été introduit dans le Code civil allemand avec le paragraphe 138 que nous aurons intérêt à étudier assez longuement avant d'analyser le projet de loi français du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail.

1. Voir toutefois ce que nous avons dit du texte adopté par la commission du travail, p. 30 note 3.

CHAPITRE III

Exposé de la jurisprudence depuis les arrêts de cassation de 1852 et 1853 et précédents immédiats de la réforme.

Depuis les arrêts de cassation du 20 décembre 1852 et du 12 décembre 1853, le principe de l'autonomie de la volonté consacré par l'article 1134 du Code civil, et contre lequel se sont heurtés les ouvriers victimes de lésion dans les cas que nous avons rapportés, a subi des assauts répétés et tels qu'ils ont préparé et amené progressivement la réforme dont nous avons entrepris l'étude. A la théorie traditionnelle donnant à la volonté individuelle une influence et une force prépondérantes, toute une école de juristes, s'inspirant des faits et aussi des pratiques du législateur, a opposé une conception plus objective du contrat, conception qui fonde sur l'utilité sociale la force obligatoire des conventions

individuelles et tend à restreindre le rôle de la volonté à des proportions fort modestes. Nous n'avons pas l'intention de développer ici cette théorie (1), mais nous voulons seulement en étudier les conséquences pratiques, soit dans la jurisprudence, soit dans la loi elle-même, et montrer ainsi comment, par suite du travail incessant et réformateur du juge et du législateur, aidés par la doctrine et par les mœurs, la réforme tendant à admettre dans notre droit une rescision pour cause de lésion des contrats de travail entre majeurs a pu progressivement se faire jour.

SECTION I

Etude de la jurisprudence française depuis les arrêts de la Cour de cassation de 1852 et 1853

Appelés chaque jour à statuer sur la validité de clauses insérées dans le contrat de travail et dénoncées comme

1. Voir sur ce point Georges Dereux. « Les diverses conceptions actuelles du contrat. » *Revue critique*, 1901, p. 513 et s. 1902, p. 402 et s. — Saleilles. *Déclaration de volonté*, p. 228. — Meynial. « Etude sur l'interprétation par le juge des actes juridiques dans le système de la déclaration. » *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 545 et s. et p. 558 et s. — Demogue. « Des modifications aux contrats par volonté unilatérale. » *Rev. trim. dr. civ.*, 1907, p. 246, Sur tous ces points voir le livre de M. Gény. *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*. Paris, 1899, avec préface de M. Saleilles.

usuraires, les tribunaux se montrent de plus en plus soucieux de protéger la faiblesse des employés. Sous l'influence de la doctrine dite de l'utilité sociale et d'idées que nous avons précédemment mises en relief, les tribunaux ont cru devoir dépouiller la volonté individuelle de l'antique souveraineté dont elle se prévalait ; ils se sont montrés plus humains dans l'interprétation de clauses léonines qui, aux termes de l'article 1134 strictement interprété, ne pouvaient être frappées de nullité. Ce sont les cas dans lesquels a statué la jurisprudence depuis les arrêts fameux de 1852 et 1853 que nous allons très brièvement passer en revue. Cet examen permettra de constater que, dans presque tous les exemples rapportés, l'idée d'exploitation est contenue en germe, ainsi que le principe d'après lequel tout ce qui est contraire aux bonnes mœurs est nul.

Les clauses insérées dans le contrat de travail et présentant un caractère lésionnaire pour l'ouvrier, peuvent être réparties en deux catégories : tantôt, en effet, elles sont contraires aux lois existantes, tantôt elles vont à l'encontre de principes non expressément inscrits dans une loi ou un règlement ; mais elles violent l'ordre public et les bonnes mœurs.

Nous ne dirons que quelques mots de la première catégorie d'ailleurs considérable de clauses lésionnaires qui s'augmentent chaque jour avec le mouvement législatif ouvrier. On ne peut évidemment par des conventions particulières déroger aux prescriptions édictées

dans l'intérêt des ouvriers. Ainsi doit être frappé de nullité comme ayant un caractère illicite, tout contrat de travail tendant à soumettre l'ouvrier à des conditions de travail prohibées par la loi, stipulant une prorogation de la durée du travail quotidien au delà du nombre maximum d'heures ou de jours légalement admis (1), dérogeant aux principes ou aux conséquences du risque professionnel créé par la loi du 9 avril 1898, aux prescriptions contenues dans les lois, décrets et règlements sur la protection et l'hygiène des travailleurs, sur le mode de paiement du salaire, la quotité saisissable du salaire, les justes causes de renvoi, etc... (2)

1. Est nulle la clause par laquelle un ouvrier s'engage à fournir dix heures de travail et plus s'il est nécessaire. Cass., 27 avril 1906. D 1907.1.97. *Rev. trim. dr. civ.*, 1907, p. 422. Voir notamment sur les difficultés soulevées par l'application aux relations entre employeurs et employés de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Cass., 8 janvier 1907. S. 1907.1.233. — Cass., 17 juin 1907. *Bul. off. Trav.*, 1907, p. 946. — *Le Droit*, 20 juin 1907.

2. Ainsi la loi du 18 juillet 1901 garantit le travail aux ouvriers appelés pour une période d'exercices militaires dans la réserve ou la territoriale. Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de signaler la circulaire de M. le ministre de la Justice du 28 janvier 1908 relative à l'inscription des ouvriers sur la liste du jury. Parlant des causes de dispense de la fonction de juré, le ministre ajoutait : « Il ne semble pas que les ouvriers doivent être incités à invoquer la dispense par la crainte de perdre leur emploi ; les fonctions de juré constituent une charge publique et j'estime que, conformément aux principes consacrés par la loi du 18 juillet 1901, leur exercice ne saurait légitimer la rupture du contrat de louage de services. (*Le Droit*, 29 jan-

La seconde catégorie relative aux clauses ou pratiques contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs est de beaucoup la plus intéressante, parce que l'on peut dire que c'est surtout en l'étudiant que l'on se rend compte de la tendance des idées modernes vis-à-vis de l'ouvrier ; c'est surtout dans cette catégorie que nous verrons des précédents immédiats de la réforme tendant à la reconnaissance dans notre droit et à la sanction de la lésion dans le contrat de travail. Qu'il s'agisse de salaire ridiculement bas, d'amendes ou de retenues sur le salaire, de la suppression dans les règlements d'atelier du délai de prévenance, des clauses relatives au logement de l'ouvrier, des moyens directs ou indirects par suite desquels l'ouvrier ne peut remplir ses devoirs civils, civiques et de famille, du refus par un patron d'embaucher des ouvriers syndiqués ou de renvoi d'ouvriers à raison de leur qualité de syndiqués, etc., dans tous ces cas on remarque le souci de la part du juge de

vier 1908.) Cette conséquence, dans l'état actuel des textes ne paraît cependant pas s'imposer ; d'après M. René Besnard député, il semble impossible d'assimiler, en l'absence d'un texte précis, les fonctions de juré qui sont aux termes de la loi du 21 novembre 1872 (art. 5) purement facultatives pour les ouvriers, à des appels impératifs sous les drapeaux. D'ailleurs, la loi du 18 juillet 1901 est d'interprétation restrictive, aussi M. Besnard a-t-il déposé le 28 janvier 1908 à la Chambre des députés une proposition tendant à garantir leur travail et leur emploi et à accorder une indemnité représentative de salaire aux ouvriers jurés qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier. *Journal officiel* du 29 janvier 1908.

protéger l'ouvrier contre l'exploitation du patron — contre sa propre légèreté, son inexpérience, sa misère, contre la disproportion choquante entre la valeur des services fournis et la rémunération corrélative. On va même jusqu'à discuter l'engagement pris par un ouvrier de ne pas faire grève pendant une période déterminée.

Il nous suffira pour illustrer ces principes de grouper quelques décisions judiciaires. Ainsi, tout en reconnaissant aux patrons le droit de stipuler dans un règlement intérieur connu et accepté par l'ouvrier des amendes et des retenues sur les salaires, soit pour retard (1), absences fréquentes (2), manque d'attention au travail, travail défectueux (3), soit pour maladie (4), frais de balayage et d'hygiène (5), la jurisprudence décide que ce n'est qu'à la condition que ces retenues ou amendes n'atteignent pas un taux disproportionné avec la faute commise, et ne constituent pas une diminution déguisée du salaire ; les tribunaux se réservent le droit de réduire le taux excessif de ces retenues ou amendes. De même est déclarée licite la clause du règlement d'atelier

1. Toulouse, 6 juin 1904. S. 1905. 2. 63 avec note.

2. Trib. com. Toulouse, 4 déc. 1903. *Gaz. trib. Midi*, 17 janvier 1904

3. Voir Nouvion, Jacquet et Cordier. *Le patron et l'ouvrier devant le conseil des prud'hommes*, p. 40 et suiv.

4. Voir toutefois trib. com. Seine, 17 oct. 1902. *La Loi*, 4 déc. 1902

5. Trib. com. Seine, 31 janvier 1906. *Le Droit*, 4 avril 1906. — *Gaz. trib.*, 21 mars 1906

portant suppression du délai-congé ; mais il faut que l'ouvrier ait connu et accepté cette clause, ait connu et accepté le règlement d'atelier (1), et la question se pose de savoir si l'affichage du règlement d'atelier dans l'usine constitue une publicité suffisante permettant d'affirmer que l'ouvrier a connu le règlement. Même si l'ouvrier a connu la clause supprimant le délai-congé, l'exercice de ce droit en principe licite pour le patron peut constituer un abus, l'ouvrier peut être exploité, la clause devient nulle (2) ; « en résumé, en vertu des principes consacrés par la Cour de cassation, notamment par un arrêt du 12 novembre 1900, si le règlement d'usine est licite et obligatoire, ce n'est qu'à la condition qu'il ait été approuvé d'une façon toute spéciale par l'ouvrier. » (3) .

1. Sur la validité des clauses supprimant le délai-congé, voir les renvois en note d'un arrêt de Cass. du 15 janv. 1906. S. 1906. 1.88 et d'un arrêt de la Cour de Toulouse du 15 janv. 1907. S. 1907. 2. 72. — Conseil des prud'hommes de Reims, 20 janv. 1896. *Bull. off. du Trav.*, 1897, p. 272. — Cass. req., 5 août 1903. *Rev. cons. prud.*, 1903, p. 73. — Cass., 16 juill. 1906. *Bul. off. Trav.*, 1906., p. 1136. — *Pand. fr. pér.*, 1906. 1. 350. — Cass., 6 nov. 1895. D. 96. 1. 286. — Voir Portier. *Les patrons et les prud'hommes*. Paris, 10^e mille, p. 158. — Saleilles. *Bul. soc. ét lég.*, 1906, p. 214. — R. Jay, *ibid.*, p. 99 et suiv. notamment p. 101 à propos d'un jugement du juge de paix de Roubaix du 19 sept. 1905 confirmé par jugement du tribunal civil de Lille.

2. Voir Cass., 18 juil. 1906. *Le Droit*, 27 juill 1906. — *Revue critique*, 1907, p. 204 ; réflexions sur cet arrêt par M. Ripert.

3. Nouvion et Jacquet. *Résumé de jurisprudence* à l'usage

L'exercice des droits civils, civiques et de famille au profit de l'ouvrier a été également sanctionné et soustrait à l'arbitraire du patron ; il est en effet évident que l'ouvrier, en dehors de son travail, a le droit de penser ce qu'il veut, d'avoir telles et telles tendances politiques ; que même sa condition de salarié ne doit point l'empêcher d'accomplir les devoirs qui incombent à tout être humain dans la société, soit au point de vue de la famille, soit au point de vue religieux. C'est ainsi que le tribunal civil de Meaux, s'inspirant de ces considérations, a décidé, le 11 novembre 1904, que la mise en demeure notifiée par un patron à un ouvrier d'avoir à opter entre son séjour à l'usine et le maintien de sa candidature aux élections municipales, constitue un véritable congédiement et occasionne un préjudice moral considérable : « ce congédiement intempestif effectué par la société, la veille du scrutin, ayant fait injure à l'ouvrier et l'ayant gravement blessé et molesté dans l'exercice de ses droits civiques » (1). De même, le droit pour le patron de se refuser à embaucher des ouvriers syndiqués, ou de ren-

des conseillers prud'hommes et des juges de paix en faisant fonctions. Reims, 1897, p. 322. — M. Jay. *Bul. soc. ét. lég.*, 1906, p. 401.

1. Trib. civ. de Meaux, 11 nov. 1904. *Bull. off. Trav.*, 1905-36. Le patron allait à l'encontre du principe énoncé dans les articles 617 et 618 de la *Gesinde ordnung* et 341 de la loi suisse et aux termes desquels le contrat de travail ne peut empiéter sur l'indépendance qui doit nécessairement rester à l'ouvrier. Voir le chapitre consacré aux législations étrangères.

voyer des ouvriers à raison même de leur qualité de syndiqués et de faire ainsi échec indirectement à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, a été limité, et il est maintenant admis en jurisprudence que « si le patron a incontestablement le droit de choisir librement les ouvriers nécessaires à l'exploitation de son industrie, il ne saurait néanmoins, sans excéder son droit, se refuser à leur embauchage par le motif expressément déclaré qu'ils participent à un syndicat professionnel, c'est-à-dire à un groupement organisé par la loi ; le refus d'embauchage d'un ouvrier syndiqué pouvant être accompagné de circonstances qui lui donnent le caractère d'une fraude » (1).

Le patron ne saurait encore moins, sous menace de congédiement, contraindre ceux qu'il a déjà embauchés à se retirer du syndicat dont ils font partie (2).

1. Trib. civ. Lille, 12 novembre 1906. *Le Droit*, 14 nov. 1906. — Trib. civ. Bordeaux, 14 déc. 1903. *Bul. off. Trav.*, 1904, p. 620. — Cass., 13 mars 1905. *Bul. off. Trav.*, 1906, p. 479 et D. 1906.4.113 avec note de M. Planiol. — Trib. com. Epernay, 28 février 1906. *Bul. off. Trav.*, 1906, p. 480. Le tribunal de commerce d'Epernay considère le fait du refus systématique d'embauchage d'un ouvrier à raison de sa seule qualité de syndiqué comme « contraire à l'ordre public ».

2. Voir trib. civ. Lille, 12 novembre 1906, précité. Cons. prud. Seine (produits chimiques), 20 octobre 1903. *Bul. off. Trav.*, 1904, p. 43. Un jugement récent du tribunal de paix de Carmaux (Journal *Les Débats*, 29 février, 1908) affirme qu'en renvoyant les ouvriers pour cause d'affiliation à un syndicat, le patron porte l'atteinte la plus grave aux droits que les ouvriers tiennent

Il en est de même des ententes formées entre plusieurs patrons exerçant la même industrie pour ne pas prendre à leur service d'anciens employés congédiés par des patrons faisant partie de l'entente ; ces ententes en principe, non contraires à l'ordre public, deviendraient nulles s'il y avait abus (1).

SECTION II

Précédents immédiats de la réforme

Parallèlement à l'action de la jurisprudence, atténuant le principe de l'autonomie de la volonté dans le sens que nous avons indiqué, se sont développés dans notre droit moderne un certain nombre d'institutions ou même de simples tendances sociales qui peuvent à juste titre être considérés comme les précédents immédiats de la réforme que nous étudions.

de la loi, et que ceux-ci n'ont pu que se sentir profondément blessés dans leur dignité et leur légitime fierté d'hommes et de citoyens.

1. Trib. civ. Montdidier, 25 mai 1906. *La Loi*, 1^{er} juin 1906. Voir les décisions judiciaires rapportées en note de ce jugement, particulièrement en ce qui concerne la validité de la clause par laquelle un employé s'oblige envers son patron, au cas où il le quitterait, à ne pas faire d'affaires soit pour lui-même, soit pour une maison concurrente dans un rayon et pendant un temps déterminés.

Parmi ces précédents immédiats, il convient de signaler tout d'abord, non point à raison de la date de son apparition, mais à raison de son importance, la règle du salaire normal introduite dans les adjudications des travaux publics par les décrets Millerand du 10 août 1899. Aux termes de l'article 1, alinéa 4 des décrets Millerand, les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat par adjudication de gré à gré, doivent contenir cette clause, de payer aux ouvriers un salaire normal égal pour chaque profession et dans chaque catégorie d'ouvriers au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté (1). Comment envisager ce salaire normal ou courant (2) ? Et sur quelles

1. Voir notamment Henri Bazire. *Des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics*. Thèse, Poitiers, 1898. — Oubert, *id.* Thèse, Paris, 1900. — Emile Bender. « Les décrets Millerand sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics. » *Questions pratiques de lég. ouv. et d'éco. soc.*, 1902, p. 140.

2. Strictement parlant, ces deux expressions ne sont pas synonymes. Le salaire courant est celui qui est payé en fait sur le marché du travail, c'est le salaire de coutume ; le salaire normal, c'est, à proprement parler, le salaire convenable et en un certain sens, le juste salaire. En réalité, par l'addition du mot normal au mot courant, on a voulu exprimer l'idée que le salaire de fait garanti par les décrets de 1899 devait être établi en dehors de l'influence perturbatrice de certains événements exceptionnels qui peuvent troubler le cours des salaires et, cette conception doit à notre avis être transportée dans la question de la lésion. Voir A. de Tarde. *L'idée du juste prix*. Thèse, Paris, 1906, p. 281 et suiv.

données le déterminer ? Un point est tout d'abord certain, et il importe de le mettre en lumière ; il ne s'agit nullement — et c'est par ce côté surtout que l'article 1, alinéa 4 des décrets du 10 août 1899 se rapproche de l'article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail — d'allouer aux ouvriers travaillant pour le compte d'un entrepreneur de travaux publics au nom de l'Etat un salaire idéal, proportionnel aux besoins du travailleur, calculé sur ce qui lui est nécessaire pour vivre, se modifiant par exemple suivant que l'ouvrier est célibataire ou marié, etc. « On prévoit sans peine que ce calcul donnerait des résultats bien différents suivant les doctrines économiques et politiques ou même suivant l'état gastralgique ou neurasthénique de son auteur » (1). Il s'agit en réalité d'une question de fait : constater quels sont dans telle région déterminée les salaires alloués couramment par les patrons aux ouvriers pour un travail donné — et ici encore se révèle l'analogie partielle avec la théorie de la lésion telle que l'a faite le législateur dans le pro-

1. Bender, *op. cit.*, *Questions pratiques*, 1902, p. 144. Parlant de l'article 11 du projet de loi français, M. Cabouat affirme « qu'il doit bien être entendu que cette disposition ne contient ni de près ni de loin l'établissement d'un minimum de salaire. Si bas que soit le taux de la rémunération du travail, il doit être accepté pourvu qu'il soit le produit des contingences sur lesquelles l'action des parties n'a aucune pesée. » Cabouat, « Chronique de législation ouvrière. Contrat de travail. Projet déposé par le gouvernement le 2 juillet 1906. » *Revue critique*, 1907, p. 216.

jet de loi du 2 juillet 1906. Cette constatation du salaire courant n'est pas faite arbitrairement par l'administration qui doit puiser ses renseignements en suivant les règles équitables et précises établies par l'article 3 des décrets de 1899.

Des clauses de salaire minimum semblables aux clauses de salaire courant, insérées dans les adjudications de travaux publics par l'Etat Français, sont imposées également aux entrepreneurs de travaux publics dans de nombreux pays : en Belgique, en Angleterre, en Hollande et dans les Etats-Unis d'Amérique. En Suisse et en Autriche, le gouvernement a tenté d'assurer aux travailleurs un minimum de salaire réel par l'introduction de suppléments de cherté (*Theuerungszulagen*) accordés dans les périodes d'élévation des prix, notamment du prix du blé, matière première nécessaire à l'alimentation. Aux Etats-Unis, les Etats de Kansas et de New-York ont établi légalement pour certains travaux publics un salaire minimum en prenant comme base d'évaluation le salaire habituel de la localité ; il en est de même au Canada, où la réforme, qui a pris son origine au ministère des Postes, a été ensuite étendue à toutes les autres branches de l'administration.

Par contre, il est juste de faire remarquer que les patrons se défendent contre cette augmentation des salaires créée par le système du salaire minimum en demandant l'application du système du rendement minimum (*fask-system*) idée qui semble appelée assez

logiquement par celle du salaire minimum (1). Du reste, les difficultés n'ont surgi que pour l'industrie du meuble où l'exploitation du travail jaune arrive, suivant une expression pittoresque, à briser les salaires (wo die Chinesenbetriebe die Lohnbrechen sind).

Dans le même ordre d'idées et s'y rattachant étroitement, l'on peut signaler les discussions intéressantes qui ont trait au juste salaire et tout le mouvement de doctrine qui a eu pour point de départ l'encyclique du Pape Léon XIII sur la condition des ouvriers (2). Sans insister sur les opinions parfois contradictoires qui ont été émises par les auteurs catholiques dans l'interprétation du passage de cette encyclique concernant le juste salaire, on peut dire que les obligations de justice des patrons par rapport au salaire, peuvent se résumer dans les deux propositions suivantes : 1^o Le patron, toutes les fois qu'il le peut, c'est-à-dire lorsque les

1. Sur tous ces points voir : Louvard. *De la protection des salaires dans les marchés de fournitures et de travaux publics*. Thèse, Paris 1901. — De Tarde, thèse précitée. — Gonnard. « Le juste salaire et la politique d'autorité ». *Questions pratiques*, 1902, p. 50. — *Bull. off. trav.*, 1900 p. 1109. — V. aussi : « Note sur le minimum de salaire à travers l'histoire ». *Association catholique*, 15 janvier 1908. Communication faite par M. R. Jay sur un statut d'Elisabeth de 1563, déjà citée, p. 15. *supra*. Hubert Valleroux. « Le minimum légal de salaire » *Reforme sociale*, 1895, p. 304 et suiv.

2. Voir le texte de l'encyclique : *de Conditione opificum* du 15 mai 1891, dans la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, juin 1891. — Gustave Théry : *Exploiteurs et salariés*. Paris, 1895. p. 98 et suiv., p. 152 et suiv.

conditions économiques du pays où se fait le travail le permettent, est tenu en justice de donner à l'ouvrier qui travaille normalement un salaire suffisant pour faire face aux charges qui incombent au père de famille ordinaire ; 2° s'il ne peut pas donner un salaire en rapport avec les besoins du travailleur, le patron est au moins tenu, et en justice stricte, de donner un salaire égal au rendement du travail exécuté (1). Ces obligations de justice qui incombent aux patrons par rapport au salaire reçoivent d'ailleurs des limitations nécessaires contenues en germe dans les deux propositions précédemment énoncées ; ainsi le patron n'est pas toujours tenu en justice de donner un salaire qui permette de subvenir à toutes les charges familiales de l'ouvrier. Il n'est tenu de le donner que lorsque la chose lui est rendue possible par le rendement de son industrie ou de son commerce qui peut traverser une crise.

Le patron a satisfait à tout ce que la stricte justice

1. Cf. Ch. Antoine. *Cours d'Economie politique*, 3^e édit. Paris. Guillaumin, 1907, Ch. XIX, p. 648 « Du juste salaire », notamment p. 654 et suiv. Voir nombreux articles, dans *l'association catholique*, du R. P. Esbach, de M. l'abbé Lemire, du R. P. Mercier, etc. *Table analytique des années 1894 à 1897*. Garriguet : *Le Salaire*, Paris, Bloud et Baral, p. 57 et suiv. Mgr Tilloy : *Traité théorique et pratique de Droit canonique*, Paris 1895, t. I, ch. VI « De la condition des ouvriers d'après le droit chrétien » p. 561 et suiv. « L'ami du Clergé », 4 avril 1895. — G. Théry : « La question du juste salaire d'après l'encyclique » *Revue cath. des Inst. et du Droit*, avril 1892.

demande de lui quand il a donné un salaire égal au rendement du travail. Enfin on peut considérer comme pratiquement convenable et juste le salaire qui a été débattu et accepté par le travailleur connaissant le prix de son labeur et agissant en dehors de toute contrainte morale. Cette dernière proposition vise la lésion qui semble bien avoir préoccupé le Pape Léon XIII lorsqu'il disait : « Assurément pour fixer la juste mesure du salaire, il y a de nombreux points de vue à considérer ; mais d'une manière générale, que le riche et le patron se souviennent qu'exploiter la pauvreté et la misère et spéculer sur l'indigence sont choses que réprouvent également les lois divines et humaines »... Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira ; qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire ; au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. Que si, contraint par la nécessité, ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures que, d'ailleurs, il ne lui était pas possible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron, ou par celui qui fait l'offre du travail, c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste. »

L'idée du juste salaire préoccupait également les conseillers prud'hommes de Paris ; on lit en effet dans le jugement du 24 décembre 1852 : « Attendu que le prix

stipulé dans la convention est tellement hors de proportion avec le prix ordinaire payé... et avec le taux nécessaire pour qu'un ouvrier puisse vivre... »

La préoccupation d'assurer à l'ouvrier un salaire convenable, en dehors duquel il y aurait lésion et usure, se manifeste tout particulièrement en Allemagne où, selon Specht (1), une série d'administrations municipales ont assuré leurs travailleurs urbains comme leurs fonctionnaires. Les villes et les gouvernements ont cherché à faire participer aux soumissions de travaux les petits artisans en renonçant à la pratique de l'adjudication au plus offrant, et en insérant dans les cahiers des charges la clause du salaire convenable (die anstændige Lohnklausel). Il s'établit ainsi de plus en plus une assimilation entre le droit à un minimum d'existence accordé par la législation allemande aux pauvres totalement ou partiellement incapables de travailler et vis-à-vis desquels l'Etat a une obligation d'assistance, et ce même minimum auquel doit avoir droit l'ouvrier capable et désireux de travailler (2). De même, dans le projet de

1. F. Specht. Gerechter Lohn. *Soziale Praxis*, 11 octobre 1900.

2. Cette politique autoritaire en matière de juste salaire s'est manifestée aussi en Angleterre dès 1798 par l'Allowance system des Berkehire justices (compléments de salaire pris sur les fonds de l'impôt des pauvres). Voir aussi la loi de la Nouvelle-Zélande du 21 octobre 1899 contre l'emploi des enfants sans salaire. Voir les propositions de lois concernant la fixation d'un minimum de salaire. *Bull. off. Trav.*, 1908. Etat au 1^{er} janvier 1908 des projets et propositions de lois relatifs aux questions ouvrières et sociales, soumis à l'examen du Parlement.

nouveau tarif douanier australien, le salaire juste et raisonnable (fair and reasonable) joue un rôle considérable. Il s'agit d'empêcher que les manufacturiers australiens protégés par le régime douanier de la « new protection » recueillent tout le bénéfice de cette protection et de les contraindre de partager ce bénéfice avec leurs ouvriers. Dans ce but un droit d'accise doit être perçu sur tous les produits fabriqués en Australie, égal à la moitié du droit de douane frappant les produits similaires importés du dehors et seront exempts de ce droit d'accise les fabricants qui rétribueront leurs ouvriers d'une manière juste et raisonnable (1).

Les dispositions du décret du 2 mars 1848 et de la circulaire du 21 mars de la même année sur le marchandage peuvent aussi être cataloguées parmi les mesures inspirées par le souci d'assurer à l'ouvrier une juste rémunération de son travail, et, à ce titre encore, elles constituent l'une des étapes par lesquelles notre droit

1. Sur la composition et les pouvoirs d'information du nouveau tribunal dit Board of excise chargé d'apprécier si le salaire est juste et raisonnable : voir *L'Economiste Français*, 7 mars 1908. La Haute Cour fédérale a déjà eu l'occasion de se prononcer sur le salaire juste et raisonnable, car la new-protection fonctionne pour l'industrie et l'importation des machines agricoles ; d'après la Haute Cour fédérale le salaire industriel « juste et raisonnable » serait celui qui correspond aux besoins de l'ouvrier dans la mesure appréciée par le juge, augmentée, s'il y a lieu, d'une sorte de prime représentant la capacité professionnelle du salarié.

français s'achemine progressivement vers la reconnaissance de la lésion dans le contrat de travail.

Si l'on veut bien laisser de côté les discussions très vives et non encore éteintes qui se sont élevées sur le point de savoir si, parmi les éléments du délit de marchandage, il était indispensable de comprendre l'intention de nuire chez le tâcheron (1), il n'est pas douteux que la jurisprudence considère comme délictueux le marchandage constitué par ces trois éléments réunis : fait matériel, intention de nuire et préjudice pour l'ouvrier. On conçoit qu'à côté de la répression correctionnelle du marchandage telle qu'elle est organisée par l'arrêt du 24 mars 1848, il y ait place pour une sanction civile, pour une allocation possible de dommages-intérêts à l'ouvrier lésé et exploité par le tâcheron, la nullité du marchandage étant préalablement reconnue. Rien ne s'oppose à ce que l'ouvrier exploité par le tâcheron puisse, ou bien abandonner le travail sans être obligé d'observer le délai de prévenance, ou bien agir contre le tâcheron en complément de salaire ou en dommages-intérêts. Nous verrons ultérieurement que

1. Voir à ce sujet R. Jay. « Le marchandage et les décrets de 1848. » *Revue d'Economie politique*, 1900, p. 125 et suiv. — les conclusions de M. le procureur général Laferrière à l'occasion de l'affaire Loup contre Bœuf. Cass., 31 janvier 1901. D. 1901. 1. 169. Appleton. « Le Marchandage et la Jurisprudence. » *Revue Pratique*, 1900, p. 66 et 399. — Bender. « Article 2 sur le Marchandage : décrets Millerand. » *Revue Pratique*, 1902, p. 147.

c'est aussi à des conséquences semblables qu'aboutirait dans notre droit la reconnaissance de la nullité du contrat de travail usuraire, et c'est par ce côté que le marchandage présente avec la lésion un certain air de famille. Bien que le décret de 1848 sur le marchandage « n'ait qu'une portée limitée et une influence assez mince sur l'ensemble du système de la lésion usuraire dans le contrat de travail, il existe, et il y a quelque intérêt à le signaler en passant » (1).

En résumé, toutes les réformes sociales que nous venons de passer brièvement en revue ont contribué à l'éclosion de la réforme actuellement projetée de reconnaître et de sanctionner la lésion dans le contrat de travail ; mais c'est surtout depuis 1891, c'est-à-dire depuis l'encyclique du Pape Léon XIII sur la condition des ouvriers, que la question de la lésion a préoccupé les auteurs. Parmi ces auteurs il convient de faire une place spéciale à un jurisconsulte belge : M. Ed. Van der Smis-
sen (2) « N'est-il pas évident, écrivait-il, que l'ouvrier qui accepte un salaire de famine — sans qu'on puisse dire qu'il a été violenté par l'autre partie — a cependant

1. Brants, *op. cit.*, p. 15.

2. Voir le remarquable article de M. Van der Smis-
sen sur le contrat de travail publié par la *Revue du Monde Catholique*,
1^{er} octobre 1891 tome XXVIII de la 4^e série. p. 5. Voir aussi R.
Jay « Libres propos économiques — La lésion dans le contrat
de travail » : *Revue populaire d'économie sociale*. Février
1907. — G. Théry : *op. cit.* p. 132 et suiv.

agi sous l'empire de la contrainte ? N'est-il pas aussi immoral de voir le patron profiter de la détresse de l'ouvrier que l'acheteur de celle de son vendeur ? » Et M. Van der Smissen, sans demander aux pouvoirs publics l'établissement de tarifs de salaires minima, garantissait cependant à l'ouvrier le minimum de salaire fixé par le pape Léon XIII en lui donnant le droit de faire rescinder pour cause de lésion tout contrat de travail qui ne lui assurerait pas un salaire suffisant ; et même une lésion quelconque devait, dans l'opinion du savant jurisconsulte, amener la rescision, parce, que dans le contrat de travail, « la lésion, quelle qu'elle soit, a pour conséquence de priver en quelque chose l'ouvrier de ce qui est nécessaire à sa subsistance ». L'ouvrier pouvait en effet s'adresser aux tribunaux non pas seulement au cas de salaire insuffisant, mais chaque fois que le patron lui imposait des conditions excessives.

Se rendant compte que l'ouvrier exploité manquerait souvent de l'indépendance nécessaire pour demander aux Tribunaux la nullité pour cause de lésion d'un contrat de travail usuraire, M. Van der Smissen établissait à côté de l'action civile en nullité ou en complément de salaire une action répressive correctionnelle, et faisait à l'exemple des lois allemandes du 21 mai 1880 et du 19 juin 1893 sur l'usure un délit de l'exploitation des ouvriers. Il proposait donc d'insérer dans la loi pénale le texte suivant : « Quiconque aura habituellement abusé de la faiblesse d'autrui, soit pour lui imposer un travail exor-

bitant par la durée ou l'effort, soit pour lui faire accepter un salaire insuffisant, sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an à une amende de 1.000 à 10.000 francs » (1).

L'idée de lésion prenait ainsi corps et allait se développant et, en 1901, à la société de législation comparée, lors de la discussion d'une communication faite par M. G. Blondel sur le Code civil allemand et les ouvriers, M. Jay, en réponse aux opinions optimistes de M. Hubert-Valleroux sur la condition des ouvriers, affirmait que, dès maintenant, l'inscription au code civil de certaines règles d'équité et de justice pouvait avoir sa très vieille utilité. « Il est toujours bon, disait-il que les principes soient proclamés par la loi. C'est un moyen efficace de faire, avec le temps, pénétrer ces principes dans les mœurs et d'en imprégner la conscience publique. Je voudrais à ce point de vue que le Code Civil déclarât nul, rescindable, le contrat qui impose à l'ouvrier un travail excessif on ne lui donne pas dans les conditions normales un salaire suffisant à le faire vivre » (2). La même année 1901, dans un mémoire lu au Congrès des sociétés savantes à Nancy, M. Pascaud préconisait au profit de l'ouvrier exploité une action en rescision pour lésion des deux tiers sur la quotité du salaire moyen, en usage dans le lieu du

1. Cf. art. 302 du Code Pénal allemand.

2. *Bull., de la Soc., de lég., comparée, 1900-1901*, p., 86 et suiv.

contrat au moment où aurait été conclu l'engagement (1). Plus récemment enfin, et après de longues et brillantes discussions, la Société d'études législatives introduisait dans son projet sur le contrat de travail et sous l'article 11 une disposition inspirée notamment du § 138 du Code Civil allemand et déclarant nulle et illicite toute clause du contrat de travail par laquelle l'une des parties a abusé du besoin de la légèreté et de l'inexpérience de l'autre, pour lui imposer des conditions en désaccord choquant avec les conditions habituelles de la profession et de la région.

Toutes ces tendances et ces projets de réforme ont abouti pratiquement au projet de loi du 2 juillet 1906 dont l'article 11 sur la lésion rappelle celui adopté par la Société d'Etudes Législatives avec toutefois une adjonction importante (2) ; c'est à l'étude de ce texte sur la lésion dans le contrat de travail que nous allons maintenant consacrer nos développements, non sans avoir au préalable passé en revue les dispositions qui, dans les législations projets ou jurisprudence étrangers, ont cherché à résoudre le problème que nous voulons solutionner dans notre droit civil français.

1. Paseaud. *Le contrat de travail au point de vue économique et juridique, et l'utilité de sa réglementation législative* 1901, p., 87. 88 et suiv.

2. On a ajouté *in fine* les mots : « soit avec la valeur, ou l'importance des services engagés ».

CHAPITRE IV

De la lésion usuraire dans les législations et les projets de lois étrangers

SECTION I

De la lésion usuraire dans la législation allemande

L'importance que les questions ouvrières ont prise dans nos sociétés contemporaines ne pouvait manquer de se traduire dans le nouveau Code civil allemand par des dispositions visiblement inspirées par le souci de prêter un légitime appui aux faibles et aux humbles. L'article 138 du Code civil allemand fait évidemment partie de ces dispositions qui tiennent compte de la différence de situation économique qui peut exister entre deux contractants ne traitant pas sur un pied d'égalité « Un acte juridique qui porte atteinte aux bonnes mœurs, dispose l'article 138, est nul. — Est nul en particulier un acte juridique par lequel quelqu'un en exploitant le besoin, la légèreté et l'inexpérience d'autrui, obtient pour lui ou

pour un tiers qu'en échange d'une prestation, on promette ou que l'on fournisse des avantages qui excèdent de telle sorte la valeur de la prestation qu'en tenant compte des circonstances, ces avantagessoient, par rapport à la prestation, dans une disproportion choquante » (1). Le législateur allemand, dit M. Blondel (2), vise une sorte d'usure qui ne résulte pas précisément de l'intérêt, mais de ce fait que l'acte peut être lésionnaire par lui-même. La disposition de l'article 138 du Code civil allemand peut être comparée à l'incrimination que notre droit pénal français attache à l'abus de confiance commis au préjudice du mineur : (C. pénal : art. 406), mais avec cette différence qu'ici, il n'est pas besoin que la personne lésée soit mineure. Et c'est pourquoi logiquement l'article 138, bien que conçu en termes généraux, doit profiter surtout aux ouvriers ; nous verrons cependant, en étudiant la jurisprudence allemande, combien sont rares les décisions judiciaires concernant l'applica-

1. Article 138. § 1. Ein Rechtsgeschäft das gegen die guten Sitten verstößt, ist nichtig. § 11. Nichtig ist besondere ein Rechtsgeschäft, durch das Jemand unter Ausbeutung der Notlage, des Leichtsinns, oder der Unerfahrenheit eines andern sich oder einem Dritten für eine Leistung Vermögensvorteile versprechen oder gewahren lässt welche den Wert der Leistung dergestalt übersteigen, dass den Umständen nach die Vermögensvorteile in auffälligen Missverhältnisse zu der Leistung stehen.

2. G. Blondel : Le Code civil allemand et les ouvriers (*Bulletin de la société de législation comparée* 1900-1901 p. 91).

tion d'un principe qui s'annonçait comme devant être d'une fécondité étonnante. Peut-être l'étude des discussions parlementaires qui ont précédé et amené le vote de l'article 138 servira-t-elle indirectement à expliquer cette rareté ; dans tous les cas, elle est indispensable pour bien se pénétrer des principes sur lesquels le législateur allemand a entendu fonder l'article 138.

Le premier projet qui avait été rédigé sur l'article 138 parlait d'atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs. En faveur de cette formule, on avait invoqué surtout l'article 1133 de notre Code civil français dont elle était à peu près la reproduction. « L'article 138, dit M. Saleilles (1), répond aux exigences auxquelles ont pour objet de pourvoir en droit français les articles 6 et 1133 du Code civil ». Par ordre public, il fallait entendre tous les principes généraux de caractère constitutionnel servant de fondement à l'ordre social, industriel ou politique, tels, par exemple que celui de la liberté économique et industrielle et autres conceptions de ce genre « qui, en dehors de tout changement de constitution politique, sont de nature, sur le terrain purement social, à s'enrichir constamment de principes nouveaux en ce qui concerne les garanties qui doivent dominer et comme

1. Saleilles. *De la déclaration de volonté*, p. 251, n° 1 ; nous sommes très largement redevable à cet excellent ouvrage pour toute la suite de nos développements sur les discussions qui se sont poursuivies au Reichstag sur l'art. 138. Voir aussi la lettre de M. Saleilles au secrétaire général de la Société d'études législatives. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 209 et s.

réglementer la lutte des classes et assurer la protection des travailleurs » (1). Et devant le Reichstag, le député Stadthagen n'eut pas de peine à faire remarquer que, non seulement le critérium d'appréciation des bonnes mœurs généralement tiré des usages en cours serait, dans bien des cas, incapable de suppléer à celui des principes, mais que tous deux seraient le plus souvent juste à l'opposé l'un de l'autre. Il est, en effet « une foule de contrats qui portent atteinte à la liberté du travail, ou à l'inverse à la garantie du travailleur, et que non seulement les mœurs actuelles ne condamnent pas, mais qu'elles encouragent, et qui ne sont dénoncés que par une petite minorité dont les conceptions peuvent constituer sans doute une théorie politique, sociale ou morale, mais non des usages faisant partie des bonnes mœurs » (2). Il fallait donc donner au juge, en matière d'actes privés et spécialement dans la matière du contrat de travail comme une sorte d'exception d'inconstitutionnalité, en attendant que ce privilège lui appartînt en matière d'actes législatifs. Mais il ne fallait pas toutefois que le juge, pour apprécier si un contrat de travail était ou non lésionnaire, s'en référât à l'idéal de moralité théorique et de justice idéale qu'il pouvait avoir au fond de sa conscience, mais bien à l'idéal répondant en fait à la conscience publique.

1. Saleilles. *De la déclaration de volonté*, n° 43.

2. Saleilles. *Ibid.*, n° 43.

Quoi qu'il en soit, il parut dangereux aux rédacteurs du Code civil allemand de faire intervenir l'idée d'ordre public dans l'appréciation d'un contrat auquel on n'a à reprocher, en définitive, que la disproportion des équivalents ; l'idée d'ordre public avec tout le cortège d'idées politiques qu'elle pouvait entraîner (1) a été écartée, on ne laissa subsister que celui des bonnes mœurs. Seulement, il a été bien convenu que les bonnes mœurs devaient s'entendre des conceptions de moralité publique aussi bien que de moralité privée, et que l'on visait aussi bien les contrats ou les actes juridiques jugés d'après les conceptions courantes comme contraires à la moralité sociale ou publique et aux devoirs dus à l'État et à la collectivité, que ceux considérés comme portant atteinte aux mœurs privées (2). On avait même voulu parler de « morale » au lieu de « bonnes mœurs ». Mais c'eut été permettre au juge de substituer à la constatation véritablement objective des usages et des conceptions en cours, la conception purement subjective de l'idéal qu'il se faisait de la morale sociale ou privée, et rien n'eut été plus dangereux.

Devant la commission du Reichstag, on voulut revenir à une mention déguisée de l'ordre public dans le texte de l'article 106 P¹ qui est devenu l'article 138

1. Voir une application très hardie de l'idée d'ordre public dans la *Revue socialiste*, mars 1907 — 1907, p. 193. Emile Chatelain. *Une grève de demain*.

2. Saleilles., *op. cit.*, n° 45.

actuel ; mais un exemple frappant des inconvénients du rétablissement de la conception de l'ordre public, tiré de la pratique des interdictions de concurrence (1) suffit pour faire écarter cette tentative.

Donc d'après l'article 138 du Code civil allemand, le contrat de travail doit être déclaré usuraire lorsqu'il y a une disproportion éhoquante entre les deux prestations échangées ; c'est l'élément objectif, mais aussi et par analogie avec ce qui a été décidé par la loi du 19 juin 1893 sur l'usure, on fit intervenir l'élément subjectif, tiré de ce que cette disproportion résultait le plus souvent de l'exploitation de la faiblesse, de la légèreté ou de l'inexpérience de l'un des contractants par l'autre.

En séance plénière, le texte de l'article 138 eut à soutenir de vives attaques tant dans son principe, que dans l'application qui venait d'en être faite. Au point de vue de la question de principe, le parti social-démocrate reprit l'amendement de l'ordre public. « La preuve, disait-il, que le point de vue des bonnes mœurs est insuffisant, est qu'en matière d'usure, on a reconnu qu'il fallait une disposition formelle de la loi atteignant tous les contrats d'exploitation de l'individu sans distinction.

1. Considérées au point de vue de l'ordre public, toutes les clauses de ce genre auraient été annulées sans exception ; cependant il n'est pas douteux que, limitées à un certain rayon d'activité commerciale ou géographique, ou à une certaine durée, quelques unes de ces clauses ne répugnent pas aux usages du commerce et sont tolérées par les bonnes mœurs.

Si on a cru devoir le faire, c'est, qu'à s'en tenir aux mœurs, et même aux bonnes mœurs, un grand nombre de contrats de ce genre sont non seulement tolérés, mais considérés comme absolument licites et comme répondant au principe absolu de la liberté contractuelle qui est restée un dogme de l'économie politique orthodoxe » (1). C'est donc entre les mains du juge qu'il appartenait de mettre une arme qui lui permit de faire respecter tous les principes de l'ordre social, comme on l'a fait en matière d'usure.

Cet amendement fut repoussé ; car le juge ne peut être l'exécuteur d'une morale géométrique qui ne réponde qu'à un idéal particulier et risque de choquer le sentiment de la justice plutôt que de le réaliser. Sans doute, beaucoup de contrats de travail illicites en soi sont tolérés par l'usage ; mais c'est précisément là qu'il importe de ne pas confondre l'usage avec les bonnes mœurs, car cette confusion constituerait en effet une objection contre la formule de l'article 138. Pour savoir si un usage est contraire aux bonnes mœurs, ce n'est pas à sa fréquence ni même à la tolérance qui en est admise que le juge doit s'attacher (2), mais à l'opinion qu'on en a au point

1. Saleilles, *op. cit.*, n° 52.

2. Une espèce intéressante tranchée par la Cour suprême de Leipzig servira à faire saisir cette distinction. La Cour d'appel de Hambourg avait couvert certaines pratiques commerciales répréhensibles et que l'on attaquait du chef de l'article 826 du Code civil allemand aux termes duquel : « Celui qui, contrairement aux bonnes mœurs, cause intentionnellement du

de vue de la conscience publique. En d'autres termes, « pour apprécier une disposition ou une clause du contrat de travail tolérée par l'usage, le juge doit se placer non pas au point de vue des usages qui l'acceptent, mais des mœurs qui la jugent et la condamnent. Seulement, il faut encore que cette condamnation corresponde à l'ensemble du sentiment public au lieu d'être uniquement la conséquence d'une doctrine sociale ou politique. » (1)

Si imparfait que soit le criterium tiré des bonnes mœurs, on ne peut contester qu'il constitue une arme sérieuse aux mains d'une magistrature judiciaire et prudente et permette de réprimer bien des abus.

dommage à une autre personne est obligé envers celle-ci à la réparation du dommage. La cour alléguait que cela se passait tous les jours ainsi sous un régime de libre concurrence. La Cour suprême de Leipzig a réformé cette décision, et a déclaré qu'il fallait considérer le sentiment qui règne chez les gens bien pensants, examiner le vrai sentiment du public régnant ; c'était là que le juge devait puiser son estimation et non dans les habitudes professionnelles locales qui pouvaient être très correctes... Il se passe très souvent dans les affaires et dans la lutte de concurrence des manigances qui ne sont pour cela nullement convenables. Arrêt rapporté par Brants, *op. cit.*, 20. — Voir aussi V. de Clercq. La lutte contre l'usure en Allemagne : l'Association Catholique, 15 octobre 1907 — 1907, p. 302 et suiv.

1. Saleilles. « Observations présentées lors de la discussion de la communication de M. Blondel concernant le Code civil allemand et les ouvriers. » — *Bulletin de la Société de législation étrangère*, mars 1901.

Car l'on entend bien que cette mission sera dévolue au juge, la tendance de plus en plus accentuée du législateur moderne étant de remettre aux mains du juge le pouvoir d'être en quelque sorte l'interprète de la conscience nationale et le gardien d'un certain niveau de moralité.

D'après l'article 138, qui peut être considéré comme l'aboutissant de tout un système de réforme économique de l'usure inauguré par la loi du 21 mai 1880 et continué par la loi du 19 juin 1893 (1), doit être déclaré

1. La loi du 21 mai 1880 qui ajoutait un paragraphe à l'article 302 du Code Pénal contenait déjà les principes et même les formules qui devaient passer dans la rédaction de l'article 138 du Code civil allemand, et s'appliquer à tous les contrats, et non plus seulement à l'usure. L'article 302 du Code pénal était ainsi complété : « celui qui, en abusant des besoins, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'un autre auquel il consent un prêt ou qui, au moment de l'échéance d'une créance, se fait promettre ou procurer, soit à lui, soit à un tiers, des profits qui excèdent de telle manière le taux habituel de l'intérêt que, d'après les circonstances de la cause, ces avantages se trouvent être en disproportion choquante avec le service rendu, sera puni, etc... » La loi du 19 juin 1893 vint ensuite compléter le système de la loi de 1880 en étendant la sanction pénale à tous les autres actes juridiques que le prêt, mais en exigeant toutefois la condition d'habitude. A ce sujet Anton. Menger (*Le droit au produit intégral du travail : Etude historique*, Paris, Giard et Brière, 1900, p. 175-176) fait remarquer que l'oppression résultant du contrat de salaire moins visible que celle résultant de l'intérêt de l'argent est en général jugée moins sévèrement par le peuple, parce qu'elle est le fait des plus hautes classes de la société, alors que le prêt usuraire n'est généralement exercé que par des personnes de basse condition

nul tout acte, et par là même tout contrat de travail, qui renferme ces trois éléments : 1° la disproportion des équivalents qui doit revêtir le caractère de choquante ; 2° l'état de faiblesse de l'un des contractants ; 3° enfin et surtout l'exploitation, c'est-à-dire l'abus de l'état de faiblesse par celui qui bénéficie de l'exploitation. Et la disproportion entre les services rendus par l'ouvrier et le salaire qu'il reçoit en échange est choquante lorsqu'elle va à l'encontre des bonnes mœurs, et nous savons déjà par l'étude des discussions au Reichstag ce qu'on doit entendre par cette expression.

On envisage surtout l'immoralité du contrat de travail usuraire pour en prononcer la nullité, la considération de la volonté du contractant, de l'ouvrier lésé n'intervient qu'au second plan, quoique cependant, au fond, c'est à cause du défaut de volonté chez la victime que le contrat de travail usuraire est frappé de nullité. Nous avons vu d'après quelles bases le juge doit apprécier les bonnes mœurs et dans quelles mesures il doit en tenir compte. Il faut bien reconnaître qu'il ne sera pas toujours facile au juge de connaître avec exac-

et par suite a toujours été considéré comme odieux. Cette raison expliquerait que le législateur a cru devoir intervenir d'abord pour la répression du prêt usuraire. Mais, ajoute Menger, (p. 179) il n'y a pas la moindre raison pour attaquer au point de vue moral et religieux le prêt à intérêt et l'usure plutôt que les autres formes des revenus sans travail et leur abus. La réforme commencée pour le prêt usuraire devait normalement s'étendre au contrat de travail usuraire.

titude le sentiment moyen des honnêtes gens auxquels il doit se référer pour apprécier la moralité d'un contrat de travail, qu'une des parties prétend être usuraire (1). Et d'ailleurs « renvoyer le juge à l'appréciation des honnêtes gens, n'est ce pas fatalement, en cas de doute, le renvoyer à lui-même, puisqu'il sera à ses yeux le premier des honnêtes gens » (2). En résumé c'est au juge que le législateur s'en remet du soin d'apprécier la moralité du contrat de travail ; d'aucuns pourront crier à l'arbitraire ; mais les garanties des justiciables ne sont pas, à proprement parler, dans une formule plus ou moins nettement déterminée. Elles sont dans la conscience du juge, et le juge est consciencieux quand il a été formé aux bons principes et surtout quand il est exempt de passions. D'ailleurs, l'étude à laquelle nous arrivons maintenant de l'application de l'article 138 dans la jurisprudence nous permettra de faire cette constatation rassurante, pour les timorés, que « le juge allemand n'applique que très rarement au moins en matière ouvrière, la nullité fondée sur l'article 138 B. G. B. Il comprend que ce n'est là, que ce ne doit être là qu'une ressource exceptionnelle, qui ne peut jamais aboutir à troubler par surprise tout un ensemble de relations économiques une fois établies » (3).

1. Voir les bonnes mœurs dans la lutte des classes ; *die guten Sitten im klassenkampf*. Baum : *das Gewerbegericht*, 1^{er} nov. 1902.

2. Gerlier. Thèse précitée, p. 129.

3. Saleilles. *Bull. soc. ét. lég.*, 1906, p. 230.

*L'application de l'article 138 au contrat de travail
usuraire dans la jurisprudence allemande*

Les revues allemandes sur les questions ouvrières, sur les différends entre patrons et ouvriers et principalement la Revue « das Gewerbegericht » contiennent un très petit nombre de décisions judiciaires sur le contrat de travail usuraire. Comment expliquer cette rareté ?

On a constaté en Allemagne, qu'au lendemain de l'application de la loi sur l'assurance accident, un grand nombre d'agences de renseignements avaient surgi de tous les côtés de l'Empire, dont le but était de seconder l'ouvrier dans la réclamation des indemnités que lui accordait la nouvelle loi ; de ce fait, le nombre des accidents qui, antérieurement à la création de ces agences de renseignements, n'étaient le plus souvent ni déclarés ni indemnisés, s'était accru dans des proportions considérables. Il paraît naturel que l'application de l'article 138 ait eu pour but de donner une nouvelle activité à ces agences toujours à l'affût de procès, et que, d'autre part, le parti socialiste ait trouvé là une arme puissante pour combattre le patronat et le capitalisme. Comment expliquer cette pénurie de jugements et d'arrêts alors que le parti ouvrier se flattait sans doute que les tribunaux industriels allaient retentir continuellement de discussions sur l'article 138 ? Il convient de répondre que

toute disposition législative nouvelle exige, avant de passer complètement dans la pratique, un certain emps d'adaptation pendant lequel on apprend à la mieux connaître et à en tirer parti. Ajoutons que le criterium, en définitive assez incertain, tiré des bonnes mœurs, et les conditions précises que doit revêtir l'exploitation pour être repréhensible, aboutissent à rétrécir considérablement la sphère propre de l'article 138 appliqué au contrat de travail usuraire. L'excuse du « salaire courant » qu'on admet de plus en plus en Allemagne comme circonstance excluant toute disproportion choquante, malgré cependant l'intention contraire du législateur, restreint également les cas d'application de la nullité du contrat de travail pour cause de lésion. Comme on l'a dit très justement pour rassurer ceux qu'épouvante la nouveauté en droit français d'un texte comparable à l'article 138 du Code civil allemand, la tendance des magistrats n'est pas d'abuser des ressources que contient cet article 138, mais bien plutôt d'en limiter étroitement la sphère d'application, et ainsi se révèle chez eux le sentiment, d'ailleurs très juste, de ne point user de la nullité, ainsi que le voulait le parti socialiste allemand, comme d'un instrument de réforme économique à outrance.

Parmi les cas d'application de l'article 138 du Code civil allemand, les uns peuvent être catalogués sur le paragraphe 1^{er} « Tout acte juridique contraire aux bonnes mœurs est nul ». Ainsi la jurisprudence allemande

considère comme nulles, tombant sous le premier chef de l'article 138 l'interdiction conventionnelle faite à un ouvrier de s'établir ou de s'engager chez un concurrent (Konkurrenz-Klauzel) d'une façon entravant complètement son activité (1) — la convention par laquelle l'ouvrier s'engagerait à ne faire partie d'aucun groupe professionnel (2) — le contrat de travail qui stipulerait que le salaire à la tâche serait au moins égal au salaire au temps, par le motif que ce contrat favoriserait, remarque le tribunal industriel de Schöneberg, la réduction intentionnelle de la production (3).

Le droit allemand contient encore d'autres dispositions qui sont inspirées du principe qui a dicté l'article 138 du Code Civil et qu'il est intéressant de signaler avant d'étudier les conventions de travail usuraires frappées de nullité comme tombant sous le coup du paragraphe II du même article 138. Ces dispositions sont

1. *Gewerbegericht* de Brunn (Moravie) (*Gewerbegerichtliche Entscheidungen* 1904, n° 823-art. 26 et 878 C. Autrichien). Voir Brants *op. cit.*, p. 40 note. M. Brants (*ibid*) dit qu'une convention de non concurrence absolue entre commerçants (selbständig) est nulle, car on ne peut annihiler économiquement une personne : *Entscheidungen des Reichsgericht's Civilsachen* 1903, t. LIII, p. 154.

2. Voir sur ce point Dr Jastrow : « A propos de la grève des tramways de Stuttgart » : *Der Strassenbahn Streik in Stuttgart* ; *Gewerbegericht* du 1^{er} juillet 1902. — Baum : « Guten-Sitten im Klassenkampf ». — *Gewerbegericht* du 1^{er} novembre 1902.

3. Tribunal industriel de Schöneberg, 16 juillet 1902, *das Gewerbegericht*, 1^{er} avril 1904.

toutes inspirées de cette idée que l'ouvrier doit, même dans le contrat de travail, même lorsqu'il est soumis à l'autorité du patron, jouir d'une certaine liberté, ne pas abdiquer toute dignité et que toute clause attentatoire à ses droits primordiaux et naturels doit-être déclarée nulle et de nul effet. Ainsi l'article 616 de la loi spéciale pour les domestiques (gesindeordnung) déclare que celui qui s'est engagé pour un service ne perd pas ses droits à une rémunération, par ce seul fait que, pendant une durée relativement insignifiante, et pour des motifs personnels, il a été empêché de fournir ses services sans qu'il y ait de sa faute (1). Il doit cependant se laisser porter en compte la somme qui, pour le temps où il a été empêché, lui a été payée par un établissement d'assurance contre les maladies ou les accidents. Ce sont des raisons d'humanité et des raisons

1. La loi belge du 10 mars 1900 sur le contrat de travail dispose dans son article 11 § final que : « le chef d'entreprise a l'obligation de donner à l'ouvrier le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte, le dimanche ainsi que les autres jours fériés, ainsi que les obligations civiques résultant de la loi ». Voir René Flament : *La loi belge du 10 mars 1900 sur le contrat de travail*. Thèse Paris 1906 p. 214 D. Hanssens : *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale* 1902 p. 342 Cf. article 20 du projet de la commission d'études législatives et article 39 du projet de loi français du 2 juillet 1906 avec note de M. Boissard. *Bul. Soc. ét. lég.* 1907 p. 430. Cf. également les articles 26 du projet de la commission, et 41 du projet de loi précité. Voir les deux textes comparés. *Bul. Soc. ét. lég.* 1906 p. 507 et s.

« socialpolitische » qui ont fait admettre le principe que nous venons de rappeler.

L'expression « temps insignifiant » (*unerhebliche zeit*) comme le remarque M. Blondel (1) est d'ailleurs très extensible. Le Tribunal industriel de Hanovre, par décision confirmée par le Landgericht de cette ville, a déclaré qu'une maladie de cinq jours devait être considérée comme une interruption de travail insignifiante, insusceptible de donner lieu au profit du patron à une retenue de salaire (2). Il est certain néanmoins que cette décision ne constitue pas une saine interprétation de l'article 616 de la *Gesinde-ordnung* qui fait plutôt allusion à une indisposition passagère de quelques heures, obligeant l'ouvrier à suspendre momentanément son travail, par exemple pour aller faire panser une blessure légère chez un pharmacien voisin. D'autre part on admet que l'employeur n'est obligé de payer le

1. Blondel : Le Code civil allemand et les ouvriers *Bul. Soc. lég. comp.* 1900. 1901 p. 86.

2. On peut également rapprocher de cette décision un jugement français récent du conseil des Prud'hommes de Charleville du 19 août 1907 (*Rev. dr. com.* 1907 p. 452 avec note) aux termes duquel le fait par un ouvrier, de prendre, sans prévenir son patron, un jour de repos supplémentaire ne constitue pas un motif suffisant pour le patron de refuser de reprendre son ouvrier ; le refus constituait de la part du patron une résiliation du contrat de travail sans observer le délai de prévenance ; en conséquence, le patron a été condamné à payer à l'ouvrier congédié l'indemnité de brusque congédiement. Le sommaire de ce jugement est rapporté dans le *Recueil des sommaires de la Jurisprudence Française* 1908, p. 230.

salaire à un ouvrier convoqué au service militaire ou s'absentant pendant plusieurs jours pour raison de famille.

D'ailleurs, on n'a pas été sans remarquer que l'article 616 peut ouvrir la porte à beaucoup de difficultés.

Il est facile aux ouvriers, dit M. Blondel, de trouver quelque bon prétexte de s'absenter et d'entraver ainsi par une série de petites absences la marche régulière d'une fabrique. Les mots « sans sa faute » (ohne sein Verschulden) peuvent être aussi la source de nombreuses difficultés pratiques, l'interprétation du mot faute étant toujours très délicate. Aussi l'usage semble s'introduire en Allemagne pour éviter toute surprise d'interprétation, d'insérer dans tout contrat de travail une clause en vertu de laquelle l'ouvrier ne peut réclamer de salaire s'il quitte son travail même pour une durée insignifiante et sans sa faute. Cette clause, par suite d'un simple oubli de renvoi de texte (1), est considérée comme

1. L'article 619 de la Gesinde-ordnung, dispose qu'il ne peut être dérogé aux articles 617 et 618 concernant le bien-être des domestiques ; mais il ne mentionne pas l'article 616 que nous venons d'étudier. Les modèles de formules qui ont été rédigées et distribuées pour tourner la disposition de l'article 616 n'ont réussi, par la réaction qu'elles ont provoquée, qu'à affaiblir ce qui restait encore de rapports patriarcaux entre les patrons et les ouvriers. Sur le rôle que peuvent jouer les conseils d'usine dans l'application de cet article 616, voir Blondel. *Bull. Soc. lég. comp.*, 1900-1901, p. 98. 99.

licite ; mais il nous paraîtrait plus logique d'en prononcer la nullité par application du paragraphe 1^{er} de l'article 138 (1).

Nous citerons également avant de passer à l'étude de la jurisprudence qui s'est établie sur le paragraphe dit de l'usure une autre disposition intéressante de la Gesinde-ordnung ; il s'agit de l'article 544 ainsi conçu : « Lorsqu'une maison ou un logement est disposé de telle sorte que son séjour est dangereux pour la santé, le preneur peut dénoncer (*il est tenu d'annoncer qu'il quitte*) sans observer les délais habituels, et cela quand bien même il aurait connu cette situation au moment où il a passé le contrat, et quand même il aurait renoncé à faire valoir ses droits à ce sujet ». On a entendu par là lutter en Allemagne contre cette usure en matière de logements dont les classes ouvrières sont si souvent victi-

1. De même, aux termes des articles 617 et 619, le maître ne doit pas seulement prendre à l'égard des gens de service qu'il emploie les mesures nécessaires à l'hygiène et à leur santé, il doit encore leur laisser le temps suffisant pour qu'ils puissent accomplir les devoirs religieux afférents à leur culte. Cosack dans son *Lehrbuch des deutschen bürgerlichen Rechts*, p. 510, cite le cas d'un patron catholique qui aurait engagé comme secrétaire particulier un coreligionnaire. Le culte catholique n'étant pas organisé dans la ville où tous deux habitent, le secrétaire a le droit de demander une permission pour aller à la ville voisine accomplir les exercices de son culte. Si cette permission lui est refusée, l'ouvrier peut donner congé, résilier le contrat et exiger des dommages-intérêts. (Cf. art. 11, paragraphe final de la loi belge du 1^{er} mars 1900 sur le contrat de travail, *vide supra*, p. 90, note.

mes ; et cette disposition est très importante, car, très souvent, dans un contrat de travail, le logement de l'ouvrier par le patron constitue une partie de la rémunération. Toute renonciation au bénéfice de cet article 544 a été déclarée nulle.

S'agissant plus spécialement du salaire, certaines conventions usuraires dont la jurisprudence des tribunaux industriels nous présentent d'ailleurs, comme nous l'avons déjà fait remarquer, de rares exemples, ont été annulées comme tombant sous le coup du § 2 de l'article 138.

Une ouvrière s'était engagée dans une fabrique de Stuttgart pour un travail journalier de dix heures et demie, et moyennant un salaire mensuel de vingt cinq marks. Ayant trouvé à gagner dans une autre fabrique un salaire mensuel de soixante marks, elle quitta son patron sans observer le délai-congé, et fut actionnée de ce chef en dommages-intérêts par le patron devant le Tribunal industriel de Stuttgart (1). Par jugement du 26

1. Voir Dr Jastrow : Wucherische Arbéitsverträge : *das Gewerbegeicht* 1^{er} avril 1901 — Le jugement du tribunal de Stuttgart est contenu dans ce numéro. M. Brants cite une autre espèce dans la *Soziale Praxis* du 20 octobre 1904: « Diens Vertrag und guten Sitten » Il s'agit de la directrice d'une succursale de maison de commerce ne gagnant que trente marks par mois et ayant la charge d'une responsabilité écrasante. Brants, op. cit., p. 13 note 1 — C'est en vertu du principe général contenu dans le § 1 de l'article 138 que le Tribunal de Hambourg a, le 12 octobre 1903, annulé un contrat de travail aux termes duquel l'ouvrier devait réclamer son salaire à un intermédiaire (*Zwischenmeister*) et non au patron. La loi ayant adopté tout un système

avril 1900, le patron fut débouté de sa demande dommages-intérêts ; le juge estima que rien n'expliquait cette rémunération infime et abusive de quatre vingt trois pfennigs par jour. Le contrat de travail étant usuraire , avait pour effet immédiat de délier l'ouvrière des obligations normales qu'un contrat de travail conforme aux bonnes mœurs eût certainement mises à sa charge ; notamment l'ouvrière était dispensée de l'observation du délai-congé.

Le D^r Jastrow fait suivre ce jugement de commentaires intéressants sur l'article 138. Tout d'abord, il ne suffit pas, dit-il, pour entraîner la nullité d'un contrat de travail que l'une des parties ait exploité l'état de nécessité, la faiblesse, ou l'inexpérience de l'autre, il faut encore que cette exploitation ait été le but du contrat. Cette constatation suppose chez le juge un certain pouvoir d'appréciation. D'autre part, il ne suffit pas non plus, pour qu'il y ait lésion, qu'il y ait une disproportion entre la prestation fournie et le salaire reçu ; il faut encore que cette disproportion soit frappante, qu'on l'aperçoive à première vue et qu'il n'y ait besoin d'aucun calcul pour constater la disproportion ; il faut en un mot qu'il y ait « Ausbeutung » c'est-à-dire que l'exploitation

de précautions contre le patron pour assurer le paiement du salaire à l'ouvrier, c'est, dit le juge, « donner un soufflet à la conscience publique » que de s'en libérer de cette façon. Brants op. cit., p. 14 — Cette décision relative au salaire de l'ouvrier peut être cataloguée sous le deuxième chef de l'article 138 et nous avons cru devoir la mentionner ici.

puisse être considérée comme la prise sur un vaincu, par extorsion (wie das gut des Besiegten den Sieger als « Beute » zufällt). Aussi un contrat collectif de travail correspondant réellement aux conditions acceptées entre les représentants des patrons et des ouvriers et conclus sous l'égide d'une autorité conciliatrice serait toujours, d'après Brants (1), inattaquable, car il n'y aurait pas la condition requise d'extorsion.

Le 8 juin 1902 le tribunal de Francfort-sur-le-Mein avait à statuer sur une autre espèce, il s'agissait de savoir si un contrat de travail devait être déclaré nul comme usuraire, quand l'ouvrier ne recevait comme rémunération de son travail que le couvert et le logement, ce que le tribunal appelle la « freie station » (2). L'ouvrier réclamait une indemnité de 40 marcks 26, prétextant qu'il avait été occupé par son patron depuis le 5 avril comme garçon de bureau moyennant un salaire journalier de un mark 40 représentant les frais de table et du logement, et qu'il avait été renvoyé le 31 mai suivant sans que le patron ait observé le délai-congé fixé à quatorze jours. Le patron se défendait en disant que, ne payant aucun salaire, il n'était pas tenu pour renvoyer son employé d'observer le délai-congé. Le Tribunal après

1. Brante : *op. cit.*, p. 14.

2. Ist der Arbeitsvertrag wegen Wuchers nichtig wenn nur freie Station aber Kein Lohn gewahrt wird ? *Das gewerbegericht* ; 1^{er} février 1903, 1903, p. 78.

avoir constaté que l'indemnité de 1 mark 40 était en disproportion évidente avec le salaire habituel de la région s'élevant à 3 marks 10 pour les jeunes gens de 19 ans, a condamné le patron à payer le salaire des quatorze jours correspondant au délai-congé. Cette décision appelle deux remarques. D'une part, si le contrat de travail est nul, on ne peut pas parler de dommages-intérêts pour inobservation du délai-congé ; l'allocation de dommages intérêts ne peut être considérée que comme un complément du salaire ridiculement bas qui était servi à ce jeune ouvrier. D'autre part, peut-on voir dans cette hypothèse un cas d'exploitation puisque, en fait, l'ouvrier était content de trouver une place et qu'il n'apparaissait pas que le patron ait abusé de sa détresse. Si, dans tous les cas semblables, les patrons devaient être condamnés, il faudrait alors faire tomber sous le coup du paragraphe dit « de l'usure » les cas où un patron donne par pitié du travail à un ouvrier pour lui procurer la nourriture ou le logement. Nous verrons ultérieurement que l'on peut dégager un certain nombre de cas dans lesquels le contrat de travail qui se présente sous des caractères apparemment usuraires ne peut cependant, pour des raisons spéciales, être annulé pour cause de lésion.

En résumé, ainsi que l'atteste la jurisprudence allemande, le rôle de l'article 138 B.G.B. envisagé dans ses applications au contrat de travail est relativement assez modeste. Il y a là une constatation de nature à rassurer

les plus timorés. C'est qu'il existe en effet une distinction profonde entre le salaire usuraire au sens du paragraphe 2 de l'article 138, et le salaire qui ne serait pas juste, convenable, avec lequel on est tenté de le confondre trop souvent. Logiquement, tout salaire qui n'est pas convenable est quasi-usuraire, et c'est en ce sens que s'était prononcé le projet de loi italien de 1902 (art. 1) lorsqu'il parlait « d'equa retribuzione » (1) ; mais, ce qui domine dans le paragraphe 2 de l'article 138, c'est l'idée d'exploitation. Suivant l'expression de M. Brants, la note usuraire y est plus significative.

D'ailleurs, quelle serait la mesure du juste salaire ? Pourrait-on trouver le critérium de l'estimation commune des salaires dans les arrangements et contrats collectifs du travail ? Pourrait-on songer à prendre les tarifs de ces contrats collectifs comme base des « gute Sitten » dans la profession ? M. Brants estime que si certains tarifs comme celui des typographes expriment, de l'avis même des adhérents, ce qui devrait être la loi du contrat, il serait inadmissible d'interpréter aussi largement les bonnes mœurs. Aussi bien, la pratique du contrat collec-

1. L'article 1 qui a d'ailleurs été complètement refondu par la commission parlementaire était ainsi conçu : « Le contrat de travail objet de la présente loi, est celui par lequel un ouvrier, ou tout autre travailleur manuel, s'oblige aux services d'un employeur ou patron, moyennant un juste salaire (mediante equa retribuzione) que celui-ci s'oblige à lui fournir. » Cf. Saleilles. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 228, note 1 — Bevilacqua. *Saggio su la legislazione operaia in Italia*. Turin, Bocca, 1906, p. 179 et suiv., p. 190 et suiv.

tif de travail ne s'étend, même en Allemagne, ni à tout le métier ni à tous les métiers ; enfin le contrat collectif de travail ne fixe pas la norme, limite de l'usure, mais pourrait seulement servir un jour de base à une régularisation professionnelle du salaire. Mieux vaut, conclut Brants, pour la paix sociale restaurer la vraie notion des bonnes mœurs par l'action morale. (1)

SECTION II

De la lésion usuraire dans le Projet de Code civil Hongrois

Après l'analyse de l'article 138 du Code civil allemand, et sans nous attarder à l'étude d'ailleurs intéressante de certains traits caractéristiques de la jurisprudence des cours anglaises d'équité (2) sur l'appréciation

1. Brants., *op cit in fine*.

2. Les juges anglais pénétrés de la nécessité de substituer « la persuasive moralité aux dogmes et aux principes froids, rigoureux et semi-barbares de la common-law » (Story : *Commentaries on equity jurisprudence*. Ch. VII § 262), ont admis que la nature de la convention et la situation respective des parties contractantes pouvaient faire présumer la « fraud » — la commonlaw, à l'exemple des législations romaine et française, n'admet pas que le dol soit présumé ; elle en exige la preuve. Sur la possibilité pour la Cour d'Equité seule, d'admettre des présomptions de « fraud » à raison des circonstances et de la nature de la convention, de la condition et de la situation des parties contractantes. Voir J. Perrin : Thèse précitée, p. 239 et suiv.

de la fraude dans les contrats, on peut dire que le paragraphe 957 du projet de Code civil hongrois est le texte qui présente le plus d'analogie avec l'article 138 du Code civil allemand auquel il emprunte d'ailleurs une partie de sa formule (1).

Le paragraphe 957 prononce la nullité de tous les contrats usuraires ; toutefois, à la différence de l'article 138 du Code civil allemand, la nullité est ici fondée sur une violation de l'ordre public. Nous avons vu qu'en Allemagne, c'est de propos délibéré que le point de vue de l'ordre public a été repoussé, et cette remarque ne fait qu'accentuer la divergence des principes dont s'inspirent les deux législations. Sans doute, la nullité, dans le projet de Code civil hongrois, est absolue, comme dans le Code civil allemand ; mais, pour l'appréciation de la disproportion des équivalents, le paragraphe 957 du projet hongrois n'exige plus la disproportion choquante. On ne tient plus compte des circonstances de fait qui servent à former l'opinion des honnêtes gens et à laquelle le juge doit se référer avant

1. Nichtig ist insbesondere ein jeder Vertrag, durch den die eine Partei unter Ausnützung der Unerfahrenheit, des Leichtsinnes, oder der bedrängten Lage der anderen Partei, sich eine den Wert ihrer eigenen Leistung unverhältnismässig übersteigende Gegenleistung bedingt (Wucherischer Vertrag). Ce texte du paragraphe 957 du projet de Code civil Hongrois, figure dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1906, p. 221.

de prononcer la nullité pour lésion. Il suffit que la disproportion soit anormale ; le juge est libre dans l'examen, dans l'appréciation des prestations respectivement fournies par les parties contractantes. Sa décision n'est plus subordonnée à une référence d'ailleurs assez vaine aux usages courants, et qui, pratiquement, enlève toute force à la réforme préconisée.

Il conviendra de se demander, en étudiant le projet de loi français sur le contrat de travail, s'il n'y aurait pas intérêt à s'inspirer de ce paragraphe 957 du Projet de Code civil hongrois tout en élaguant au préalable les attributs dérivant de l'idée de violation de l'ordre public.

SECTION III

De la lésion usuraire dans le projet de Code civil suisse

Les législations étrangères que nous avons jusqu'ici passé en revue fondent la nullité pour cause de lésion dans le contrat de travail sur l'idée d'une violation d'ordre public ou des bonnes mœurs. La nullité pour vice du consentement a paru aux législateurs allemands et hongrois constituer une base trop étroite à la réforme qu'ils poursuivaient, et non susceptible d'adaptation aux nécessités sociales. Cette crainte n'a pas arrêté le légis-

lateur suisse, car sa réforme ne constitue qu'un élargissement de la théorie traditionnelle de la nullité pour vice du consentement(1). L'usure contractuelle donne ouverture à une simple action en rescision pour cause de lésion ; c'est une nullité relative fondée sur un vice du consentement ou mieux, le plus souvent, sur un défaut de consentement de la partie lésée (2) ; l'action en nullité est dès lors ouverte à la seule partie lésée à qui l'on pourra opposer la confirmation tacite de la nullité aux termes de l'article 1046 du projet de Code civil suisse(3), toute-

1. Voir le message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant le projet de loi destiné à compléter le projet de Code civil suisse. (Droit des obligations et titre final, 3 mars 1905, p. 14 du texte allemand et 11 du texte français).

2. Voici le texte des articles 1034 et 1036 du projet de Code civil suisse. Art. 1034 (p. 71 du message précité) : le contrat est nul s'il a pour objet une chose impossible, illicite ou contraire aux bonnes mœurs. Art. 1036 (p. 72) : un contrat dans lequel il y a disproportion évidente entre la prestation promise par l'une des parties et la contre-prestation de l'autre peut être rescindé à la demande de la partie lésée, si la lésion a été déterminée par l'exploitation de sa gêne, de sa légèreté ou de son inexpérience.

3. Article 1046 (p. 74). Le contrat entaché d'erreur ou de dol ou conclu sous l'empire d'une crainte fondée, est tenu pour ratifié lorsque la partie qu'il n'oblige point, a laissé écouler une année sans déclarer à l'autre sa résolution de ne pas la maintenir ou sans répéter ce qu'elle aurait déjà payé. Le délai d'un an court de la découverte de l'erreur ou du dol, ou dès le moment où la crainte s'est dissipée. La partie qui a ratifié un contrat entaché de dol ou conclu sous l'empire d'une crainte fondée ne perd

fois la victime de la lésion aura, même au cas de ratification, le droit de demander des dommages-intérêts.

Il n'est plus question dans l'article 1036 de disproportion choquante, ni même anormale, mais seulement de disproportion évidente ; etc'est par ce deuxième caractère que le projet de Code civil suisse appliqué à la lésion dans le contrat de travail se sépare encore du Code civil allemand, et même du projet de Code civil hongrois (§ 957).

Il convient également de signaler, comme se rattachant aux principes qui ont amené la rédaction de l'article 1036, l'article 341 de la loi suisse semblable aux articles 616 et suivants de la *Gesinde-ordnung* allemande et qui est ainsi conçu : « Celui qui engage ses services à long terme ne perd pas ses droits à la rémunération alors qu'il est empêché de s'acquitter de son obligation pendant un temps relativement court, et sans sa faute, pour cause de maladie, de service militaire, ou telle autre cause analogue. » Le législateur suisse est parti de cette idée très juste, et qui tend d'ailleurs à pénétrer dans toutes les législations, que, lorsqu'on demande à quelqu'un tout son temps et toute son activité, le salaire qui lui est dû en retour doit pouvoir le faire vivre dans les conditions normales de la vie, notamment en tenant compte de certaines obligations s'imposant à tout le monde et de cer-

point par cela même la faculté de demander des dommages-intérêts.

tains risques habituels qui ne doivent pas être pour l'ouvrier une diminution de ses ressources indispensables (1).

SECTION IV

De la lésion usuraire dans la loi hollandaise du 13 juillet 1907.

La nouvelle législation des Pays-Bas sur le contrat de travail ne contient pas de disposition rappelant identiquement l'article 11 du projet de loi français du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail. Toutefois, d'après l'article 1637 *q*, si le taux du salaire n'est pas fixé dans le contrat, on le fixe d'après l'usage de la localité ; à défaut d'usage établi, on le fixe d'après l'équité (2). On retrouve dans la loi du 13 juillet 1907 des applications du principe que nous venons d'énoncer en terminant

1. Si le risque dépasse la mesure ordinaire, le point de vue change, la question devient alors une question d'assurance. Saleilles : Observations présentées lors de la discussion de la communication faite par M. Blondel sur le Code civil allemand et les ouvriers. *Bul. Soc. lég. comp.*, 1900-1901 p. 228 et suiv.

2. La loi hollandaise du 13 juillet 1907, modifiant et complétant les dispositions du Code civil sur le louage de services, doit être incorporée dans le Code civil ; c'est ce qui explique le numérotage des articles. Voir le texte donné par M. Marcel Nast (*Bul. Soc. ét. lég.*, 1907. p. 599) d'après la communication de M. Mallieux avocat à Liège.

l'étude de législation suisse, à savoir que l'on doit tenir compte à l'ouvrier, à qui l'on demande tout son temps et toute son activité, de certaines obligations et de certains risques : ainsi l'article 1638 c d'après lequel l'ouvrier conserve le droit au salaire de son travail, quand il a été empêché par maladie ou accident d'achever le terme convenu — le temps relativement court pendant lequel on lui paie son salaire est fixé en équité. — L'ouvrier le même droit quand des circonstances particulièrement importantes l'empêchent de faire son travail : accouchement de sa femme, maladie ou enterrement d'un des siens etc. De même encore, d'après l'article 1638 e, le patron est tenu de laisser à l'ouvrier le temps de remplir ses devoirs religieux sans diminuer son salaire ; les mineurs doivent pouvoir suivre les leçons de catéchisme et d'enseignement professionnel ; toute clause contraire est nulle (art. 1638 w).

CHAPITRE V

Etude critique de la lésion dans le Contrat de Travail

SECTION I

Théorie générale.

Nous avons vu que la commission chargée d'examiner le projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail, avait proposé de compléter ainsi qu'il suit l'article 1313 du Code Civil relatif à la rescision pour cause de lésion des contrats entre majeurs : « Le contrat de travail peut-être rescindé, avec allocation de dommages intérêts, lorsqu'il est en désaccord flagrant, soit avec les conditions habituelles de la profession et de la région, soit avec la valeur ou l'importance des prestations fournies » (1). C'est, disions nous, un élargissement de la théorie de la lésion ; mais la rédaction primitive de la commission constituait bien un élargissement de la théo-

1. Voir supra p. 41

rie de la violence morale. L'article 1112 du Code Civil était ainsi modifié : « Il y a violence en matière de contrat de travail, lorsque l'une des parties a abusé du besoin, de la légèreté ou de l'inexpérience de l'autre pour lui imposer des conditions en désaccord flagrant avec... » etc. En réalité, il s'agit là d'un élargissement de la théorie de la lésion envisagée comme vice du consentement ; c'est la conception qui paraît avoir été admise par la Commission d'Etudes Législatives ; c'est celle que nous adoptons et que le législateur de demain doit faire sienne.

Toutefois, il est impossible, comme nous l'avons déjà exposé, de se contenter de la théorie traditionnelle de la nullité fondée sur un vice du consentement.

L'application des principes du système classique aboutirait à cette conséquence importante que la victime de la lésion devrait faire la preuve de la lésion, articuler devant le juge les faits précis qui ont influé, sur son consentement et l'on amené à accepter des conditions de travail usuraires ou un salaire de famine.

A raison de la difficulté de la preuve, et sous peine de procéder à une réforme inefficace, il faut nécessairement arriver à organiser le fonctionnement pratique de la nullité pour cause de lésion sans exiger de l'ouvrier demandeur une preuve expresse de la contrainte subie.

« Prouver la contrainte morale est chose délicate, si l'on n'admet pas certains signes extérieurs qui doivent

la faire présumer » (1). C'est donc tout naturellement à l'idée d'une présomption que l'on a recours. Parmi ces présomptions de fait, la plus importante est la disproportion des équivalents souvent corrélatrice à un état de faiblesse et d'infériorité économique chez celui qui la subit. Si l'on y ajoute la condition subjective d'exploitation, il est tout à fait normal de présumer entre la disproportion des équivalents et l'état de faiblesse, même abstraction faite de toute preuve directe, un rapport de causalité. Présumer ce rapport, qu'est-ce autre chose qu'admettre précisément le vice du consentement ?

Ainsi, lorsque l'une des parties agira en nullité du contrat de travail pour cause de lésion usuraire, elle devra tout d'abord prouver la lésion, c'est-à-dire la disproportion des prestations réciproques — et il faudra évidemment que cette disproportion présente un certain caractère de gravité (2). Il faudra en outre que le demandeur en nullité justifie qu'il était, au moment de la passation du contrat, dans un état de faiblesse résultant de la misère ou même de l'inexpérience, ou de la légèreté et le mettant par suite en état d'infériorité vis-à-vis de son cocontractant. Et c'est surtout par ce caractère que notre système de la lésion dans le contrat de travail se différencie de la rescision pour cause de lésion de

1. Saleilles. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 225.

2. D'après le texte adopté par la commission du travail, la preuve de la lésion suffit pour aboutir à la nullité.

droit commun. Cette double preuve rapportée, le vice du consentement sera considéré comme suffisamment établi. « Le juge suppléera au lien de causalité qu'on ne lui montre pas plus précisément : c'est l'un des traits essentiels de ce système (1). »

Mais, comme il s'agit surtout d'une nullité pour exploitation et non seulement d'une nullité pour vice du consentement, il faudra que l'exploité prouve en outre que l'exploiteur connaissait la situation de misère et de faiblesse dans laquelle il se trouvait lui, exploité ; et, la connaissant, en a tiré un profit abusif.

Avant d'analyser séparément les conditions de la nullité pour lésion usuraire, il convient dès maintenant de reconnaître que le salaire infime reçu par un ouvrier (pour ne prendre que cette forme pratique de lésion) n'est pas toujours nécessairement un salaire usuraire. « Certains salaires très bas, dit M. Escarra (2), sont des salaires normaux ; et l'on ne peut annuler les contrats qui les stipulent. Il y a par exemple des patrons qui gardent ou embauchent un employé « par charité » ; l'employé vieux, maladroît ou infirme ne trouverait pas de travail ailleurs ; le patron n'a pas besoin de ses services et ne le garde que par humanité ; on ne peut évidemment s'étonner dans ce cas de trouver un salaire très bas. « Il y a des cas plus douteux que nous examinerons en parlant de

1. Gerlier. Thèse précitée, p. 156.

2. Escarra. La lésion dans le contrat de travail. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 245.

l'exploitation, mais nous tenions dès maintenant à signaler des hypothèses qui ne peuvent évidemment tomber sous le coup de l'article 11 du projet de loi, et montrer ainsi que le domaine d'application de la lésion nouvelle que l'on veut introduire dans nos lois n'est pas illimité.

SECTION II

Conditions de la nullité

§ I. — *L'état de faiblesse*

Cette condition mérite d'être étudiée la première, car c'est sur l'état de faiblesse que repose toute la réforme que nous poursuivons ; et c'est aussi l'état de faiblesse de la partie lésée qui permet de présumer le vice du consentement. La lésion n'intervient que pour en mesurer l'importance, et serait à elle seule inopérante (1) ; en définitive, c'est le vice du consentement chez la partie lésée qui constitue le fondement de la nullité pour lésion.

Cette nullité suppose, chez le contractant lésé l'exis-

1. Voir toutefois le rapport de M. Chambon, député. Annexe au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 27 décembre 1907 N° 1409.

tence d'un état certain d'infériorité procédant de sa misère, de son inexpérience, de sa légèreté.

Ce n'est pas à dire que, s'agissant du contrat de travail, on doive nécessairement tenir la faiblesse du lésé comme établie, et, à cet égard, apparaîtra l'importance de la définition que nous avons donnée du contrat de travail dans notre introduction. Lorsqu'il s'agira du contrat de travail *stricto sensu*, c'est-à-dire de celui que passent les ouvriers de l'industrie, l'état de faiblesse ressortira le plus souvent des conditions mêmes du contrat ; et la preuve sera facile à administrer ; ou plutôt, le juge, à raison des circonstances, et notamment par l'examen de la disproportion des équivalents, sera tenté de dispenser l'ouvrier lésé de toute preuve à cet égard.

Au contraire lorsqu'il s'agira de ces contrats de travail où l'inégalité des contractants est moins accusée (1) il y aura lieu évidemment pour le demandeur de rapporter la preuve précise des circonstances qui l'ont mis, lors du contrat, dans la nécessité d'accepter, soit un salaire ridiculement bas, soit des clauses de travail usuraires ; et il est juste que le juge se montre dans cette hypothèse plus rigoureux quant à la preuve du besoin,

1. Ainsi du contrat d'entreprise, des professions dites libérales. Voir article 1^{er} du projet de la Soc. d'ét. lég. et du projet de loi du 2 juillet 1906. *Bul.* 1906 p. 507. Cf. article 611 § 2. C. civil allemand ; article 1^{er} loi belge du 10 mars 1900 sur le contrat de travail ; article 1369 du projet suisse.

surtout s'il s'agit de ces besoins factices que l'homme se crée à lui même par suite de son ambition et de sa cupidité. C'est ainsi que, dans les commentaires de l'article 138 du Code Civil allemand, on a décidé que le fait d'appartenir à certaines professions déterminées, d'être officier par exemple, ne constituait point le besoin d'argent *hoc sensu*.

Si maintenant, au lieu d'envisager l'état de faiblesse dans l'individu, nous l'étudions dans le groupement corporatif, dans le syndicat ouvrier, si l'on constate une disproportion marquée entre le taux du salaire fixé par le tarif syndical et la valeur ou l'importance du travail fourni, le juge pourrait-il pour cause de lésion usuraire, prononcer la rescision d'un contrat collectif? Jastrow et avec lui. M. Brants ne le pensent pas (1); un contrat collectif accepté et débattu entre groupes sous l'égide d'une autorité conciliatrice, serait toujours inattaquable, car il n'y aurait pas la condition requise « d'extorsion ». Mais la lésion peut résulter non seulement de l'abus de la misère et du besoin d'un contractant, mais également de l'abus de son inexpérience; et si un patron profite injustement de l'inexpérience et de l'ignorance par les délégués ouvriers de la situation du marché, quelles raisons peuvent empêcher de dire qu'il y a abus de l'état de faiblesse et par conséquent lésion?

1. Jastrow. « Wucherische Arbeitsverträge » *das Gewerbe gericht* 1^{er} avril 1901. Brants : *op., cit.*, p. 14

A vrai dire la difficulté de l'application des règles de la lésion n'est pas dans le défaut d'extorsion, elle est dans ce fait que la nullité implique « l'exploitation individuelle »; or peut-on dire que le contrat collectif qui n'est en réalité « qu'une réglementation contractuelle préalable des conditions du travail » (1) peut être susceptible d'usure, alors qu'un pareil traité n'importe par lui-même l'exploitation de personne ? Nous répondrons cependant qu'il peut néanmoins y avoir lésion, car il est à remarquer que « tous les contrats individuels passés en confirmité du tarif syndical seront sinon usuraires au sens strict, du moins certainement lésionnaire » (2). A l'égard de la collectivité que le syndicat personnifie légalement, le contrat imposé par le patron aux délégués ouvriers dans les conditions que nous avons rappelées, est entaché d'usure, et, conformément à la tendance qui reconnaît aux syndicats ouvriers un droit d'agir en justice très large, il convient d'autoriser le syndicat à agir en nullité. D'ailleurs, si l'on refusait au syndicat l'action en nullité pour usure, cette action n'appartiendrait à personne ; la lésion ne serait pas réprimée, car il ne saurait être question de l'attribuer aux ouvriers, il n'y a pas à leur égard « exploitation individuelle ».

1. M. R. Jay. *Rapport sur le livre 1^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale.*

2. Gerlier. Thèse précitée p. 165

§ II. — *La Lésion*

La lésion est évidemment l'élément essentiel de la nullité, c'est l'indice de l'usure ; c'est aussi celui des éléments de la nullité qui influera d'une manière plus impressionnante sur la décision du juge et qui, dans bien des cas, suppléera à toute autre preuve et présomption ; l'exemple précédemment cité de décisions de conseils des prud'hommes le prouve surabondamment. Nous savons déjà que la Commission du travail n'exige que la preuve de la lésion pour admettre la nullité du travail usuraire.

Mais comment doit-on entendre la lésion ? Comment l'apprécier ? Comment déterminer celle qui sera usuraire, c'est à dire celle qui donnera ouverture à l'action en nullité ? A quel critérium faut-il recourir ?

La lésion consiste dans un écart matériel entre deux prestations, dans un défaut d'équilibre entre leur valeur respective ; dans le contrat de travail, la lésion résulte de la disproportion qui existe entre les services rendus et la rémunération reçue en échange. Entendue en ce dernier sens, la lésion ne se comprend pas seulement de la disproportion qui existe entre deux prestations, comme dans le système du Code civil allemand (art. 138) et des projets de Code civil hongrois (art. 956-957) et suisse (art. 1036) ; mais encore elle comprend le fait d'imposer à autrui des conditions léonines quelcon-

ques, bien que, le plus souvent, la répression de ce genre de lésion devrait être organisée non par le droit civil, mais par la législation industrielle. C'est cette conception élargie de la lésion qu'ont adoptée le projet élaboré par la Commission d'Etudes législatives et le projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail ; l'article 11 de ces deux projets ne parle pas de « prestations échangées » mais de « conditions imposées ». C'est ainsi que l'article 11 pourrait s'appliquer notamment aux modifications apportées au règlement d'atelier.

Supposons une modification du règlement d'atelier comportant pour l'ouvrier une aggravation notable des conditions du travail. Pourquoi ne pas considérer, eu égard aux circonstances, que le patron a profité pour imposer ce règlement du besoin impérieux qu'avaient les ouvriers de leur travail et de leur salaire, de l'impossibilité où ils étaient de changer tous d'établissement. Théoriquement, il n'est pas douteux que l'article 11 vise la lésion résultant d'un règlement d'atelier comme celle qui résulte de toute autre réforme de contrat (1). De même l'article 11 pourrait réprimer l'abus qui consiste à supprimer, dans un grand nombre d'établissements, et par voie de règlement d'atelier, les usages en matière de délai-congé.

D'ailleurs, même si l'on décide qu'il n'y a usure que

1. M. Arthur Fontaine : *Bull. Soc. ét. lég.* 1906, p. 109.

là où se rencontre l'inéquivalence pécuniaire de deux obligations corrélatives, indirectement il faudra faire entrer en ligne de compte dans bien des cas, pour l'évaluation pécuniaire des prestations échangées, les conditions et clauses accessoires du contrat de travail et ne pas se borner uniquement à l'examen des obligations réciproques des parties.

La sphère d'application de la lésion étant ainsi délimitée, comment doit-on apprécier cette lésion ? Faut-il adopter comme criterium le principe tiré des usages courants et dire que tout contrat de travail conforme aux usages courants ne peut-être déclaré usuraire ? Nous avons vu que l'article 138 du Code Civil allemand doit être interprété très largement dans le sens d'un renvoi à la conscience collective, à la conscience publique allemande ; le juge allemand ne doit pas strictement tenir compte, dans l'appréciation d'un contrat de travail dénoncé comme usuraire, des usages courants. Au contraire, le texte adopté par la Société d'Etudes législatives, exige pour que la nullité puisse-être prononcée, que les conditions du contrat soient en désaccord choquant avec les conditions habituelles de la profession et de la région. Ainsi « le juge, dit M. Jay, n'aurait en aucune façon la faculté, la liberté d'examiner si un contrat de travail donné, n'est pas au point de vue du salaire, des conditions du travail, en contradiction même avec les plus certaines exigences de la justice. Il pourrait seulement intervenir dans des cas excep-

tionnels, isolés ; mais, du moment où l'abus deviendrait quelque peu général, où il s'étendrait à une profession ou une région, où d'individuel, il deviendrait social, le juge n'aurait plus qu'à s'incliner et à laisser faire. L'intervention du juge se trouverait aussi écartée précisément dans les cas où le *sweating system* sévit sur tout un groupe de travailleurs à domicile. Le *sweating system* ne s'attaque pas en effet seulement à quelques individus ; sans cela il ne serait pas le danger qu'il est, le mal endémique de certaines professions, de certaines régions » (1). Et M. Jay citait, lors de la discussion de l'article 11 à la Société d'Etudes législatives, certaines régions, celle de Rouen par exemple, où nombre de femmes font de la lingerie et ne reçoivent que des salaires insuffisants pour les faire vivre. « Il y en a qui vivent quand même, disait-il, grâce au salaire du mari, du père, au produit de certains travaux agricoles annexes ; d'autres crèvent de faim et allument des réchauds ; ces femmes ne souffrent pas d'un abus isolé, exceptionnel, individuel, elles appartiennent à un groupe, à une profession pour laquelle dans la région, l'abus est général, habituel » (2). Nous

1. M. R. Jay : « La lésion dans le contrat de travail », *Rev. pop. d'écon. soc.*, février 1907.

2. M. R. Jay. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 88, 177 et suiv. En ce sens, Escarra. La lésion dans le contrat de travail : *Bull. Soc. ét. lég.* 1906, p. 245-246, Cf. Bonnefoy : *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*, 1896, p. 22, 45 et 55.

avons vu, en étudiant la législation et la jurisprudence allemandes, comment le système organisé par l'article 138 pouvait faire du juge un précieux instrument de progrès social (1). Des abus existent, déjà anciens, dans une profession, une région déterminées. Pendant longtemps, ces abus n'ont pas révolté la conscience publique ; mais un jour des scrupules naissent dans l'âme même de ceux qui profitent de ces abus. « C'est le moment où l'intervention d'un arbitre peut beaucoup, tout peut-être, pour faire prévaloir ce qui devrait être sur ce qui est... Cette fois le juge est dans les conditions exigées par l'article 138. Ce rôle d'arbitre que la société réclame et que demandent les intérêts en conflit, c'est à lui qu'il revient » (2).

Le système adopté par la Société d'Etudes législatives interdirait absolument au juge français de remplir une mission pareille. C'est volontairement, disait M. Colson, en réponse aux observations et critiques formulées par M. R. Jay, que la commission a encouru le reproche qu'on lui fait... J'estime, quant à moi, que quels que soient les droits conférés au juge, la force des choses ne lui permettra jamais de modifier les usages résultant de l'état du marché ; en tout cas, la Commission n'a nul-

1. L'exposé de la jurisprudence allemande nous a révélé que, dans la pratique, les magistrats ne se montraient pas inspirés, d'une aussi haute et large conception de leur rôle.

2. Saleilles, *De la déclaration de volontés*, p. 286.

lement voulu l'armer en ce sens » (1). Il y aurait pour-tant intérêt à ce que le juge se référât une sorte d'usage idéalisé (2). Le texte de l'article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906 remédie aux inconvénients signalés ; il déclare que « doit être considéré comme illicite toute clause du contrat de travail par laquelle l'une des parties a abusé du besoin, de la légèreté ou de l'inexpérience de l'autre pour lui imposer des conditions en désaccord flagrant *soit* avec les conditions habituelles de la profession ou de la région, *soit* avec la valeur ou l'importance des services engagés ». « Nous avons voulu, dit M. Chambon député, rapporteur du projet de loi sur le contrat de travail, que le juge, pour apprécier les prestations réciproques et la valeur du salaire, put se placer, en tenant compte et des circonstances extérieures et des faits de la cause, à deux points de vue différents (conditions habituelles de la profession et de la région — valeur et importance des prestations fournies) et même, s'il s'agit de salaire usuel, au dessus de l'usage qui est fait généralement de la seule

1. M. Colson. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 178. En ce sens : M. Maurice Hamelet. « Des stipulations usuraires dans le contrat de travail. Fédération des industriels et des commerçants Français ». *Bulletin mensuel*, avril 1908, p. 264.

2. Sur la différence qui sépare pratiquement le système allemand du système français. Voir M. Chatelain : « Observations présentées sur le rapport de M. Perreau sur le contrat de travail à la Société d'Etudes Législatives ». *Revue critique*, 1906, p. 538 et suiv.

volonté patronale ; cette faculté lui permettra de juger en équité, car selon nous, son interprétation doit devancer celle du public, malgré l'usage, et ce serait prolonger souvent l'iniquité que de lui laisser simplement consacrer l'usage. » (1) Le juge n'aura d'ailleurs pas à examiner, selon le vœu de la théorie socialiste, la question de savoir si le salaire alloué permet ou non à l'ouvrier de vivre ; ce n'est pas, comme on l'a dit, la porte ouverte au salaire minimum fixé par le juge et la suppression du libre débat du prix du travail (2). Le juge devra se placer sur le seul terrain juridique et rechercher s'il y a eu abus de pouvoir d'un côté, et vice du consentement de l'autre.

Convient-il d'adopter ce critérium de la lésion basé sur la comparaison des prestations échangées et destiné à remédier aux inconvénients de l'excuse tirée des usa-

1. M. Chambon. Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi sur le contrat de travail. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 décembre 1907, n° 1409. Voir aussi : Robert Léger. « Le contrat de travail. » *Revue politique et parlementaire*, 1906, p. 502 et suiv.

2. Eugène d'Eichthal : « Le projet de loi sur le contrat de travail et les conventions collectives ». *Economiste Français*, 19 janvier 1907. Cf. Lyon-Caen : Rapport sur le projet de loi du 2 juillet 1906. Séance de la société d'Economie politique du 5 octobre 1909. *Journal des Economistes*, oct. 1906, p. 88...
« C'est entrer dans une vie dangereuse que de confier au juge le soin d'apprécier si le contrat n'est pas désavantageux pour l'un des contractants. C'est lui donner l'appréciation du salaire stipulé, c'est lui donner le pouvoir de fixer un salaire minimum auquel il aura à comparer le salaire stipulé ».

ges courant ? Une semblable disposition d'après M. Perreau, ouvre au juge la possibilité d'un arbitraire des plus dangereux, en lui permettant de faire tomber sous prétexte d'exploitation abusive un contrat de travail qui serait de tous points conforme aux usages de la profession et de la région, au risque de jeter le trouble dans toute une branche de la production nationale. Nous acceptons cette critique et nous repoussons avec M. Perreau l'addition faite par le projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail (soit avec la valeur ou l'importance des prestations fournies) au texte de l'article 11 adopté par la Société d'Etudes législatives, mais sous réserves toutefois des solutions auxquelles nous sommes arrivé dans l'examen de l'excuse tirée des usages courants. (1)

Il est bien évident d'ailleurs que la lésion ne sera prise en considération que si elle revêt un certain caractère de gravité. D'après le texte de la Société d'Etudes législatives, la disproportion doit être « choquante » ; le projet de loi du 2 juillet 1906 se contente d'une disproportion « flagrante » pour édicter la nullité. Nous préférons la formule de certains projets étrangers qui exigent une disproportion « évidente » (projet de Code civil suisse

1. D'après M. Maurice Hamelet (article précité), l'article 1313 du Code civil devrait être ainsi complété : « Le contrat de travail peut être rescindé, avec allocation de dommages-intérêts, lorsque ses conditions sont en désaccord flagrant, *tant* avec les conditions habituelles de la profession *et* de la région, *qu'avec* la valeur ou l'importance des prestations fournies... »

art. 1036) ou mieux encore « anormale » (§ 957 du projet de Code civil hongrois), c'est-à-dire une disproportion injustifiable en elle-même, criante, fut-elle même tolérée par l'opinion publique.

Ce sera évidemment au juge qu'il appartiendra d'apprécier si la disproportion des prestations qui sont débattues devant lui est anormale. Il est de toute nécessité de s'en remettre entièrement à la conscience du juge, en qui l'on espère trouver un reflet de la conscience générale. Le législateur ne peut pas tout prévoir ; la loi, ici comme ailleurs, n'a qu'une fonction abstraite, elle ne peut que tracer quelques règles théoriques qui ne se plient pas à la variété et à la multiplicité des inventions privées (1). Pour apprécier si la disproportion des équivalents est anormale, le juge sera tenté malgré lui de voir ce qui se passe dans le monde du travail ; nous avons décidé qu'il ne doit pas régler sa décision d'après les usages courants qui ne sont souvent que la consécration d'abus généralisés, mais ce n'est pas à dire qu'il doive obstinément tenir les yeux fermés aux réalités de la vie matérielle et modérer ses jugements d'après ses conceptions sociales. Il serait utile sous ce rapport d'établir une réglementation analogue à celle qui existe pour la constatation du salaire normal dans les adjudications de travaux publics au nom de l'Etat (décrets Millerand art. 3). D'ailleurs

1. Saleilles : *De la déclaration de volonté*, p. 251.

avec le développement des contrats collectifs, le juge ne manquera pas de termes de comparaison ; les contrats collectifs font l'application d'usages pour ainsi dire revisés et passés au crible, auxquels il est souhaitable que le juge se reporte dans une large mesure. Cette conséquence n'est en somme que l'application du principe contenu dans l'article 18 du projet de loi du 2 juillet 1906 aux termes duquel : « lorsqu'il existe une convention collective relative aux conditions du travail pour la profession ou la région, et que cette convention a été déposée au secrétariat du conseil des prud'hommes ou au greffe de la justice de paix, conformément à l'article 13, les employeurs et les employés seront, jusqu'à preuve contraire et pendant la durée de la convention collective, présumés avoir accepté, pour le règlement des rapports nés des contrats intervenus entre eux, les règles posées dans la convention collective ».

Cette disposition a été vivement critiquée ; mais la règle que nous proposons est moins hardie puisqu'il s'agit seulement de reconnaître que la convention collective détermine cet usage normal dont il est souhaitable que le juge tienne compte pour apprécier la lésion, et décider si la disproportion des prestations dans le contrat de travail est anormale (1).

1. La question de lésion dont l'appréciation est ainsi laissée aux juges étant une simple question de fait, il en résultera que les décisions des Tribunaux échapperont au contrôle de la Cour de Cassation. Mais si l'appréciation du fait est en elle-même

§ 3.— *L'exploitation*

L'exploitation consiste dans le fait de profiter abusivement de la situation de faiblesse, de légèreté, d'infériorité économique où se trouve l'un des contractants pour lui imposer des conditions en disproportion avec celles que l'on stipule pour soi-même.

Ainsi donc, grâce à ce troisième élément, le juge n'a plus seulement à tenir compte du vice du consentement, de l'exploité, et de la lésion, il faut également qu'il prenne en considération l'état d'âme, pour ainsi dire, de l'exploiteur ; et il peut paraître assez singulier que dans un système qui en, réalité, fonde la nullité pour lésion sur un vice du consentement, on ne tienne pas compte exclusivement de la volonté de la partie lésée. Cette anomalie apparente peut se justifier.

Tout d'abord si la lésion a sa source, comme le prétendent quelques auteurs, dans un élargissement de la théorie de la violence morale, il n'apparaît pas inutile d'envisager chez la partie qui a usé de violence les manœuvres dont elle a pu se rendre coupable. Il importe également de remarquer, et cette raison

contraire à la loi ; si, par exemple, la nullité du contrat de travail est basée sur une lésion qui ne devait nullement être prise en considération pour déterminer la régularité du contrat, le contrôle de la Cour de Cassation doit reprendre tout son empire.

justifie sans aucun doute le troisième élément de la lésion usuraire, que, sans la condition d'exploitation, on aboutirait à rendre annulable comme usuraire tout contrat de travail qui comporterait une inéquivalence marquée des prestations convenues, assez anormale pour faire présumer le vice du consentement ; c'est à cette conséquence qu'aboutit en réalité le texte définitif de la commission du travail qui n'exige que la lésion comme élément de la nullité (1). Cette conséquence injuste est rendue impossible grâce à la condition de l'exploitation ; et c'est par ce côté que la théorie de la lésion usuraire se distingue de celle du juste salaire que nous avons précédemment rappelée. Une lésion qui se justifierait en quelque sorte, ou plutôt qui s'expliquerait par suite d'un ensemble de circonstances économiques aux quelles on ne peut remédier, et qui serait en même temps exempte de toute idée de spéculation ou d'exploitation de l'état de besion ou de faiblesse de celui qui la subit, ne saurait donc être usuraire et rendre nul le contrat qu'en est entaché. Il n'en était pas de même dans le projet italien de 1902, *l'équa retribuzione* pouvait aussi bien s'entendre du salaire proprement usuraire que du salaire simplement injuste : sans doute les commentateurs du projet opposaient le *salario equo* au *salario giusto* et exigeaient plutôt un salaire convenable ou non usuraire qu'un salaire juste. Mais l'indétermination

1. Comparer les deux rédactions de l'article 4 de l'avant projet relatif au contrat de travail voir les deux formules p. 41 42.

de la formule parut dangereuse et le texte fut, transformé.

D'ailleurs, la prise en considération de la bonne ou de la mauvaise fois de celui qu'on accuse d'exploitation, s'impose si l'on tient compte de ce fait que, bien souvent, l'ouvrier besogneux est prêt à accepter n'importe quelles conditions même usuraires, et se gardera bien de révéler son état au patron auquel il demande du travail, de même que le propriétaire d'un immeuble qui a besoin d'argent a soin de ne pas confier à l'acquéreur qu'il est forcé de vendre à vil prix (1).

A qui maintenant incombera la preuve de l'exploitation ? Elle incombera au demandeur (2), et cette preuve ne lui sera pas refusée même s'il a pris part au déguisement de la convention usuraire. Tous les moyens de

1. Dans la lésion de la vente d'immeuble, la lésion suffit pour donner lieu à rescision ; c'est ce qui la distingue de la lésion dans le contrat de travail, où, comme nous le savons, l'on exige la condition d'exploitation.

2. D'après le rapport de M. Chambon sur le projet de loi du 2 juillet 1906 (art 11), s'il paraît facile de rapporter la preuve de la disproportion des prestations échangées, par contre, celle de l'abus du besoin, de la légèreté ou de l'inexpérience apparaît bien difficile dans la réalité ; et au surplus, toutes les actions en rescision pour cause de lésion prévues par la loi civile ne sont basées que sur la simple constatation de la disproportion des équivalents. « Nous avons donc cru, dit M. Chambon rapporteur, devoir borner les conditions de l'action à cette dernière preuve. » On conçoit toute la différence qui sépare ce système de celui que nous adoptons.

preuve seront admis, la nécessité absolue et la détresse dans lesquelles se trouvait la partie lésée pouvant être considérées comme une force majeure à laquelle elle n'a pu résister; or la force majeure ne peut pas se prouver par écrit; on devra donc autoriser la preuve par témoins et par présomptions. Souvent même, le juge, en présence d'une lésion très grave, sera amené pratiquement à suppléer à la preuve de l'exploitation. Quand cette preuve devra être fournie, elle se réduira, en fait, à celle de la connaissance que le contractant à qui l'on impute l'exploitation a eue de la situation d'infériorité de la victime de la lésion. Etant donné, comme nous l'avons dit, que le plus souvent la partie lésée aura intérêt à ne pas révéler son état de détresse et de besoin, on conçoit que la preuve de l'exploitation chez l'auteur de la lésion sera difficile à administrer; nous ne croyons pas cependant qu'il y ait là raison suffisante pour ajouter une nouvelle présomption à celle que nous avons été obligé d'admettre, et de dire que l'existence du dernier élément de la nullité, à savoir l'exploitation, sera présumée, sauf la preuve contraire, quand la preuve des deux autres éléments, état de faiblesse et lésion anormale aura été faite par la partie lésée, par l'exploité.

En résumé, si nous voulions rattacher notre théorie de la nullité du contrat de travail pour cause de lésion usuraire à l'un des textes ou projets étrangers que nous avons précédemment analysés, ce serait au système adopté par

le projet suisse (art 1036) en tant du moins qu'il s'applique au contrat de travail et en substituant les mots « disproportion anormale » à l'expression « disproportion évidente ».

SECTION III

De la lésion du patron pour l'ouvrier

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que la lésion commise par le patron au préjudice de l'ouvrier ; il nous faut cependant considérer l'hypothèse inverse qui, à raison de la situation respective des deux parties, intervient rarement, mais peut cependant se rencontrer ; nous voulons parler de la lésion du patron par l'ouvrier (1).

Depuis plusieurs années, il est un procédé auquel les syndicats professionnels ouvriers recourent fréquemment dans leur lutte contre le patronat ; c'est la mise à l'index du patron qui refuse de renvoyer des ouvriers non syndiqués ou un contre-maitre dont les ouvriers se plaignent, ou de consentir à telle autre condition imposée par les ouvriers. Appelée à se prononcer sur la légalité de pareils agissements, la jurisprudence a maintes fois décidé que,

1. Voir sur ce point Weiss : *Soziale Frage*. Fribourg 1882, 22^e conférence n° 43 cité par Brants : *op. cit.*, p. 15 note 3. « Un syndicat ouvrier, dit-il, peut dépasser les exigences raisonnables ». L'usure (Wucher), dit Weiss, se conçoit aussi de la part du travail contre le capital. Gerlier, thèse précité p. 162. Hubert-Valleroux. *Bul. Soc. lég. comp.* 1900-1901 p. 218.

par ces pratiques, les syndicats engageaient leur responsabilité et étaient passibles de dommages-intérêts vis-à-vis des ouvriers non syndiqués qu'ils avaient mis dans l'impossibilité de trouver du travail et d'exercer leur profession habituelle(1), surtout si les menaces employées sont inspirées par un esprit de malveillance (2). L'hypothèse de l'exploitation du patron par l'ouvrier peut donc se concevoir ; telle pourrait être notamment l'exploitation du patron en temps de grève (3).

Si nous supposons que le patron, au lieu de déférer aux Tribunaux ainsi que l'y invitent les décisions de jurisprudence rapportées, les faits abusifs de pression sur sa volonté, cède et donne satisfaction au syndicat ouvrier, par exemple, parce que son industrie traverse une crise, on peut se demander s'il ne peut pas y

1. Lyon, 2 mars 1894. *Bul. off. trav.* 1894, p. 207. 15 mai, 1895, *La Loi* 28 mai 1895. Voir une espèce intéressante. Trib. civ. Seine, 6 novembre 1895 rapportée dans la *Revue des Sociétés*, 1896, p. 17. Voir, en ce qui concerne le boycottage, un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis établissant pour un patron chapelier le droit de recevoir des dommages-intérêts des syndicats ouvriers qui avaient boycotté ses produits et l'avaient mis à l'index. La cour leur a appliqué la loi Scherman sur les trusts. Voir *Réforme Economique* 14 février 1908.

2. Cass. civ. 9 juin 1896, *Bul. off. trav.* 1897 p. 535. Cass. 25 juin 1905 *Bul. off. trav.* 1905 p. 319 etc. La responsabilité des syndicats ne sera rendue effective que grâce au développement de leur capacité civile.

3. Voir Dr Jastrøw : « Wucherische Arbeitsverträge » : *Das Gewerbegericht* 1^{er} avril 1901. Colson : *Bul. Soc. ét. lég.* 1907, p. 158.

avoir lésion. Sans doute, tous les éléments constitutifs de la lésion d'après l'article 11, qui ne prévoit pratiquement que la lésion de l'ouvrier, ne se retrouvent pas ; on ne peut évidemment pas prétendre que le syndicat ouvrier a abusé de la légèreté ou de l'inexpérience du patron. Mais l'ouvrier peut abuser du besoin du patron. Ainsi, en 1906, lors des grèves agricoles qui ont éclaté en Seine-et-Marne dans l'arrondissement de Meaux, les ouvriers agricoles de cette région unis aux ouvriers belges, dénonçant les conventions régulières qui les liaient avec les cultivateurs, ont formulé leurs revendications au moment le plus propice pour leur réussite, c'est-à-dire à l'époque de la moisson, à une époque où la main d'œuvre est indispensable, où le retard de quelques jours peut causer la ruine d'un grand nombre de cultivateurs. Les patrons ont cédé, les salaires ont été augmentés dans des proportions parfois considérables ; il le fallait bien pour sauver la récolte. Le consentement des patrons n'a pas été, dans ces circonstances, donné librement pas plus que n'a été donné librement le consentement de l'ouvrier réduit par la misère à accepter des conditions de travail usuraires. De même, lorsqu'une grève industrielle réussit, et que le syndicat ouvrier passe un contrat collectif avec un patron, ce dernier sera très souvent la partie la plus faible. Une grève longue aura diminué sa force de résistance. Il sera disposé à accepter des conditions de travail même très onéreuses, car une lutte à outrance, la résistance opiniâtre aux prétentions,

du syndicat ouvrier, c'est la fermeture définitive de l'usine, la mévente, alors que cependant le service des capitaux énormes engloutis dans l'industrie doit être régulièrement assuré (1).

Comment déterminer cette lésion qui peut, dans certains cas, exister au préjudice du patron ? Dira-t-on qu'il n'y aura lésion que si les ouvriers ont imposé au patron des conditions en désaccord choquant avec les conditions habituelles de la profession ? Il est certain qu'on ne peut transporter ici les règles établies par l'ar-

1. Les grèves agricoles ont une tendance à se généraliser en France et ont provoqué de la part des patrons des groupements professionnels destinés à combattre la grève, à s'assurer contre les risques qu'elle fait courir. Voir : « Les récentes grèves agricoles » *Réf. sociale* 16 juillet 1907 « L'organisation patronale contre les risques de grève » *Réforme sociale* 1^{er} juin 1907, 1^{er} et 16 juillet 1907. Sur la nécessité de respecter le contrat de travail dans l'agriculture plus scrupuleusement que dans les autres branches du travail : voir C^{te} Joseph Mailath : La question ouvrière dans l'exploitation agricole : *Revue d'Economie politique* juin 1907. Les patrons usent maintenant d'un moyen nouveau pour résister aux grèves, « ils déménagent » comme cela s'est produit à Fougères. Voir ce point Léon de Seilhac : Revue des questions ouvrières et de prévoyance dans la *Revue politique et parlementaire*, 10 février 1908. On trouve dans cet article un aperçu intéressant d'un nouveau genre de grève « la grève en travaillant » qui donne la mesure des moyens ingénieux auxquels peuvent avoir recours les ouvriers, et le procédé imaginé par M. Mildé, grand industriel électricien, pour lutter contre les grèves continuelles. C. f. : La folie des grèves par M. P. Vergne. *Réforme Economique*, 26 juillet et 9 août 1907 : à propos d'une grève ayant éclaté dans la filature de MM. Morel à Saint-Quentin à la suite d'une augmentation de salaire.

article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906 qui visent surtout la lésion de l'ouvrier, malgré la généralité des termes. Tout d'abord, le patron qui se plaint de lésion peut être, dans la région, le seul à exercer une profession déterminée ; le terme de comparaison manquera au juge. Même si plusieurs industries similaires existent dans une région déterminée, il peut arriver que telles conditions de travail imposées à un patron et considérées comme lésionnaires ne causent aucun préjudice à d'autres patrons, eu égard aux circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouve leur industrie, soit temporairement (concurrence limitée, marchés à terme très avantageux etc.), soit même d'une manière continue (capitaux fixes ou circulants procurés à intérêts minimes, population ouvrière très dense, matières premières acquises pour longtemps à des conditions avantageuses, etc.).

Faudra-t-il dès lors faire une moyenne ? Sur quelles bases y procéder ? A quelle limite faut-il s'arrêter pour découvrir ce besoin, ce « nothlage » dont parle l'article 138 du Code civil allemand envisagé par rapport à l'ouvrier. Ce sont là les questions qu'il faudra résoudre le jour où « des syndicats ou des comités plus oppressifs que les anciennes corporations appliqueront aux individus les lois de la majorité, et, pour cela, emploieront tous les moyens de contrainte, même les moins justifiables (1) ».

1. M. Eugène d'Eichthal. « La liberté du travail et l'oppression des majorités ou des minorités » : Paris, Alcan, 1908, avant-propos.

CHAPITRE VI

Conséquences ou effets de la lésion reconnue

SECTION I

La nullité résultant de la lésion reconnue est-elle absolue ou relative ?

Lorsqu'un contrat de travail aura été reconnu lésionnaire par les tribunaux moyennant les conditions et les preuves que nous venons d'étudier, il sera déclaré nul et cette nullité engendrera des conséquences importantes ; elle aura cet effet de délier l'ouvrier lésé des obligations qu'un contrat de travail normal eut fait naître ou maintenues au profit d'un patron probe et honnête — et aussi de donner à l'ouvrier exploité une action en dommages-intérêts contre l'auteur de la lésion. Avant d'examiner les conséquences de la nullité, il est nécessaire de prendre parti sur le caractère que revêt cette nullité du contrat de travail usuraire.

Nous avons vu, en cherchant à dégager sur quel fondement il convenait de faire reposer la lésion usuraire,

qu'il était possible de recourir à deux conceptions : l'une qui n'est en réalité que l'application du principe formulé par l'article 6 du Code civil et de la nullité pour violation de l'ordre public ; l'autre qui s'appuie sur une interprétation d'ailleurs élargie de l'article 1111 du Code civil et engendre une nullité pour violence morale. La nullité qui découle de ces deux conceptions, revêt un caractère différent suivant qu'on adopte l'une ou l'autre.

S'agit-il d'une nullité pour violation de l'ordre public ? la nullité est absolue avec toutes ses conséquences logiques — droit à l'invoquer pour toute personne intéressée, impossibilité de confirmer la nullité soit expressément, soit tacitement, inefficacité de la prescription extinctive. S'agit-il au contraire d'une nullité pour violence morale, d'une nullité pour vice du consentement ? alors, la nullité est relative ; seule pourra l'invoquer la partie au profit de laquelle elle a été édictée, la nullité pourra être confirmée soit expressément, soit tacitement, elle pourra être couverte par un certain laps de temps.

Il convient de choisir entre ces deux nullités. Le choix sera d'autant plus facile que nous nous sommes déjà prononcé sur le fondement de la lésion. « Il ne semble guère, ainsi qu'on l'a dit très justement, qu'il y ait lieu d'édicter une nullité absolue quand il s'agit de la protection unilatérale d'une des parties seulement » (1). Il est d'ailleurs dangereux de faire intervenir l'idée d'or-

1. Saleilles. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 217.

dre public dans l'appréciation d'un contrat auquel on n'a à reprocher que la disproportion des équivalents.

Les auteurs du Code civil allemand eux-mêmes, bien qu'ayant donné comme fondement à la lésion usuraire l'ordre public et les bonnes mœurs, ont reculé devant toutes les conséquences politiques que pouvait entraîner logiquement le développement d'un principe aussi rigoureux ; mais ils en ont tiré les conséquences juridiques. Le Code civil allemand ne s'attache pas au vice du consentement en lui-même ; il considère le scandale produit par l'exploitation d'un individu ; et ce scandale, il l'envisage du côté de l'exploiteur et non du côté de l'exploité. Il ne peut donc dans ce système intervenir une ratification d'un contrat nul de nullité absolue, même si cette ratification intervient postérieurement au contrat nul, et en pleine liberté, elle sera inopérante, car on ne peut confirmer un contrat qui, en soi, choque l'ordre public et les bonnes mœurs. De même, cette nullité radicale qui entache un contrat de travail usuraire ne pourra se couvrir par aucun laps de temps. Ce système est adopté par le Code civil allemand et le projet de Code civil Hongrois. Il est facile, à l'examen de ces conséquences strictement logiques, de voir les inconvénients pratiques auxquels conduirait l'adoption de la nullité absolue. La sécurité des transactions, la stabilité des affaires exigent que la nullité soit invoquée par les parties lésées dans un délai relativement bref, et que chaque contractant ne soit pas indéfiniment sous le coup

d'une menace de nullité, sauf à rechercher ensuite dans quel laps de temps il faut renfermer l'action en nullité pour lésion usuraire.

La commission d'études législatives ne s'est pas prononcée nettement sur le caractère de la nullité (1). Toutefois M. Perreau, dans son rapport oral, dit qu'il s'agit d'un élargissement de la théorie de la lésion envisagée comme vice du consentement (2). La nullité serait donc relative comme dans le système du projet suisse, mais on a laissé aux Tribunaux le soin, conformément au droit commun, de tirer les conséquences de l'illicéité de toute clause insérée dans le contrat de travail, même au point de vue du caractère de la nullité. On verra par la suite les intérêts attachés à cette question du caractère de la nullité que nous estimons être une nullité relative.

SECTION II

Une clause illicite insérée dans un contrat de travail est-elle nulle seule ou rend-elle nul le contrat de travail tout entier ?

La question du caractère de la nullité — qui était en

1. « Il appartiendra aux tribunaux, conformément au droit commun, de tirer toutes les conséquences du principe posé, notamment au point de vue du caractère de la nullité encourue ou des dommages-intérêts dus à la partie victime de l'abus. » M. Perreau, *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 85.

2. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 84. Voir toutefois le rapport écrit. *Bull.* 1905, p. 503 et 513.

quelque sorte une question préjudicielle — étant tranchée dans le sens d'une nullité relative, une autre se présente avant d'étudier les conséquences de la nullité — et dont la solution n'est pas sans offrir certaines difficultés.

Si une clause illicite, de la nature de celles qui sont prohibées par l'article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906, est insérée dans un contrat de travail, cette clause seule est-elle frappée de nullité, le contrat de travail restant valable ? ou, au contraire, le contrat de travail tout entier doit-il être déclaré nul ? Un ouvrier a conclu avec son patron un contrat de travail complexe dans lequel ce patron lui a imposé une clause exceptionnelle, usuraire, qui aboutit à lui enlever une grande partie du profit de l'opération intervenue. Sera-t-il admis à ne critiquer que les causes préjudiciables à ses intérêts et desquelles il résulte notoirement que le patron a abusé de son besoin, de sa légèreté ou de son inexpérience et lui a imposé des conditions en désaccord choquant, soit avec les conditions habituelles de la profession et de la région, soit avec la valeur ou l'importance des services engagés ? Sera-t-il obligé, pour faire disparaître du contrat une lésion partielle, de s'attaquer à la totalité de la convention ?

On chercherait en vain réponse à cette question dans le texte même de l'article 11 et dans les explications qui ont été fournies sur cet article, soit à la Société d'études législatives, soit dans l'exposé des motifs du projet de

loi du 2 juillet 1906. Nous n'avons pu trouver dans la jurisprudence sur le contrat de travail que de rares décisions concernant directement ou indirectement cette difficulté. Dans un arrêt du 27 avril 1906, la Cour de cassation a décidé que la clause d'un contrat de travail qui impose un travail d'une durée prohibée par la loi est nulle et rend nul le contrat qui en dépend (Loi du 30 mars 1900 et art. 1172 du C. civ. (1). Dans une matière différente de celle du contrat de travail, mais s'y rattachant cependant par un certain côté, puisque, de plus en plus aujourd'hui, l'on compare l'ouvrier à un mineur — nous voulons parler de la rescision pour cause de lésion des engagements contractés par le mineur — les tribunaux se sont divisés sur le point de savoir si le mineur émancipé, agissant en rescision pour lésion contre une convention passée par lui sans le consentement de son représentant légal, peut être admis à fractionner les clauses d'un contrat formant un ensemble indivisible, et à réclamer en même temps l'annulation d'une de ces clauses et le maintien des autres (2). Il est certain que le résultat de l'action en nullité, l'anéantissement total de l'acte annulable, dépasserait le but que le législateur se propose

1. D. 1907. 1. 97 voir la note de M. Petit.

2. Dans le sens du maintien partiel de la convention voir Paris, 8 juillet 1882. D. 83. 2. 93. — Cf. Paris, 31 juillet 1907. *Le Droit*, 27 septembre 1907. — Dans le sens de la nullité totale de la convention : voir Grenoble, 25 juillet 1893 sous Cass. civ. 4 février 1896. D. 96. 1. 580. — Cass. 13 février 1906. D. 1907. 1. 33 note de M. Planiol.

dans l'article 11 « et que l'excès de protection se retournerait comme toujours contre celui que l'on veut protéger » (1).

Pour justifier cette appréciation, analysons l'espèce sur laquelle la Cour de cassation a été appelée à statuer le 27 avril 1906. Une clause imposant une durée de travail prohibée par la loi est insérée dans un contrat de travail ; cette clause est évidemment nulle comme contraire à la loi du 30 mars 1900. Qu'arrivera-t-il si l'ouvrier qui, d'ailleurs, approuve le contrat et réclame son maintien sauf celui de la clause abusive relative à la durée du travail, demande aux tribunaux de prononcer la nullité de ce contrat de travail ? Si l'on décide que la réussite de l'action en nullité a pour effet, non seulement de rendre nulle la clause inériminée, mais encore d'annuler le contrat de travail tout entier, l'ouvrier renoncera le plus souvent à demander la nullité, d'autant plus, peut-on ajouter « qu'il sera rare que l'ouvrier exploité ait l'indépendance nécessaire pour demander à la justice la rescision du contrat de travail qu'il a subi » (2) ; et l'on aboutira à ce résultat que le patron qui aura traité avec lui pourra impunément abuser du besoin et de la misère dans lesquels se trouvait l'ouvrier. « Une pareille solution est évidemment contraire aux idées modernes qui tendent à approprier le plus possible les règles juridi-

1. M. Planiol note sous Cass., 13 février 1906 précité.

2. M. R. Jay : La lésion dans le contrat de travail *Rev. pop. d'Econ. soc.* février 1907.

ques aux besoins pratiques qu'elles sont destinées à satisfaire. » (1).

En réalité, on ne doit annuler que ce qui est vicié. L'article 1172 du Code civil peut être considéré comme la règle que l'on doit suivre en ces matières, et nous pouvons l'appliquer à la lésion dans le contrat de travail. Cet article 1172 commence par décider que la condition immorale, illicite ou impossible est nulle en elle-même, et il ajoute qu'elle rend nulle la convention qui en dépend. Si donc l'ensemble de la convention ne dépend pas de la clause annulée, cette clause seule doit disparaître frappée de nullité, et le surplus de la convention rester valable et produire effet. L'article 1227 du Code civil relatif aux effets de la nullité de la clause pénale à l'égard de l'obligation principale, peut aussi être invoqué en ce sens. On peut donc établir les deux règles suivantes : 1^o lorsque, dans l'intention des parties toutes les stipulations d'un contrat de travail sont intimement liées entre elles, et que les unes sont la cause déterminante des autres, de manière à former un ensemble indivisible, la nullité des clauses illicites invalide les clauses licites et le contrat de travail doit être annulé pour le tout ; 2^o au contraire, lorsque cette indivisibilité intentionnelle n'existe pas, chacune des parties du contrat de travail peut suivre son sort particulier. Quant à la détermination de l'autorité qui aura le pouvoir souve-

1. M. Planiol, note précitée.

rain d'apprécier, d'après les circonstances et l'intention des parties, si les diverses clauses d'un même contrat de travail sont susceptibles d'une exécution séparée, c'est évidemment aux juges du fond qu'il faut, suivant la règle générale, s'en remettre de ce soin.

Reprenons l'exemple précédemment proposé, et faisons à l'espèce tranchée par la Cour de cassation le 27 février 1906 application de ces principes. S'il résulte de l'intention des parties que la stipulation de la durée du travail a été la cause déterminante du contrat, alors le contrat tout entier tombera et inversement ; mais la Cour de cassation n'a même pas envisagé cette question. Elle a déclaré que le contrat qui dépendait de la clause envisagée était nul ; elle a affirmé, sans aucune démonstration, que le contrat dépendant de la clause stipulant une durée de travail illégale est nul tout entier. Pourtant les annulations partielles sont fréquentes même dans les contrats complexes. Le contrat de travail lui-même en offre un exemple frappant : quand la loi défend aux parties de renoncer au droit de demander une indemnité en cas de renvoi injustifié, elle annule seulement cette renonciation et non le contrat tout entier.

En résumé le système de la nullité totale du contrat de travail ne se comprend que quand la lésion de l'ouvrier résulte d'une clause essentielle du contrat qu'on ne peut rendre nulle sans ruiner la convention tout entière.

C'est en définitive le système qui a été adopté par l'ar-

ticle 139 du Code civil allemand aux termes duquel :
« lorsqu'une partie d'un acte juridique est nulle, l'acte juridique tout entier est nul, s'il n'y a pas lieu d'admettre que, même sans la partie qui se trouve nulle, l'acte eut été encore accompli » (1).

SECTION III

Conséquences directes ou indirectes de l'annulation du contrat de travail usuraire

Parmi les conséquences directes ou lointaines qui découlent logiquement de l'annulation du contrat de travail entaché de lésion usuraire, il en est qu'il convient d'énumérer de suite à raison de leur importance pratique.

L'effet le plus considérable de la nullité aboutit à libérer la partie lésée des obligations qu'un contrat de travail normal lui eût imposées. Le contrat de travail est-il à durée déterminée ? la partie lésée, pratiquement l'ouvrier, pourra le rompre sans attendre l'arrivée du terme. Est-il à durée indéterminée ? l'ouvrier n'aura pas besoin de respecter les délais de prévenance pour rompre un engagement qui lui préjudicie. L'ouvrier actionné en dommages-intérêts pour brusque départ par le patron,

1. Voir Code civil allemand traduit par MM. Bufnoir, Challa-mel, etc. Tome 1^{er}, p. 156.

paralysera cette action par l'exception tirée de la nullité du contrat de travail lésionnaire ; c'est l'hypothèse sur laquelle a été appelé à statuer le tribunal industriel de Stuttgart le 20 avril 1900 (1). Et l'on ne saurait être arrêté par cette considération qu'à la différence de la nullité prononcée par le Code civil allemand, qui est une nullité absolue, nous avons adopté la thèse de la nullité relative ; qu'en conséquence le contrat annulable étant en principe valable jusqu'à l'annulation, la partie lésée ne peut, sans encourir une condamnation à des dommages-intérêts, rompre le contrat de travail avant que la justice ait prononcé cette rupture. En effet, pratiquement, la nullité relative une fois prononcée par le tribunal aboutit par certains côtés aux mêmes conséquences que la nullité absolue. D'autre part, comme nous venons de le dire, la partie lésée actionnée par son contractant en exécution du contrat de travail ou en dommages-intérêts opposera par voie d'exception la nullité du contrat de travail pour cause de lésion, et si l'exception de nullité est admise par le juge, le résultat sera identique à celui auquel aboutit la législation allemande avec la nullité absolue.

La faculté donnée à la victime de la lésion de recouvrer sa liberté est évidemment la conséquence la plus importante qui découle de la nullité, car, bien souvent, et dans le but d'éviter les difficultés et les lenteurs d'un

1. *Das Gewerbegericht* 1^{er} avril 1901. voir *suprà*, p. 94.

procès, l'ouvrier préférera rompre le contrat de travail plutôt que d'en poursuivre la nullité pour cause de lésion devant les tribunaux.

Il nous faut cependant insister également sur une autre conséquence de la nullité, à savoir la possibilité pour la partie lésée de réclamer des dommages-intérêts après avoir fait prononcer judiciairement la nullité. La rupture du contrat de travail usuraire a pour but de limiter le préjudice souffert et d'y mettre un terme : l'action en dommages-intérêts est destinée à réparer ce préjudice. Du côté de l'ouvrier, cette action en dommages apparaît comme une action en complément de salaire ; dans les cas très rares où le patron agira en nullité, cette action pourra être qualifiée à son égard d'action en répétition de l'indû.

Mais, avant d'entrer plus avant dans l'examen de cette action en nullité comportant une allocation possible de dommages-intérêts à l'ouvrier, n'est-il pas indispensable de se demander si l'ouvrier exploité aura l'indépendance nécessaire pour poursuivre en justice la rescision du contrat de travail usuraire qu'il a subi ? « C'est là en effet une objection qui peut être faite à toute loi destinée à protéger l'ouvrier, lorsque cette loi se cantonne sur le terrain du pur droit civil » (1), et c'est la raison qui avait déterminé M. Van der Smissen à insérer dans le Code Pénal un texte punissant de peines correctionnelles très sévères l'exploitation habituelle des ouvriers (2).

1. M.-R. Jay : La lésion dans le contrat de travail. *Rev. pop. d'écon. soc.* Février 1907.

2. Voir *supra*, page 73.

On peut donc se demander si, au nom de l'intérêt professionnel en jeu, « le syndicat professionnel ne devrait pas être admis à se substituer à l'ouvrier exploité et à réclamer en son lieu et place la sentence libératrice » (1). D'après, la jurisprudence de la Cour de Cassation, le droit d'ester en justice est reconnu aux syndicats professionnels à la condition qu'ils poursuivent « la défense des intérêts généraux et collectifs de la profession et le droit d'action leur est refusé au contraire lorsqu'il s'agit uniquement de la défense des droits individuels de leurs adhérents » (2). Ne peut-on pas dire que la répression de la lésion usuraire dans le contrat de travail n'est qu'une des formes, l'un des aspects, et non des moins considérables, de la défense des intérêts généraux et collectifs de la profession. L'ouvrier, à qui une violation de la convention qui le lie au patron cause un préjudice certain, hésite souvent à en demander réparation par crainte des frais, des ennuis, et des représailles auxquels s'expose tout plaideur ; mais l'ensemble des intérêts lésés par la répétition des infractions, par l'acceptation de salaires de

1. M. R. Jay : article précité note.

2. Voir cette jurisprudence dans la note sous Cass. : 27 juil., 1907. *Gaz Pal.*, 1907, p. 323 et sous Paris 21 nov. 1907. *Le Droit* 17 et 18 févr., 1908. Un récent arrêt de la Cour de Cassation du 19 février 1908 (*Le Droit*, 5 mars 1908) vient de décider que le président d'un syndicat professionnel est recevable à agir en justice alors même qu'il n'agit qu'en raison de faits causant un préjudice particulier à quelques membres de ce syndicat.

famine, par l'insertion dans les règlements d'atelier de clauses usuraires, etc., « est assez important pour que le syndicat n'hésite pas à faire juger la question à ses frais, sur une espèce, et c'est pourquoi il importe de lui en donner le droit » (1). Aussi l'article 54 du projet de la Commission d'études législatives dispose que « les syndicats qui sont intervenus comme partie à la convention collective peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs membres, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé, pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer. L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le syndicat. Le syndicat peut également intervenir dans toute instance engagée par un de ses membres pour obtenir la réparation du préjudice causé par une violation de la convention, en raison de l'intérêt collectif que la solution du litige présente pour tous les autres ». Le projet de loi du 2 juillet

1. Voir le rapport de M. Colson sur les conventions collectives relatives aux conditions du travail présenté à la commission : *Bull. soc. ét. lég.*, 1907, p. 207. Sur le contrat collectif du travail et notamment sur le droit pour le syndicat d'agir en justice voir Escarra : *Étude sur la recevabilité des recours exercés par les syndicats et les groupements analogues*. Thèse Paris, 1907, (consulter spécialement les pages 139 et suiv. relatives à la distinction entre le droit et l'intérêt. Morin : *Le contrat collectif d'après la jurisprudence et les législations étrangères* » *Bull. Soc. ét. lég.*, 1907, p. 216. Barthélémy Raynaud : « *Note sur le chapitre V du projet relatif au contrat de travail.* » *Bull. Soc. ét. lég.*, 1907, p. 421.

1906 (art. 20), spécifie que le droit pour le syndicat d'agir en justice au nom de l'un de ses membres ne peut être exercé qu'avec le consentement de l'intéressé. La Commission d'études législatives a pensé, non sans raison, que la nécessité de ce consentement rendrait la disposition lettre morte. « La commission, dit M. Colson, n'exige pas un acte du syndiqué pour habiliter le syndicat à agir en son lieu et place ; mais il lui a paru impossible d'admettre qu'une action soit exercée par un tiers, en son nom, sans qu'il ait été averti et sans qu'il ait la faculté de s'y opposer ; il peut fort bien arriver, en effet, qu'il ait personnellement connaissance de circonstances qui ne lui permettent pas, en conscience, de laisser intenter le procès, ou qui lui fassent craindre que ce procès ne l'expose à des demandes reconventionnelles » (1). L'article 54 du projet de la commission donne le droit d'intervenir au procès à l'ouvrier lésé de façon à ce que cet ouvrier dont le syndicat a pris la cause en main ne soit pas exposé à voir ses intérêts mal défendus ou compromis par des représentants violents ou maladroits.

Quelle est maintenant le fondement de l'action en dommages-intérêts consécutive à l'action en nullité du contrat de travail usuraire que nous accordons tant à l'ouvrier lésé qu'au syndicat dont il est membre ?

L'idée d'une faute, d'un délit ou d'un quasi-délit civil commis par l'auteur de la lésion est la première qui

1. M. Colson : rapport précité. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1907, p. 207.

s'offre à l'examen. On pourrait, en effet, considérer l'exploitation de l'ouvrier comme une sorte de délit civil tombant sous le coup de l'article 1382 du Code civil, et obligeant celui qui s'en est rendu coupable à réparation, ou mieux encore comme engendrant la responsabilité contractuelle spéciale découlant du pacte de garantie tacitement annexé à toute convention dans notre droit français.

La réparation à laquelle aurait droit la victime de la lésion serait-elle différente suivant le fondement sur lequel on la fait reposer ? On le prétend, en disant que l'action en dommages-intérêts basée sur l'article 1382 aurait pour résultat de faire accorder au gagnant tout ce qui constituerait l'intérêt contractuel positif, c'est-à-dire l'intérêt que le demandeur, l'ouvrier exploité aurait eu à une exécution conforme à la bonne foi, tandis que, fondée sur l'idée de *culpa in contrahendo*, l'action en dommages-intérêts donnerait droit seulement à l'équivalent de l'intérêt négatif, au *negative vertragsinteresse* de Ihering, c'est-à-dire à l'intérêt que l'ouvrier aurait eu à ne pas s'engager. Par exemple l'ouvrier devrait établir dans cette dernière conception « que sans l'exploitation dont il a été victime, il aurait pu trouver à travailler dans de meilleures conditions et que c'est par le fait abusif du patron qu'il a ainsi manqué l'occasion qui se serait offerte » (1).

1. Voir Saleilles. *Bul. Soc. ét. lég.*, 1906, p. 229 note. — Gerlier. Thèse précitée, p. 201.

Ainsi, on ne prendrait pas en considération, dans le système qui fonde l'action en dommages-intérêts sur l'idée d'un délit ou quasi-délit civil, le préjudice direct causé au contractant lésé, l'écart entre le salaire payé et celui que le patron aurait dû normalement payer ; mais le demandeur à l'action en dommages-intérêts devrait faire la preuve qu'il était en mesure, alors qu'il était dans les liens de la convention usuraire, de s'engager avec tel autre employeur déterminé, à un **taux** de salaire plus élevé, — qu'ainsi il a subi indirectement une perte par le fait de son engagement lésionnaire, cette perte étant la différence existant entre le salaire réellement reçu et celui qu'il aurait pu recevoir.

Cette distinction, en notre matière, ne nous paraît pas fondée. En admettant en effet, ce que nous ne croyons pas, que la créance d'indemnité dont profite le bénéficiaire de la nullité constitue une conséquence importante de la lésion reconnue, les règles d'après lesquelles le juge se prononcera pour fixer le **taux** de l'indemnité seront sensiblement et pratiquement les mêmes, quelque soit le fondement sur lequel on veuille faire reposer l'allocation de dommages-intérêts à l'ouvrier lésé.

Comment fera le juge pour connaître le salaire normal qu'aurait dû payer le patron auteur de l'exploitation ? Suivant une conception que nous avons d'ailleurs repoussée, le juge s'en référera instinctivement à l'usage ; il verra si le patron a imposé à l'ouvrier qui se prétend lésé des conditions en désaccord avec les conditions

habituelles de la profession et de la région. Suivant une autre conception adoptée par le projet de loi du 2 juillet 1906, le juge statuera *ex æquo et bono* en comparant le salaire reçu, les conditions du travail avec la valeur ou l'importance des services engagés. On voit très bien l'intérêt que l'ouvrier, s'il n'avait pas été victime de l'exploitation, aurait eu à s'engager chez d'autres patrons plus honnêtes qui forment encore la majeure partie de la classe patronale ; mais on ne comprend pas la prétention de l'ouvrier à affirmer qu'il devait s'engager chez tel patron déterminé, moyennant tel tarif déterminé qui serait le plus souvent un tarif de faveur promis par un patron concurrent et jaloux. Cette pratique entraînerait de nombreux abus quoique logiquement, dans certains cas, la prétention de l'ouvrier puisse être conforme à la réalité des faits ; d'ailleurs la difficulté de la preuve en ces matières où l'échange de conventions verbales seules tient lieu le plus souvent d'écrit aboutit à enlever toute importance à ce système. Ajoutons que les dommages-intérêts alloués à l'ouvrier victime de la lésion et ayant obtenu la nullité du contrat de travail, comprendront non seulement, comme nous venons de le dire, une certaine somme à titre de complément de salaire (1), au cas de

1. Le patron pourra donc paralyser l'action en nullité et en dommages-intérêts en offrant à l'ouvrier lésé une somme déterminée à titre de complément de salaire ou en supprimant d'un règlement d'atelier les clauses dénoncées comme usuraires. Cf. les principes applicables à la rescision de la vente pour cause

salaire insuffisant, mais encore une indemnité à arbitrer par le juge à raison de la difficulté que rencontrera l'ouvrier au sortir du prétoire à engager ses services chez d'autres patrons. On peut juger, à la méfiance que témoignent les patrons vis-à-vis d'un ouvrier syndiqué, quelles difficultés rencontrera à se replacer l'ouvrier gagnant dans une instance en nullité et en dommages-intérêts.

On peut également signaler d'autres conséquences de la nullité prononcée pour lésion dans le contrat de travail ; à vrai dire, ce sont plutôt des conséquences indirectes, des répercussions de l'action en nullité ; mais ces répercussions n'en sont ni moins importantes, ni moins intéressantes. Nous ne citerons, à titre d'indication, que celles qui se présentent normalement et dans un grand nombre de contrats. Ainsi l'ouvrier lésé pourra retenir l'objet dans lequel il a incorporé son travail tant que le patron n'aura pas complété le salaire qu'une décision judiciaire a déclaré, sur sa demande, insuffisante (1). Au cas d'accident du travail, si le contrat qui liait l'ouvrier au patron et le soumettait ainsi à la législation des accidents vient à être déclaré nul pour

de lésion de plus des sept douzièmes et à la rescision du partage pour cause de lésion de plus du quart, ainsi que le § 934 du Code civil autrichien.

1. L'ouvrier chargé d'un travail a le droit, aux termes de la jurisprudence, de retenir l'objet dans lequel il a incorporé son travail et de refuser de le livrer si on ne lui paie pas son salaire. — Voir notamment Cass., 13 mai 1860. D. 61. 1. 328. S. 61. 1. 865.

cause de lésion, il n'y aurait pas lieu à retirer à cet ouvrier victime d'un accident du travail le bénéfice des dispositions de la loi du 9 avril 1898 ; et si au cours d'une instance en complément de salaire, l'ouvrier demandeur est victime d'un accident du travail, on devra surseoir à statuer sur l'allocation de l'indemnité forfaitaire, puisque, si l'action en complément de salaire réussit, la rente allouée à l'ouvrier d'après la loi de 1898 étant nécessairement calculée sur le salaire gagné au moment de l'accident, atteindra par suite un taux plus élevé. De même, en ce qui concerne la saisie-arrêt des petits salaires et traitements de la loi du 12 janvier 1895, si le patron qui a déjà reçu l'exploit de saisie-arrêt et qui est actionné en complément de salaire s'engage à fournir à l'ouvrier ce complément de salaire pour éviter la nullité du contrat de travail et sa condamnation à des dommages-intérêts, la saisie-arrêt frappera immédiatement ce complément de salaire.

Enfin il est à peine besoin d'ajouter que l'inexécution par l'ouvrier d'un contrat de travail entaché de lésion ne peut donner lieu contre lui à une action en dommages-intérêts (1).

1. Voir Cass., 27 avril 1906. D. 1907. 1. 97, note de M. Petit. — On se représente difficilement à l'heure actuelle l'idée d'un patron actionnant un ouvrier en dommages-intérêts et en remboursement de salaires trop considérables versés à la suite de lésion dont il aurait été victime. Cette hypothèse pourra cependant trouver sa réalisation fréquente quand les syndicats pro-

SECTION IV

Confirmation de l'action en nullité

Nous avons admis que la reconnaissance de la lésion dans le contrat de travail n'entraînait comme sanction que la nullité relative, à la différence de ce que décident le Code civil allemand et le projet de Code civil hongrois, et nous avons fondé pour partie cette nullité sur un défaut de liberté dans le consentement chez la partie lésée. La volonté qui faisait défaut lors de la conclusion du contrat ne peut-elle pas apparaître alors que les soucis de l'existence et du lendemain qui tenaillaient l'ouvrier se sont dissipés, et que la partie lésée n'est plus à la merci de l'exploiteur ? Le contrat de travail entaché de lésion pourra-t-il être confirmé par l'ouvrier, soit

fessionnels fortement constitués fourniront quelque garantie pécuniaire. Alors on pourra envisager le cas d'une action en dommages-intérêts exercée par le patron contre le syndicat qui lui aura fourni des ouvriers et qui, dans la stipulation du taux du salaire, aura abusé de son besoin dans les conditions que nous avons précédemment exposées. On pourrait voir une réparation suffisante du préjudice causé au patron dans la continuation à titre gratuit du travail pendant une durée déterminée imposée aux ouvriers sous peine d'astreinte. — Voir à titre d'indication un jugement relatif au contrat d'apprentissage du Tribunal de paix de Drulingen (Bas-Rhin), 18 oct. 1865. D. 66. 3. 104.

expressément par un acte volontaire postérieur au contrat, soit tacitement par l'exécution matérielle ? Si un certain laps de temps à déterminer s'écoule depuis la conclusion du contrat de travail entaché de lésion sans que l'ouvrier ait argué ce contrat de nullité, celui-ci pourra-t-il indéfiniment déduire son action en justice sans se voir opposer la prescription extinctive des actions en nullité ?

Ce sont là autant de questions délicates qui n'ont été tranchées ni par la commission d'Etudes législatives ni par le législateur dans son projet de loi du 2 juillet 1906. et qu'il importe d'autant plus de mettre en lumière qu'elles intéressent le fonctionnement pratique de l'action en nullité pour lésion.

On sait que, de droit commun, la confirmation de l'action en nullité n'est possible que si, 1^o d'une part, la personne qui confirme l'acte annulable a une connaissance spéciale du vice qu'il s'agit de réparer, et si, 2^o d'autre part, la confirmation intervient à un moment tel que cette personne soit elle-même exempte du vice qui atteint l'acte à confirmer (art. 1338 Code civil).

C'est précisément l'examen de cette deuxième condition qui souffre quelque difficulté en notre matière. L'ouvrier exploité ne pourra pas confirmer la nullité résultant de la lésion tant qu'il sera sous l'empire du besoin, de la légèreté ou de l'inexpérience qui l'ont amené à souscrire un contrat de travail usuraire ; mais ce temps pen-

dant lequel il ne pourra confirmer la nullité ni expressément, ni tacitement est difficilement appréciable.

Le mode habituel de confirmation consiste dans l'exécution volontaire de l'acte fait en pleine capacité et en pleine connaissance de cause (art. 1338 C. civil). Peut-on prétendre que l'exécution du contrat de travail entaché de lésion pendant un certain laps de temps vaut confirmation de la nullité? Si, après sa sortie de l'usine, l'ouvrier demande des dommages-intérêts ou un complément de salaire en soutenant devant un tribunal que le patron lui a imposé des conditions de travail usuraires, ce patron pourra-t-il rejeter cette demande en se fondant sur ce fait que l'ouvrier, en continuant régulièrement son travail sans aucune protestation ni réserve, doit-être considéré comme ayant renoncé à l'action et confirmé la nullité? Dans une espèce voisine de celle que nous envisageons — il s'agissait d'inobservation par un patron des conditions d'embauchage arrêtées d'un commun accord — le tribunal de paix d'Ivry-sur-Seine, a décidé le 6 mars 1907 (1), qu'il y avait lieu d'admettre que à l'ouvrier pouvait continuer de rester au service d'un patron qui manquerait au contrat, sans que son séjour à l'usine put être considéré comme une acceptation tacite des conditions de travail subies. En effet, l'ouvrier peut être retenu au service du patron par la crainte d'un chômage prolongé au cas de rupture du contrat de travail, et

1. *La Loi*, 19 mars 1907.

réserver sa réclamation pour le temps où le travail aura pris fin par suite de congédiement ou de départ volontaire. Les conclusions auxquelles est arrivé le Tribunal de Paix d'Ivry-sur-Seine nous paraissent exactes ; mais on ne peut se dissimuler combien il est grave de donner à l'ouvrier lésé, même lorsqu'il est resté très longtemps au service du patron qu'il accuse d'exploitation, le droit d'attaquer en nullité pour cause de lésion un contrat de travail sous l'empire duquel il a vécu, qu'il a ainsi accepté et ratifié, et l'on aperçoit immédiatement l'utilité d'une prescription extinctive de l'action en nullité pour lésion usuraire.

Toutefois, il y aurait peut-être lieu de trouver dans les raisons sur lesquelles le Tribunal de Paix d'Ivry a étayé son jugement des motifs d'adopter un système différent. L'idée qui domine le jugement du 6 mars 1907 est la suivante : « la liberté accordée à l'ouvrier de dénoncer le contrat de travail à sa guise a un caractère plus théorique que réel, la situation des deux contractants, patron et ouvrier, ne pouvant être équitablement appréciée de la même façon. » On comprend dès lors que, partant de ce point de vue, d'ailleurs juste, on ne puisse arguer contre l'ouvrier de ce qu'il a continué de rester au service du patron et exécuté un contrat de travail dont il entend maintenant poursuivre la nullité pour cause de lésion. Au contraire, quand on tient compte de cette observation, que nous avons admis comme un droit primordial pour l'ouvrier lésé celui de

rompre le contrat de travail usuraire sans attendre l'arrivée du terme au cas de durée déterminée, sans observer le délai de prévenance au cas de durée indéterminée, il est permis de se demander si le fait par l'ouvrier de continuer régulièrement le travail ne peut pas être envisagé comme une confirmation tacite de la nullité. Logiquement, rien n'empêche d'admettre cette conséquence sauf à laisser aux Tribunaux le soin, comme en beaucoup d'autres points, d'apprécier dans chaque espèce, eu égard aux circonstances et à la situation respective des parties, s'il est possible d'interpréter le silence de l'ouvrier comme une confirmation du contrat de travail usuraire annulable. Et cette appréciation, pour ne pas être arbitraire, doit nécessairement être limitée ; au-delà d'un certain temps d'exécution, les Tribunaux n'auraient plus aucun pouvoir d'appréciation et l'ouvrier demandeur en nullité verrait son action en nullité repoussée. Reste maintenant à déterminer la durée et le point de départ de cette prescription extinctive de l'action en nullité.

SECTION V

Prescription de l'action en nullité

L'intérêt général exige que le patron ne soit pas indéfiniment exposé à l'action en nullité du contrat de travail pour cause de lésion. Une menace perpétuelle d

nullité suspendue sur la tête d'un industriel dont le personnel ouvrier a été engagé en masse causerait, dans la marche générale des affaires, une inquiétude continue et préjudiciable. D'autre part, il ne faut pas se dissimuler que l'intérêt bien entendu de l'ouvrier lui-même commande impérieusement que l'action en nullité résultant de la lésion soit incluse dans un délai assez bref. En effet, plus la date de la conclusion du contrat de travail dénoncé comme usuraire remontera haut dans le passé, plus la preuve des circonstances qui ont accompagné l'exploitation, preuve qui incombe à l'ouvrier, sera difficile à fournir devant le juge.

Le droit commun de la prescription des actions en nullité ne peut être transporté en notre matière; la prescription décennale de l'article 1304 du Code civil ne peut évidemment convenir, elle est trop longue. Faut-il dès lors adopter la prescription de deux années que le législateur a assignée à l'action en nullité pour cause de lésion de plus des sept douzièmes en matière de vente d'immeuble (art. 1676 du C. civ.) ou la prescription de six mois que l'article 2271 du Code civil applique à l'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires? Le point de départ de la prescription, la durée étant supposée établie, sera-t-il le jour du contrat de travail lui-même ou au contraire, prenant en considération le fait que l'ouvrier n'est pas libre d'agir en nullité tant qu'il reste au service du patron, dirons-nous que le point de départ

de la prescription sera le jour où l'ouvrier aura cessé d'être au service du patron ? Si à l'exemple de ce que dispose l'article 1304 du Code civil, on décide que l'action en nullité est ouverte du jour où l'ouvrier lésé n'est plus sous le coup de la misère et du besoin, sera-ce à l'ouvrier demandeur en nullité à prouver qu'il est encore dans les délais utiles pour intenter l'action ? Telles sont les questions principales que l'on doit se poser relativement à la prescription de l'action en nullité pour lésion : il est facile de se rendre compte que leur solution ne laisse pas que d'être très délicate.

Pour éviter toutes difficultés, nous pensons qu'il est préférable d'adopter un délai ferme, d'une durée moyenne, ayant un point de départ fixe, non susceptible de variation suivant que l'ouvrier rompt ou ne rompt pas le contrat de travail. Le délai de prescription d'un an à dater du contrat de travail lui-même, c'est-à-dire du jour de sa conclusion, nous paraît assez long pour laisser à l'ouvrier le temps de la réflexion et de la possibilité matérielle de sortir de l'état de nécessité et de dépendance qui l'empêchent d'intenter utilement l'action en nullité. D'ailleurs, l'adoption d'un délai de prescription ayant son point de départ dans un contrat dont il est relativement facile de prouver la date, évitera les difficultés de preuve qu'eût nécessairement amenées un système distinguant suivant que l'ouvrier a rompu ou non le contrat de travail, et faisant courir le délai, dans le premier cas, du jour de la cessation du travail et, dans le second

cas, du jour où l'ouvrier aura cessé d'être sous le coup du besoin impérieux qui lui avait fait accepter des conditions usuraires. Enfin, conformément à l'article 2278 du Code civil, nous déciderons que la prescription annale de l'action en nullité du contrat de travail pour cause de lésion courra même contre les mineurs.

CONCLUSION

La reconnaissance dans notre droit et la sanction de la lésion dans le contrat de travail, sous les conditions et avec les effets que nous avons déterminés, nous paraît constituer une réforme désirable destinée à réprimer les abus criants dont le contrat de travail est parfois l'objet. Certes, les critiques n'ont point manqué contre l'article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906 : les pouvoirs du juge, dit-on, en réalité seraient absolus ; le juge prononcerait selon ses tendances sociales et le résultat serait d'établir par un moyen détourné le salaire minimum repoussé jusqu'à ce jour par le législateur (1). Mais nous avons établi suivant quels principes le juge devait procéder pour reconnaître la lésion et quelle différence séparait le salaire minimum de la réforme projetée ; ce

1. P. Sinceny. « Le contrat de travail. » *Réforme économique*, 12 juillet 1907. — Voir les critiques formulées par la Chambre de commerce de Paris. *ibid.* P. Sinceny. *Réforme économique*, 29 mars 1907. — Eugène d'Eichthal. « Le projet de loi sur le contrat de travail et les conventions collectives. » *Economiste français*, 19 janvier 1907. — V. aussi les discussions à la Société d'études législatives. *Bull.*, 1905-1906-1907.

sont là des points que le législateur devra préciser lorsque le projet de loi du 2 juillet 1906 viendra en discussion devant les Chambres.

En réalité, la portée pratique de la disposition nouvelle que nous avons étudiée serait, en définitive, assez modeste. « Qu'on ne s'y trompe pas, disait le rapporteur de la commission du travail, M. Chambon député (1), l'addition proposée est surtout une proclamation de principes ; en fait, le juge n'interviendra que dans les cas véritablement scandaleux, et il suffira pour remédier aux abus, que son intervention soit possible ; l'on n'a donc pas à craindre cette objection faite par diverses Chambres de commerce que le juge statuera désormais sur le salaire sans que le patron puisse savoir à l'avance quel salaire il aurait dû promettre. » La loi nouvelle disposera ainsi, non d'une force proprement répressive, mais d'une action préventive. La seule possibilité de recourir à un texte légal sur le fondement duquel un contrat de travail pourra être annulé pour cause de lésion, la crainte d'un procès en nullité dont les débats pourront être retentissants, suffiront souvent à protéger les intéressés contre des abus à la répression desquels, comme nous l'avons constaté, les principes du droit commun notamment de la théorie des vices du consentement, sont notoirement insuffisants.

Au surplus, il ne faut pas se dissimuler que la dispo-

1. Chambon, rapport précité, p. 23.

sition contenue dans l'article 11 n'aura, à l'instar de la disposition similaire du Code civil allemand, que peu d'applications pratiques ; elle servira surtout à remédier aux situations extrêmes(1). Sans doute, elle réprimera des abus individuels, mais, dans le régime de la grande industrie, et sous réserves de ce que nous avons dit précédemment, elle ne constituera pas un moyen de bouleversement général permettant d'annuler tous les contrats. S'il y a abus collectif, il n'y a en réalité qu'un seul remède, le remède collectif, et ce sera le rôle du contrat collectif à le fournir. C'est également à cette conclusion qu'aboutit M. Brants dans son intéressante étude sur le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands : « Bien qu'il y ait là (dans l'article 138 du C. civil allemand) dit-il (2), un moyen direct d'abattre les exploitations criantes de certaines situations, le remède quant aux salaires est certes insuffisant ; assurément mieux vaut pour la paix sociale, restaurer la vraie notion des bonnes mœurs par l'action morale (3) ; mieux vaut aussi

1. La répression de la lésion dans le contrat de travail aurait encore cette conséquence directe et heureuse, d'atteindre les abus du travail à domicile, qui, dans l'état actuel de la législation, échappent au contrôle qu'ont organisé les lois de 1893 et 1903. V. le livre de M. Georges Mény. *Le travail à bon marché*.

2. Brants, *op. cit.*, p. 20.

3. Si l'intervention de la loi, dit M. Jay, reste pour beaucoup de travailleurs la première, l'indispensable condition des ascensions futures ; il est vrai de dire que l'action de la loi ne saurait remplacer l'action des forces morales, intérieures et vivantes.

procéder par la voie conciliatrice et celle des arrangements corporatifs en donnant à ceux-ci une sanction sérieuse et efficace ; ainsi, non seulement on écarterait les salaires qualifiés d'usuraires, mais, petit à petit, on formerait pacifiquement une coutume de salaire juste et convenable, résultat de l'estimation commune des groupes sociaux, qui pourrait un jour, en se généralisant, servir de base à leur garantie juridique. »

Vu : Le Président de la thèse

RAOUL JAY

Vu : le Doyen :

CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L'Inspecteur de l'Académie

V. BONNARIC

BIBLIOGRAPHIE (1)

- BLONDEL (Georges). — Le Code civil allemand et les ouvriers (Bulletin de la Société de législation comparée, 1900-1901, p. 86 et suiv., p. 217 et suiv.)
- JAY (Raoul). — Observations présentées à la Société de législation comparée. (Bulletin, 1901, p. 86 et suiv.)
- BRANTS (Victor). — Les formes actuelles de la lutte contre l'usure. Bulletin de l'Académie royale de Belgique, 1904.
- Le salaire usuraire devant la loi et les juges allemands. Extrait du Bulletin de l'Académie royale de Belgique, 1905, p. 730-740, sous forme de brochure. Bruxelles, 1905.
- PERREAU (Camille). — Rapport à la commission du contrat de travail de la Société d'études législatives. (Bulletin, 1905, p. 503 et suiv.)
- CHATELAIN (Emile). — Observations sur le rapport de M. Perreau à la Société d'études législatives, art. 11 du projet de la Commission. (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1906, p. 539 et s.)

1. Cette bibliographie comprend l'indication des ouvrages, brochures, rapports, articles de revue classés d'après leur ordre d'apparition et qui ont été spécialement consacrés à l'étude de la lésion dans le contrat de travail. La liste en est très courte ; mais on trouvera cités dans la présente étude les ouvrages généraux de droit ou les livres sur le contrat de travail qui traitent accessoirement de la question de la lésion dans le contrat de travail.

- ESCARRA. — La lésion dans le contrat de travail. (Bulletin de la Société d'études législatives, 1906, p. 243.)
- JAY. (Raoul). — Observations présentées sur l'article 11 du projet de la Commission du contrat de travail à la Société d'études législatives. (Bulletin, 1906 et 1907.)
- SALEILLES (Raymond). — Lettre sur l'article 11 du projet de la Commission d'études législatives. (Bull. Soc. ét. lég., 1906, p. 212 et suiv.)
- LYON-CAEN. — Rapport sur le projet de loi du 2 juillet 1906 concernant le contrat de travail à la Société d'Economie politique. (Journal des Economistes, octobre 1906.)
- PERREAU (Camille). — Réponse aux observations présentées par M. Chatelain sur l'article 11 du projet de la Commission (rapport de M. Perreau). (Revue critique de législation et de jurisprudence, novembre 1906.)
- CHATELAIN (Emile). — Rescision pour cause de lésion et tarification à propos de l'article 11 du projet de loi sur le contrat de travail. (Revue trimestrielle de droit civil, 1907, p. 59.)
- JAY (Raoul). — La lésion dans le contrat de travail. (Revue populaire d'Economie sociale, février 1907.)
- CABOUAT. — Observations sur le projet relatif au contrat de travail. (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1907, p. 228.)
- GERLIER (Pierre). — Des stipulations usuraires dans le contrat de travail. Thèse, Paris, 1907.
- HAMELET (Maurice). — Les stipulations usuraires dans le contrat de travail. Fédération des industriels et des commerçants français. (Bulletin mensuel, avril 1908.)
- Projet adopté par la Société d'Etudes législatives (art. 11).
Projet de loi du 2 juillet 1906 sur le contrat de travail (art. 11).
Discussions sur le contrat de travail à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
Comment et sous quelles influences la question de la lésion dans le contrat de travail se pose- t-elle aujourd'hui ?.....	5
Plan.....	11
CHAPITRE I. — <i>Etat de la question jusqu'aux arrêts de cassation de 1852 et 1853</i>	13
De la lésion dans l'ancien droit. Dans quels cas elle était admise.....	13
La lésion dans le Code civil.....	16
Loi du 29 novembre 1850, 29 janvier, 7 et 15 mars 1850 sur les moyens de constater les conven- tions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage.....	19
Arrêts de Cassation du 20 décembre 1852 et du 12 décembre 1853.....	20
CHAPITRE II. — <i>Les solutions du droit commun</i>	27
Peut-on trouver dans le Code civil des textes ou des principes suffisants pour réprimer les abus dont le contrat de travail est susceptible ?....	27
<i>Section I.</i> — De la nullité du contrat de travail usu- raire pour violation de l'ordre public.....	29
Insuffisance et dangers du système qui fait repo- ser la nullité du contrat de travail usuraire sur la violation de l'ordre public.....	30
<i>Section II.</i> — De la nullité du contrat de travail usu- raire fondée sur un vice du consentement....	33

Avantages que présenterait l'adoption d'un système de nullité fondé sur un vice du consentement	33
§ 1. — De la lésion fondée sur l'erreur.....	36
§ 2. — De la lésion fondée sur le dol.....	37
§ 3. — De la lésion fondée sur la contrainte morale	38
Conditions requises pour qu'un contrat soit annulable pour cause de contrainte morale d'un des contractants.....	38
Système de la jurisprudence.....	42
Pourquoi l'on ne peut fonder la lésion dans le contrat de travail sur la contrainte morale....	47
CHAPITRE III. — <i>Exposé de la jurisprudence depuis les arrêts de Cassation de 1852 et 1853 et précédents immédiats de la réforme.....</i>	53
Section I. — Etude de la jurisprudence française depuis les arrêts de Cassation de 1852 et 1853.	54
Clauses contraires aux lois existantes.....	55
Clauses allant à l'encontre de principes non expressément inscrits dans une loi ou un règlement, mais violant l'ordre public et les bonnes mœurs.....	57
Section II. — Précédents immédiats de la réforme.	62
Décrets Millerand du 10 août 1899.....	63
Salaire minimum.....	64
Juste salaire.....	66
L'encyclique de <i>conditione opificum</i>	66
Décret du 2 mars 1848 sur le marchandage.....	70
Les idées de M. Van der Smissen, jurisconsulte belge sur la lésion dans le contrat de travail..	72
Discussions et travaux de la Société d'Etudes législatives	75
CHAPITRE IV. — <i>De la lésion usuraire dans les législations et les projets de lois étrangers.....</i>	76
Section I. — De la lésion usuraire dans la législation allemande	76
Etude de l'article 138 du Code civil allemand...	76

Les bonnes mœurs, critérium de la moralité du contrat de travail.....	78
L'application de l'article 138 au contrat de travail usuraire dans la jurisprudence allemande....	87
Dispositions tombant sous le § 1 de l'article 138.	88
Conventions usuraires tombant sous le coup du § 2 de l'article 138.....	94
Jugement du tribunal industriel de Stuttgart du 26 avril 1900.....	94
Jugement du tribunal industriel de Francfort-sur-le-Mein du 8 juin 1902.....	96
<i>Section II.</i> — De la lésion usuraire dans le projet de Code civil hongrois.....	99
Différences entre l'article 138 du Code civil allemand et le § 957 du projet du Code civil hongrois.....	100
<i>Section III.</i> — De la lésion usuraire dans le projet de Code civil suisse.....	101
La théorie de la lésion usuraire considérée comme un élargissement de la théorie traditionnelle de la nullité pour vice du consentement. Conséquences de cette conception....	101
<i>Section IV.</i> — De la lésion usuraire dans la loi hollandaise du 13 juillet 1907.....	104
CHAPITRE V. — <i>Etude critique de la lésion dans le contrat de travail.</i>	106
<i>Section I.</i> — Théorie générale.....	106
La théorie de la lésion dans le contrat de travail peut être considérée comme un élargissement de la théorie traditionnelle de la nullité pour vice du consentement, mais elle aboutit à une nullité de nature spéciale.....	107
<i>Section II.</i> — Conditions de la nullité.....	110
§ 1. — L'état de faiblesse.....	110
Dans l'individu.....	110
Dans le groupement corporatif.....	112
§ 2. — La lésion.....	114

Sphère d'application de la lésion.....	114
Rejet de l'excuse tirée des usages courants.....	116
Différence de rédaction entre l'article 11 du projet de la Société d'Études législatives et l'article 11 du projet de loi du 2 juillet 1906.....	118
Il suffit d'une disproportion « anormale » pour entraîner la nullité.....	121
§ 3. — L'exploitation.....	124
Preuve de l'exploitation.....	126
Section III. — De la lésion du patron par l'ouvrier..	128
CHAPITRE VI. — <i>Conséquences ou effets de la lésion reconnue</i>	133
Section I. — La nullité résultant de la lésion reconnue est-elle absolue ou relative?.....	133
La nullité doit être relative.....	134
Section II. — Une clause illicite insérée dans un contrat de travail est-elle nulle seule, ou rend-elle nul le contrat de travail tout entier?...	136
Distinction suivant que l'ensemble du contrat de travail dépend ou non de la clause illicite..	138
Section III. — Conséquences directes ou indirectes de l'annulation du contrat de travail usuraire.	142
Conséquences directes. La partie lésée est libérée des obligations qu'un contrat de travail normal lui eût imposées.....	142
Droit de ne pas respecter le délai de prévenance.	142
Droit de demander des dommages-intérêts (action en complément de salaire).....	144
Qui pourra agir en nullité ?	144
Fondement de l'action en dommages-intérêts consécutive à l'action en nullité.....	147
Conséquences indirectes.....	151
Section IV. — Confirmation de l'action en nullité...	153
Conditions dans lesquelles doit intervenir la confirmation	154
Section V. — Prescription de l'action en nullité.....	157
Durée et point de départ de la prescription. Nécessité d'adopter un délai relativement court (un	

an) et ayant un point de départ fixe, non susceptible de variation suivant que l'ouvrier rompt ou ne rompt pas le contrat de travail...	158
CONCLUSION	161
BIBLIOGRAPHIE.....	165
TABLE DES MATIÈRES.....	167

